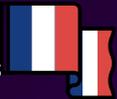


#11 
PRINTEMPS
2019
3.00 €

The Progressive Post

DATA VS DÉMOCRATIE

Avec les
contributions de :

Laurent Alexandre
Jean-Yves Camus
Jayati Ghosh
Eva Illouz
Paul Magnette
Paul Mason
Vincent Mosco
Anne Muxel
Frans Timmermans
Oliviero Toscani
Shoshana Zuboff

...



COUVERTURE SPÉCIALE
Élections Européennes

DÉMOCRATIE

À qui appartient
l'Europe?

MONDE

La stratégie d'autonomie
européenne

SOCIAL

Santé et
inégalités

ÉCONOMIE

Compétitivité sans
modération salariale

ENVIRONNEMENT

Révolution
du Bio en Europe

The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire et un avenir communs,
mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Le magazine d'opinion progressiste Européen
qui rassemble des experts de renommée mondiale,
pour offrir une plateforme informant le public
sur les problèmes auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui.

Retrouvez-nous sur progressivepost.eu et sur Twitter @FEPS-Europe

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



DIRECTEUR DE PUBLICATION

Ernst Stetter

RÉDACTEUR EN CHEF

Alain Bloëdt

EDITEURS

Karine Jehelmann, Olaf Bruns

COMITÉ ÉDITORIAL

Ania Skrzypek, David Rinaldi, Vassilis Ntousas, Maria Freitas, Hedwig Giusto,
Charlotte Billingham, Lisa Kastner, Laetitia Thissen, Justin Nogarède

TRADUCTEURS

Ben O'Donovan, Amandine Gillet, Françoise Hoffelink,
Alice da Costa Pereira et Nahual Lhorente, Eurideas Language Experts

RELECTURE

Louise Hanzlik, Stéphanie Bessalem

A LIRE - critique de livres par Christophe Sente, François Segers,

Charlotte Billingham, David Rinaldi, Olaf Bruns, Karine Jehelmann, Alain Bloëdt

COORDINATION & GRAPHISME

www.triptyque.be

CRÉDITS PHOTO

Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services

ILLUSTRATION DE COUVERTURE

Peter Willems - Vec-Star

DROITS D'AUTEURS

© FEPS – Fondation européenne d'études progressistes

N°11 - Printemps 2019

ISSN 2506-7664



Détournement de l'opinion publique ?

Les liens entre Infox, micro-ciblage et démocratie

par Maria Joao Rodrigues, Présidente de la FEPS

Dans ce numéro du Progressive Post, nous avons choisi de nous concentrer sur la démocratie numérique. Les élections européennes approchent et, en tant que femme politique, je m'en réjouis. Les élections sont la marque de fabrique de notre démocratie et l'occasion de faire preuve d'optimisme. Mais je reste malgré tout sur mes gardes, car notre démocratie semble vulnérable face aux manipulations en ligne. Notre capacité à prendre des décisions démocratiques est menacée par les activités des grandes entreprises technologiques.

Dans son livre *Surveillance Capitalism*, le professeur Shoshana Zuboff décrit un modèle d'entreprise en plein essor, axé sur la collecte de données personnelles servant à prévoir, manipuler et contrôler le comportement des individus. Cette mutation du capitalisme, associée à l'immense concentration des pouvoirs dans l'économie numérique, met en péril notre autonomie individuelle, et donc les fondements de notre démocratie. Je suis très heureuse que le professeur Zuboff ait trouvé le temps de répondre à une interview pour aborder ces préoccupations.

Pour contrer cette tendance, nous avons besoin de règles, et des changements doivent être apportés sur plusieurs fronts. Mais je pense que notre manière de faire de la politique constitue un bon point de départ. Nous ne devrions pas sombrer dans une course à l'abîme, où nous collecterions toujours plus de données personnelles pour mieux cibler et manipuler les électeurs. Je veux convaincre les citoyens avec mes idées, et la première serait d'imposer plus de transparence pour les publicités politiques.

Il est certain que l'ère du numérique présente de nouveaux défis pour notre démocratie. Des groupes mènent délibérément des campagnes de désinformation. Il existe un risque réel que l'opinion publique soit manipulée dans la perspective des élections, et nous devrions prendre des mesures décisives pour l'éviter.

Il est également décourageant de voir des individus remplis de haine pérorer en ligne. Notre débat public s'en trouve entaché et les promesses de démocratie des débuts de l'Internet semblent à présent bien loin.

Mais je me méfie de l'énergie politique consacrée à la lutte contre les « fake news ». Le débat public mené sur Internet doit donner la parole aux médias de qualité, mais aussi aux personnes qui n'avaient pas voix au chapitre par le passé. Nous devons chérir cette évolution. Nous devrions trouver le moyen de transformer cette cacophonie d'opinions en une symphonie, sans devoir éteindre totalement le son.

Je ne suis toutefois pas naïve. Le résultat n'est souvent pas beau à voir. Pour les situations qui dégénèrent en des faits criminels, nous avons le Code pénal, et nous devrions l'appliquer. Pour ce faire, nous devons travailler avec les plateformes. Mais je pense que charger les médias sociaux de supprimer les contenus problématiques serait la solution de facilité. Même avec des garde-fous, cette solution donnerait lieu à des interventions biaisées et cimenterait l'influence des grandes plateformes sur notre communication. Plus important encore, elle ne permettrait pas de résoudre les problèmes, mais juste de les dissimuler.

Je suis convaincue que nous devrions plutôt prendre la résolution difficile, mais cruciale, d'impliquer tous les citoyens dans la création d'une démocratie meilleure. Nous avons besoin de nouveaux modèles de communication qui encouragent le dialogue et qui n'en appellent pas à nos instincts les plus primaires pour maximiser les bénéfices. À l'ère de la communication instantanée, nous devrions également nous demander s'il est toujours approprié que la participation politique des citoyens se limite à leur seul vote. En bref, nous devons repenser notre démocratie, afin de veiller à ce qu'elle demeure le meilleur modèle pour le vivre ensemble et la prospérité.

#11 Table des matières

COUVERTURE SPÉCIALE



COUVERTURE SPÉCIALE

Élections Européennes

- P.7** Nouveau départ ? Pourquoi pas !
par Alain Bloëdt
- P.8** Les sociaux-démocrates ne laisseront personne de côté dans la transition vers un monde plus durable
par Frans Timmermans

Élections Européennes : les Millennials

- P.12** « Je continue de ne pas écouter les gens qui ont plus de trente ans ! »
Interview avec Oliviero Toscani par Alain Bloëdt
- P.15** Sondage européen de la FEPS: La génération Y veut plus de protection sociale
- P.17** Que pourraient faire les progressistes face au désintérêt des jeunes pour les élections ?
par David Harley
- P.18** « Lorsqu'ils se mobilisent, les jeunes sont plus exigeants que leurs aînés. »
Interview avec Anne Muxel par Alain Bloëdt



- P.20** Un programme progressiste pour attirer la génération Y
par João Duarte Albuquerque

Élections Européennes : Les femmes

- P.22** Genre et populisme : attention à la parité
par Fabrizio Botti, Marcella Corsi et Giulia Zacchia
- P.24** Les sociaux-démocrates pourraient s'appuyer sur les jeunes femmes pour faire leur retour en force
par Alazne Irigoien
- P.26** 13 Faits à connaître sur les inégalités hommes-femmes dans l'UE
- P.28** La parité des sexes au-delà des chiffres
par Agnès Hubert

Élections Européennes : Les défis de la Gauche

- P.30** À la recherche d'un programme pour la Gauche
par Eva Illouz
- P.32** Pour un Front Populaire
par Paul Mason
- P.34** Pour remplir sa mission, la social-démocratie doit se radicaliser
par Fabien Escalona
- P.36** Comment renforcer le langage progressiste en Europe
par Luis Arroyo

Élections Européennes : Les différentes approches

- P.39** Quatre axes pour l'Europe
Interview avec Paul Magnette par Alain Bloëdt
- P.42** L'Europe que nous voulons, L'Europe que nous portons
par Iratxe Garcia-Perez
- P.44** Partager le gâteau plus équitablement
par Andreas Schieder



- P.46** Des messages ambitieux pour retrouver la confiance des citoyens
par Tuulia Pitkänen
- P.48** Portfolio: Photo contest.
My Social City, 2018

FOCUS



FOCUS

Détournements de l'opinion publique ? Les liens entre Infox, micro-ciblage et démocratie

- P.50** L'IA et les GAFAM ne peuvent échapper au contrôle démocratique
par Paul Nemitz
- P.53** Faire éclater la bulle
par Umberto Boschi et Federico Sarchi
- P.54** Le porte-à-porte virtuel, ou l'art du démarchage numérique
par Joakim Johansson
- P.56** Les populistes, experts des médias sociaux
par Jean-Yves Camus
- P.58** Élections sous tension : comment déjouer les tentatives d'ingérence de la Russie
par Max Bergmann
- P.60** Comblent le fossé entre la technologie et la politique progressiste en Europe
par Donatella Della Ratta et Geert Lovink
- P.63** L'internet au service du bien commun
par Geert-Jan Bogaerts
- P.64** Microciblage et IA en période d'élection : le nœud se resserre par Tom Dobber, Judith Möller et Frederik Zuiderveen Borgesius
- P.67** La Social-démocratie au défi du cyberspace
par Christophe Rouillon



- P.70** Résister à la surveillance
Interview avec Shoshana Zuboff par Olaf Bruns
- P.74** Les citoyens doivent s'organiser contre l'actuel régime des médias sociaux
Interview avec Vincent Mosco par Justin Nogaredo
- P.78** Le capitalisme cognitif et l'agression de la démocratie
par Laurent Alexandre



DÉBATS

ÉCONOMIE

Compétitivité sans modération salariale

- P.82** des salaires plus élevés pour sauver la zone euro !
par Jayati Ghosh



- P.84** Relancer la compétitivité : la baisse des salaires n'est pas la panacée
par Marta Pilati
- P.86** état des lieux des salaires en Europe

SOCIAL

Santé et inégalités

- P.88** L'avenir de la santé en Europe : réduire les inégalités
par Vytenis Andriukaitis
- P.91** À voir également 3 déclarations sur les inégalités en matière de santé

#11 Table des matières

DÉBATS

DÉMOCRATIE

À qui appartient l'Europe?

P.92 Le peuple aux commandes
par Sean Kippin

P.94 Une base de données pour savoir "À qui appartient l'Europe"
par Judith Clifton



P.96 Une Union européenne propriété de chacun et de tous
par Pierre Bauby

ENVIRONNEMENT

Révolution du Bio en Europe



P.98 Vers du 100 % Bio
Interview avec Florent Guhl par Karine Jehelmann

P.100 Agriculture bio : offrir des produits de qualité
par Nicola Love, Dora Mészáros, Miguel de Porras

P.102 Les futurs défis pour l'agriculture biologique
par Isobel Tomlinson

MONDE

La stratégie d'autonomie européenne

P.104 Une politique étrangère européenne et progressiste dans un environnement hostile
par Rosa Balfour

P.106 Brexit, Trump : catalyseurs malgré eux d'une défense européenne commune ?
Interview avec Ronja Kempin par Alain Bloëdt



INSPIRATION

P.108 À VOIR

P.109 À LIRE

P.113 À PENSER

Les contributeurs du Progressive Post - #11



Maria J. Rodrigues
page 1



Alain Bloëdt
page 7



Frans Timmermans
page 8



Oliviero Toscani
page 12



David Harley
page 17



Anne Muxel
page 18



João D. Albuquerque
page 20



Fabrizio Botti
page 22



Marcella Corsi
page 22



Giulia Zacchia
page 22



Alazne Irigoien
page 24



Agnès Hubert
page 28



Eva Illouz
page 30



Paul Mason
page 32



Fabien Escalona
page 34



Luis Arroyo
page 36



Paul Magnette
page 39



Iratxe Garcia-Perez
page 42



Andreas Schieder
page 44



Tuulia Pitkänen
page 46



Paul Nemitz
page 50



Umberto Boschi
page 53



Federico Sarchi
page 53



Joakim Johansson
page 54



Jean-Yves Camus
page 56

Les contributeurs du Progressive Post - #11



Max Bergmann
page 58



Donatella Della Ratta
page 60



Geert Lovink
page 60



Geert-Jan Bogaerts
page 63



Tom Dobber
page 64



Judith Möller
page 64



Frederik Z. Borgesius
page 64



Christophe Rouillon
page 67



Shoshana Zuboff
page 70



Vincent Mosco
page 74



Laurent Alexandre
page 78



Jayati Ghosh
page 82



Marta Pilati
page 84



Vytenis Andriukaitis
page 88



Sean Kippin
page 92



Judith Clifton
page 94



Pierre Bauby
page 96



Florent Guhl
page 98



Miguel de Porras
page 100



Dora Mészáros
page 100



Nicola Love
page 100



Isobel Tomlinson
page 102



Rosa Balfour
page 104



Ronja Kempin
page 106



NOUVEAU DÉPART ? POURQUOI PAS !

par Alain Bloëdt

Et s'il en fallait une, une élection majeure, symbolique, qui unisse autour des valeurs historiques de gauche que sont la justice sociale, la solidarité, l'internationalisme et le développement durable, des partis socialistes qui, d'un état membre à l'autre, se sont beaucoup dispersés ces dernières années dans les méandres du pouvoir et des coalitions, à en perdre parfois leur identité et souvent leurs fidèles ?

Au risque d'aller à contre-courant, cette élection européenne pourrait être, pour trois raisons, ce rendez-vous entre la social-démocratie, ses électeurs, et ses détracteurs trop heureux d'enterrer un concurrent en position de faiblesse.

Il y a tout d'abord ce point de départ et ce point de convergence dans cette grande, et parfois compliquée, famille progressiste : l'Europe. Aucun leader national social-démocrate n'oserait aujourd'hui contester que le défi du climat, du terrorisme, de la fiscalité, de la sécurité, de la migration, ne peut se régler qu'au niveau national. C'est ce qui devrait donner à

cette élection européenne un caractère exceptionnel tous les cinq ans, mais elle reste, 40 ans après le premier scrutin de 1979, une élection injustement déclassée par ces fameuses élites tant décriées, résistantes à l'idée de transférer une partie de leur pouvoir d'un niveau national à un niveau supranational.

Il y a ensuite un contexte. L'élection se déroulera dans une séquence électorale marquée par la résurgence de courants populistes qu'on pensait enfermés dans nos livres d'histoire. Et bien, que tous les candidats du Parti socialiste européen, partout en Europe, s'inspirent de leur Spitzenkandidat, Frans Timmermans, et s'adressent à ces populations déçues et perdues ! Qu'ils parlent aux Millennials, cette génération désabusée ou cynique – parfois les deux ! – qui désespère de trouver un interlocuteur ! Qu'ils défendent les femmes, dont la reconnaissance à l'égal de l'homme n'est pas seulement encore une promesse, mais pire, pourrait devenir une régression avec des leaders tels qu'Orban, bien décidés à les renvoyer au foyer pour repeupler la vieille

civilisation européenne ! Et que dire de la culture et du milieu artistique qui n'osent plus s'associer alors qu'ils étaient encore si bruyants avant.

Il y a enfin cette opportunité, car en se cloisonnant dans un discours passéiste, les populistes de tout genre, alliés à des partis de droite plus conservateurs que jamais, offrent aux progressistes un espace immense pour offrir une vision nouvelle de la société européenne, adaptée au XXIème siècle. A eux de saisir l'opportunité et de peser sur les débats.



© shutterstock

| L'essence de la politique sociale-démocrate est de rapprocher les différences et de lutter pour l'ensemble de la société.

Nombreux sont ceux qui pensent que la société n'est pas équitable et qu'ils sont les seuls à payer le prix de la transition vers une économie, un environnement et un modèle social plus durables. Il est temps que les sociaux-démocrates concrétisent la durabilité sociale, car c'est ainsi que nous pourrions convaincre un maximum de personnes d'emprunter la voie d'un développement environnemental et économique durable. Ce devra être une priorité pour l'Europe au lendemain des élections au Parlement européen de mai prochain.

Aujourd'hui, dans notre société, de nombreuses personnes se sentent en insécurité, et il est devenu bien trop facile d'inciter à la haine. La liberté d'expression est un atout considérable. Mais nous devons prendre conscience que la terreur et la violence tirent leur origine de mots qui sont ensuite transformés en actions. Nous devons donc peser soigneusement nos mots, car ils ont des conséquences.

Je constate à travers tout le continent et au sein de l'Union européenne à quel point il est facile d'inciter à la division. J'insiste sur ce point, car s'il y a une chose qui menace véritablement notre société, c'est la politique fondée sur l'exclusion de l'autre, les discours revenant à faire de nos adversaires

#ConventionIstanbul L'égalité homme-femme n'est possible que si la force physique n'est plus utilisée pour opprimer les femmes. Les coupables de ces crimes doivent être sévèrement punis – par @TimmermansEU, @PES_PSE



LES SOCIAUX-DÉMOCRATES NE LAISSERONT PERSONNE DE CÔTÉ DANS LA TRANSITION VERS UN MONDE PLUS DURABLE

par Frans Timmermans

“

En tant que sociaux-démocrates, nous savons qu'une société aussi diversifiée que la nôtre ne peut progresser que si nous sommes prêts à faire des compromis.

”

nos ennemis. Mais lorsqu'un adversaire politique devient un ennemi, le compromis est vu comme une défaite.

En tant que sociaux-démocrates, nous savons qu'une société aussi diversifiée que la nôtre ne peut progresser que si nous sommes prêts à faire des compromis, à trouver des solutions en tenant compte des besoins de l'autre. Ce n'est pas signe de défaite, mais bien de victoire.

Nous assistons un peu partout à la montée de tels mouvements. Que ce soit dans les partis au pouvoir en Pologne, en Hongrie, l'un des partis au pouvoir en Italie, voire les deux, ou d'autres mouvements, l'opposition est toujours

vue comme l'« ennemi », avec lequel il est impossible de collaborer et qu'il faut exclure.

Les nationalistes sont particulièrement doués pour la destruction. Comme un enfant perturbé qui détruit ses jouets. Mais ils sont incapables de créer, de construire. Les citoyens s'en rendront compte tôt au tard. Et ensuite, quelle approche adopteront ces nationalistes ? Ils disent que ce n'est pas de leur faute : ils accusent Bruxelles, les musulmans, les juifs, ou encore les homosexuels. Ils trouvent toujours quelqu'un à blâmer.

Mais je suis optimiste quant à notre capacité de convaincre les citoyens. Nous rejetons ces politiques, mais nous ne rejetterons

jamais ceux qui pensent pouvoir atteindre leurs objectifs au travers de ce genre de politique. Ces citoyens font toujours partie de notre peuple, même s'ils ne votent actuellement pas pour nous. J'espère que nous pourrions les convaincre de nous rejoindre grâce à nos politiques.

L'unité face aux défis

L'essence même des politiques sociales-démocrates est d'aplanir les différences et de lutter pour le bien de l'ensemble de la société. Il s'agit de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté et que, même à l'échelle européenne, chaque citoyen soit pris en considération.

Les défis actuels sont nombreux : le changement climatique, un président américain qui semble croire qu'une Europe divisée et faible est préférable pour les États-Unis à une Europe forte, un président russe avec une vision similaire, la Chine qui cherche sans cesse à prendre le dessus dans les affaires mondiales, et les flux migratoires. Nous ne pouvons, en tant qu'Européens, emprunter qu'une seule voie, celle de la coopération avec d'autres Européens pour aboutir à une réponse positive à tous ces défis. C'est la seule voie à suivre.

Nous avons déçu les citoyens, et c'est de là que vient l'attrait pour nombre de ces partis nationalistes. Les Européens sont déçus d'un système politique au sein duquel ils ont l'impression de ne pas être traités de manière équitable. Et dans ce contexte, la proposition des nationalistes est la suivante : « Nous allons vous ramener vers un passé glorieux ». Ce qu'ils ne vous disent pas toujours explicitement, c'est qu'il s'agit d'un passé où l'homme blanc était le patron, où les femmes restaient dans leur cuisine, et où le monde entier dansait au rythme d'un petit nombre d'empires européens. Un tel monde à peu à offrir dans la perspective de notre tradition sociale-démocrate.



Un livreur de pizza de 16 ans n'est pas un entrepreneur. S'il tombe, il doit être traité comme un employé normal, qui a droit à une protection.



Une société équitable

Nous sommes l'un des plus anciens mouvements politiques du monde occidental. Notre mouvement existe depuis 150 ans. Mais nous ne devrions pas oublier l'essence même de la social-démocratie : le progrès. Pour citer Jean Jaurès, « c'est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source ». C'est l'essence de la social-démocratie. Nous devons façonner l'avenir, et non pas vivre dans le passé !

Mais nous ne recevrons le mandat de façonner cet avenir que si tout le monde y trouve son compte. C'est ainsi également que je vois les enjeux du développement durable et du climat. Je ne pense pas que les citoyens rejettent l'idée qu'une transformation est nécessaire. Ils sont bien conscients que nous n'avons plus le choix. Mais dans beaucoup de pays, les citoyens rejettent le changement, car ils estiment que le fardeau qu'ils ont à porter est injuste. Et tant que les pollueurs et les entreprises ne seront pas également taxés et que les citoyens auront l'impression d'être les seuls à payer pour la transition, ils s'y opposeront.

Si l'on regarde l'enjeu du développement durable au sens large, en tant que

sociaux-démocrates, nous devons placer la durabilité sociale en haut de la liste. C'est en effet la durabilité sociale qui nous permettra de rallier le plus de partisans pour les autres volets de la durabilité.

Ce que j'entends par « durabilité sociale », c'est affirmer une bonne fois pour toutes en Europe qu'un livreur de 16 ans avec son sac à dos qui apporte une pizza chez un particulier n'est pas un entrepreneur. Que s'il tombe, il doit être traité comme un employé normal, car il a également droit à une protection. Et je plaide aussi pour des salaires minimums plus élevés en Europe.

Du progrès en faveur des droits des femmes

Comme je l'ai dit plus haut, les nationalistes veulent nous ramener dans le passé. Et qui sont les principales victimes dans ce scénario ? Les femmes. Elles pourront peut-être conserver le droit de vote, mais c'est tout. Elles perdront de nombreux autres droits. J'espère que nous réaliserons enfin en Europe que les principales victimes de ce système néoconservateur seront les femmes. Nous devons continuer à progresser vers plus de droits pour les femmes, et non faire marche arrière.

C'est pourquoi il est urgent que nous anéantissions l'écart de salaire (16 %) et de retraite (40 %) entre les hommes et les femmes. Ces différences sont inacceptables et injustes. Et je veux que nous allions plus loin encore pour ce qui est de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. S'il y a bien une chose que j'ai entendue de la part des jeunes pères et des jeunes hommes, c'est qu'ils seraient favorables à l'idée de pouvoir davantage jouer leur rôle de père. Ce serait bénéfique pour les hommes, pour les femmes et pour les enfants.

Je souhaite également qu'un plan d'action soit adopté en urgence pour lutter contre les niveaux de violence inadmissibles dont sont victimes les femmes. Certains pays en Europe ont recours à toute une série



© media-pes.eu / Pablo Garrigos

| Inspirée du programme télévisé bien connu “the Voice”, l’édition “Millennial Dialogue on Europe edition”, animée par la FEPS qui s’est déroulé fin janvier à Bruxelles a convié un panel de 5 critiques qui ont dialogué avec Frans Timmermans.

d’arguments fallacieux pour justifier le refus de ratifier la convention d’Istanbul, dont l’objectif est d’éradiquer la violence à l’égard des femmes. C’est inacceptable. La violence faite aux femmes, qu’elle soit sexuelle ou juste physique, repose sur le pouvoir. Ce pouvoir doit être aboli.

Il ne sera possible d’aboutir à l’égalité entre les femmes et les hommes que lorsque la force physique ne sera plus utilisée pour opprimer les femmes. Les coupables de ces crimes doivent être sévèrement punis.

Misons sur l’avenir, sur la génération Y !

Je souhaiterais dire une chose à tous ceux de mon âge : vous devez comprendre qu’il s’agit des premières élections où des citoyens nés dans le nouveau millénaire

seront habilités à voter. Et à ceux qui sont nés dans les années 2000 : vous devez comprendre que si vous ne saisissez pas l’occasion de voter, ce seront les gens nés au siècle passé qui décideront. C’est de votre avenir qu’il s’agit !

Et nous, en tant que mouvement, avec nos traditions et notre passé, nous devons comprendre que l’enjeu à présent, c’est l’avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Qu’il s’agisse du développement durable, de la sécurité internationale, de l’égalité sociale, de la justice, ou encore des droits des minorités, nous faisons ce que nous faisons pour laisser derrière nous une société qui sera meilleure que celle d’aujourd’hui. Et nous avançons ensemble dans cette direction avec ceux à qui appartiendra cette société.

Ce texte est une adaptation d’un discours prononcé par Frans Timmermans lors du Congrès électif du Parti du travail néerlandais (PvdA) à Bois-le-Duc.



> AUTEUR

Frans Timmermans est Premier vice-président de la Commission européenne.



« Je continue de ne pas écouter les gens qui ont plus de trente ans ! »

Interview avec **Oliviero Toscani** par Alain Bloëdt

Oliviero Toscani

est un photographe italien. Il s'est notamment fait connaître par ses campagnes chocs pour le compte de l'entreprise de textile Benetton. La provocation caractérise une grande partie de son œuvre, exposée dans tous les grands musées et récompensée par quatre Lions d'Or au Festival international de la créativité de Cannes. Un de ces derniers projets artistique, culturel et anthropologique, qui se nomme "Razza Umana" (La Race humaine) l'a amené à faire plus de 70 000 portraits dans le monde entier et notamment à Liège, où il a été accueilli et a exposé à la Cité miroir. Une sélection de ces photos sont en couverture du livre présentant les résultats du FEPS Millennial dialogue.

Progressive Post: *Dans votre carrière et en tant qu'artiste, vous avez osé mettre en lumière des sujets peu exposés, comme le HIV, l'homosexualité, le sexe, la maladie... Diriez-vous qu'on assiste à une régression et qu'un tabou est de retour sur certains sujets ?*

Oliviero Toscani: Non. C'est une erreur de penser que c'était mieux avant. Ceux qui le disent ne comprennent rien. Le travail de l'artiste consiste à mettre en relief les problèmes, pas à rechercher le consensus. Il s'agit de témoigner de la condition humaine. Tout art qui compte est toujours une image de la condition humaine. S'il n'est question que d'esthétique, de composition, de couleur, on reste dans le médiocre. Il manque la beauté de la tragédie humaine. La Pietà de Michel-Ange représente une mère tenant son fils mort dans les bras : c'est le pire que puisse vivre l'être humain !

PP: *Vous qui arpentez le globe sans cesse, que pensez-vous que la nouvelle génération ?*

OT: La nouvelle génération est gentille, bien élevée, un peu molle, elle ne se fâche jamais... A cet âge-là, j'étais révolté !

PP: *A votre avis, pourquoi ne se fâche-t-elle pas ?*

OT: Parce que les jeunes n'ont pas de véritable raison pour se révolter.

PP: *Parce qu'ils ont déjà tout ?*

OT: Ils n'ont pas tout, mais ils ont suffisamment pour se montrer gentils, dociles. Quand j'avais vingt ans, je ne prêtais l'oreille qu'à des personnes qui avaient moins de trente ans. A trente ans, pour moi, on était déjà vieux.

PP: *Vous semblez méfiant par rapport à la vieillesse. Vous êtes pourtant né en 1942 ?*

OT: Certes mais je continue de ne pas écouter les gens qui ont plus de trente ans ! J'écoute les gens qui ont moins de trente ans et qui se sont réveillés. Car il y en a !

PP: *Mais ils ne sont pas nombreux.*

OT: Peu importe, ce n'est pas le nombre qui compte. La qualité n'a pas besoin de quantité. Ce sont des gens très intéressants, et qui pour le coup ne sont pas gentillets.

PP: *Qu'est-ce qui les rend intéressants à vos yeux ?*

OT: Ils ne sont pas sûrs d'eux, mais ils veulent quelque chose. Ce doute est important. On

| Photographie prise par Olivero Toscani pour les campagnes de publicité Benetton

cherche en permanence la sécurité dans tous les domaines. Mais on ne peut être sûr que d'une chose : de mourir. La sécurité tue. Elle ôte les forces, elle enfonce. Il n'y a pas de créativité avec la sécurité. Pour être créatif, il ne faut pas avoir peur d'avoir peur !

PP: *Si ces jeunes de la nouvelle génération sont trop gentils, d'où viendra le changement, et de qui ?*

OT: J'espère qu'il viendra dans un "collapse vertical de l'art". C'est l'économie qui nous tue. On travaille pour de l'argent et sous la tutelle des gens qui ont de l'argent. Si le monde était dirigé par des danseurs, des musiciens, des philosophes, on vivrait beaucoup mieux. Nous sommes aux mains des banquiers, des économistes, qui n'ont aucun sens de l'art, de la beauté, du bien-vivre... La règle dit qu'au sommet, on est tous égaux. Mais c'est extrêmement faux ! En fait, on est encore très primitifs. Mais il existe des gens, comme vous et moi, qui pensent qu'on peut l'être un peu moins.

PP: *Aujourd'hui, avec les médias sociaux, les jeunes comme les moins jeunes sont énormément dans le paraître.*

OT: Oui. Or, paraître c'est se conformer,

rechercher le consensus. C'est ce que je déteste : si quelqu'un me dit qu'il pense comme moi, par principe je commence à penser que j'ai tort !

PP: *Comment parvenir à réveiller ces endormis ?*

OT: Il faudrait une invasion extraterrestre, avec des bonhommes verts qui tirent dans tous les sens. Alors là, on deviendrait tous amis, tous frères, pour se défendre ! Je pense comme un artiste, il faut imaginer. Ou alors, l'apparition d'un être qu'on ne peut plus contrôler, et qui ferait perdre aux individus leur importance.

PP: *Est-ce que cela pourrait être l'intelligence artificielle ?*

OT: Oui. Il n'y aura plus besoin de descendre dans la rue comme le font les Français. Ce ne sera plus la peine : l'algorithme aura décidé, et mieux que les politiciens, c'est certain.

PP: *L'algorithme sera plus intelligent, personne ne pourra le concurrencer.*

OT: Je crois que c'est le modèle de la vie : une poignée de personnes contrôle des gens sans importance.

“

On ne consacre pas assez de temps à l'imagination.

”

#Millennials Plaidoyer de @OToscani pour une jeunesse qui n'aurait pas peur d'avoir peur @fabrica





| Photographie prise par Olivero Toscani pour les campagnes de publicité Benetton

PP: N'était-ce déjà pas le modèle dans la Grèce ancienne ?

OT: Oui, et c'est encore ça aujourd'hui. On parle de démocratie mais c'est une arnaque.

PP: Point de salut par les jeunes ?

OT: Soyons patients. En musique par exemple, ils en avaient assez du rock'n roll et ils ont créé le rap.

PP: Un style musical que la majorité des gens regarde de travers...

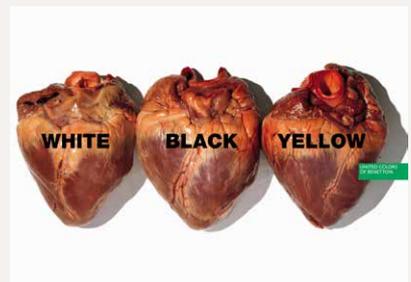
OT: Pourtant c'est la seule musique qui ait un peu d'âme actuellement. Les gens qui écrivent du rap sont révoltés, ce sont les seuls qui soient intéressants. Ce ne sont pas des gens qui pleurent sur leur sort.

PP: Que manque-t-il aux autres ?

OT: L'imagination ! Grâce à l'imagination, on peut avoir tout ce que l'on souhaite. D'ailleurs, avant, quand on faisait bouger les choses, on disait : « l'imagination au pouvoir » !

PP: L'imagination, c'est la création ?

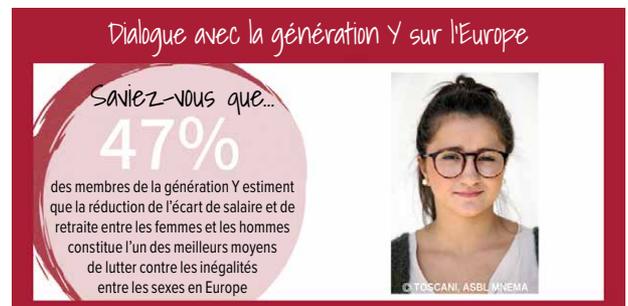
OT: Non, imaginer c'est être amoureux. Qu'est-ce que l'amour ? De l'imagination. Il n'y a rien de tangible. Grâce à la technologie, on peut tout savoir de la Préhistoire à nos jours en deux minutes. Mais pour connaître le futur, on ne peut qu'éteindre nos machines et imaginer.



SONDAGE EUROPÉEN DE LA FEPS: LA GÉNÉRATION Y VEUT PLUS DE PROTECTION SOCIALE

Les membres de la génération Y souhaiteraient que l'Union européenne en fasse davantage pour **soutenir des politiques de protection sociale** telles que le salaire minimum, selon une enquête réalisée dans le cadre de la grande étude « Millennial Dialogue » (Dialogue avec la génération Y) de la FEPS et de ThinkYoung, publiée le 27 novembre 2018.

Alors qu'il ne reste que quelques mois avant les élections de 2019 au Parlement européen, cette enquête révèle que les jeunes préfèrent les politiques qui offrent un solide dispositif de protection sociale en cette période d'incertitude.



Dialogue avec la génération Y sur l'Europe

83%

des membres de la génération Y estiment que l'UE devrait garantir un salaire minimum à tous les travailleurs



Dialogue avec la génération Y sur l'Europe

Saviez-vous que...

55%

des membres de la génération Y sont d'avis que les pays de l'UE devraient fusionner leurs armées au sein d'une armée européenne unique



© TOSCANI, ASBL MNEMA

Dialogue avec la génération Y sur l'Europe

52%

des jeunes de la génération Y estiment que la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités sociales et économiques devraient faire partie des principales priorités de l'UE



Dialogue avec la génération Y sur l'Europe



© TOSCANI, ASBL MNEMA

Saviez-vous que...

81%

des membres de la génération Y souhaitent que les enfants bénéficient davantage de l'aide financière apportée par l'UE

Dialogue avec la génération Y sur l'Europe

77%

des membres de la génération Y veulent en faire davantage pour lutter contre le changement climatique



La génération Y apprécie l'Europe, soutient une armée européenne et souhaite des politiques progressistes telles que le salaire minimum et les allocations de chômage

OBJECTIFS ET ASPIRATIONS



Donner aux membres de la génération Y les moyens de façonner l'avenir de l'Europe



Veiller à ce que la voix des membres de la génération Y soit entendue et respectée, et ouvrir quatre "fenêtres" sur leurs opinions et leurs convictions

1. Fenêtre sur la démocratie
2. Fenêtre sur l'intégration
3. Fenêtre sur la société
4. Fenêtre sur le monde

FENÊTRE SUR LES PLUS GRANDS DÉFIS DE L'EUROPE

1. Fenêtre sur la démocratie

Même s'ils croient dans le projet européen, les membres de la génération Y sont d'avis que les institutions de l'UE n'impliquent pas suffisamment les jeunes dans la prise des décisions et qu'elles ne les encouragent pas assez à y prendre part. Ils sont notamment convaincus de la nécessité que les citoyens exercent une plus grande influence sur la politique économique. Une majorité écrasante des répondants se sont dits favorables à l'attribution de pouvoirs supplémentaires aux institutions, afin qu'elles puissent s'opposer aux États membres qui enfreignent le droit européen.



80%

ont une perception favorable de l'UE



85%

veulent que l'UE implique davantage les jeunes dans la prise des décisions



82%

veulent avoir davantage leur mot à dire sur la manière dont l'UE gère l'économie



66%

veulent donner à l'UE le pouvoir de s'opposer aux États membres qui enfreignent les lois

2. Fenêtre sur l'intégration

Les membres de la génération Y pensent que d'autres pays pourraient quitter l'UE, et ils sont partagés quant à savoir si l'UE se dirige dans la bonne ou la mauvaise direction. Ils réclament une action plus cohérente et efficace sur des priorités clés telles que la réduction des inégalités et le soutien à l'entrepreneuriat. Ils veulent moins de réglementations et une meilleure application de la législation.



58%

pensent que d'autres pays pourraient quitter l'UE



52%

estiment que la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités sociales et économiques devraient être en tête des priorités de l'Europe



Seulement 10% ne souhaitent pas plus d'intégration

FENÊTRE SUR LES PLUS GRANDS DÉFIS DE L'EUROPE

3. Fenêtre sur la société

Une majorité écrasante de membres de la génération Y se disent favorables à une plus grande implication de l'UE dans les questions liées à la protection sociale. Une grande majorité d'entre eux est favorable à un salaire minimum et à des prestations de chômage pour tous les travailleurs dans l'Union. Un consensus clair a émergé en faveur de l'apport d'une plus grande aide financière aux enfants.



83%
sont favorables à un salaire et à un revenu minimums pour tous les travailleurs

47%
souhaitent améliorer l'égalité des sexes en réduisant les écarts de salaire et de retraite entre les hommes et les femmes

81%
souhaitent que les enfants bénéficient davantage des aides financières de l'UE

62% en Hongrie vs 59% en Grèce
souhaitent que l'Erasmus soit élargi à la formation professionnelle des jeunes travailleurs

souhaitent que l'accent continue d'être mis sur les étudiants et les personnes en formation

4. Fenêtre sur le monde

Les membres de la génération Y estiment que l'UE devrait avoir plus de pouvoir pour être à même de s'exprimer d'une seule voix sur la scène internationale. Ils veulent notamment que l'Europe agisse avec plus de détermination à l'échelle mondiale dans le domaine du changement climatique. Près de deux tiers des répondants souhaitent que l'Europe en fasse davantage pour protéger ses frontières contre les non-Européens.



1 sur 10 en Pologne et en Hongrie
souhaite que l'UE facilite l'arrivée des réfugiés en Europe, contre plus de 50 % des répondants en Espagne et au Portugal

60%
veulent que l'UE en fasse davantage pour résoudre la crise des réfugiés et protéger les frontières

77%
sont favorables à la fusion des forces armées de l'UE

55%
souhaitent que l'UE renforce son action contre le changement climatique

QUE POURRAIENT FAIRE LES PROGRESSISTES FACE AU DÉSINTÉRÊT DES JEUNES POUR LES ÉLECTIONS ?

par David Harley

Les progressistes sont depuis quelques années tourmentés par les paroxysmes politiques de l'Occident, et lorsqu'il s'agit de trouver des responsables, certains désignent les membres de la génération Y. Ils représentent nos plus jeunes électeurs – nés entre le milieu des années 1980 et le début des années 2000 – et ils sont accusés de ne pas suffisamment s'engager sur le plan politique. Pire encore, les quelques-uns qui vont tout de même voter sont considérés comme des proies faciles pour la droite populiste. Mais est-ce bien le cas ?



> AUTEUR

David Harley a exercé les fonctions de secrétaire général adjoint du Parlement européen et de secrétaire général du Groupe socialiste au Parlement européen. Il travaille actuellement comme conseiller principal chez Burson Cohn & Wolfe.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



« Lorsqu'ils se mobilisent, les jeunes sont plus exigeants que leurs aînés. »

Interview avec Anne Muxel par Alain Bloëdt

Anne Muxel

est sociologue spécialisée dans la socialisation politique et l'analyse de la participation électorale. Elle est directrice de recherche CNRS en science politique au Cevipof, le Centre de recherches politiques de Sciences Po. Elle est également membre du Conseil d'administration de la Fondation Jean Jaurès. Son dernier livre, "Politiquement jeune" porte sur le comportement électoral des jeunes publié avec la Fondation Jean-Jaurès.

La sociologue Anne Muxel analyse la manière dont la gauche peut reconquérir la jeunesse dans le cadre de la campagne des élections européennes tout en avertissant de la spécificité de ce public.

Progressive Post: *On a coutume de penser que la jeunesse a tendance à voter à gauche.*

Pourtant, les chiffres montrent que ce n'est plus vraiment le cas.

Anne Muxel: En effet, s'ils restent un peu plus à gauche qu'à droite, les jeunes sont aujourd'hui moins de gauche qu'ils ne l'étaient dans les années 60 à 80. Il faut dire que les jeunes sont de plus en plus nombreux à refuser le clivage gauche/droite. Cela s'explique par une attitude distanciée par rapport au système politique, mais aussi par l'opinion selon laquelle ce n'est plus en ces termes qu'on peut penser les vraies questions politiques. L'enjeu européen, par exemple, ne recoupe plus cette bipartition gauche/droite.

PP: *Dans un sondage publié par le think tank FEPS et portant sur 10 000 Millennials issus de 10 États membres*

de l'UE, 80% se disent pour l'Europe. C'est donc une réponse très claire.

L'argument pro-européen peut-il avoir un impact sur le prochain scrutin ?

AM: Le problème est que les jeunes ne s'intéressent pas aux élections européennes.

C'est un paradoxe car ils se sentent naturellement Européens mais n'investissent pas l'Europe dans sa dimension politique. L'Europe leur est culturellement, géographiquement familière et d'une certaine façon elle ne suscite pas d'investissement spécifique, elle ne représente pas une question en tant que telle dont ils devraient s'emparer.

PP: *Si les jeunes ne sont pas dépolitisés mais ont une nouvelle approche de la politique, pourquoi cette absence de sentiment citoyen à l'échelle européenne ?*

AM: Toutes les études montrent que dès qu'on interroge les jeunes sur leur sentiment d'appartenance à différents territoires, c'est d'abord leur ancrage local qui est privilégié : la ville, la région. Vient ensuite l'attache la plus globale : le genre humain, le monde. L'ancrage national arrive en troisième position puis, tout à la fin seulement, l'appartenance européenne.

PP: *Alors comment les intéresser ?*

Comment augmenter le taux de participation des jeunes aux prochaines élections européennes #EP2019 ? par @AnneMuxel chercheuse au @CEVIPOF





© Image by VOICE FEPS

AM: Il faudrait des interlocuteurs identifiés et accessibles, capables de montrer la façon dont les enjeux nationaux, mais aussi locaux, ou encore à l'échelle du monde, sont traités par le pouvoir politique européen, et sur lesquels ce dernier peut avoir une réelle incidence. Il y a un vrai déficit de pédagogie. C'est un point dont on parle depuis longtemps. Mais les institutions européennes n'ont pas encore trouvé les moyens et les chemins d'accès aux citoyens, jeunes et moins jeunes du reste, pour les intéresser, et mieux, pour les impliquer. Cela ne pourra passer que par des leaders identifiés et engagés. Cela pourrait aussi être facilité par la possibilité de créer de vraies listes transnationales aux élections européennes par exemple.

PP: *Est-ce que cela serait suffisant ?*

AM: Pas forcément car au-delà de la question européenne, il y a une nette envie, dans la jeunesse européenne, de tester plusieurs modèles. Les travaux de Yascha Mounk dans son ouvrage "La démocratie contre le peuple" ou encore la grande enquête internationale menée par la Fondapol, publiée sous la direction de Dominique Reynié dans un ouvrage "Où va la démocratie" montrent qu'on assiste à une « déconsolidation démocratique » dans le renouvellement générationnel. Les jeunes sont moins attachés aux vertus du

“

La dénonciation, l'indignation, l'urgence sont des ressorts qui parlent à la jeunesse d'aujourd'hui.

”

modèle démocratique que les plus âgés, et sont un peu plus ouverts à la possibilité que se mettent en place d'autres régimes politiques. Cela peut laisser la voie à des régimes autoritaires, populistes, autocrates, etc. Il y a donc bien un risque auquel les démocraties européennes doivent se montrer attentives et une certaine urgence à renouer une confiance politique avec les jeunes générations, futurs citoyens européens.

PP: *Oltre la mise en oeuvre de politiques qui s'adressent directement aux jeunes, quelles*

autres solutions devraient offrir les candidats aux prochaines élections européennes ?

AM: Ils pourraient se concentrer autour de la question écologique. La conscience politique des jeunes est arrivée de plus en plus à une conscience planétaire dont les partis doivent se saisir. La difficulté, c'est que les jeunes veulent aller vite, ils veulent des réponses concrètes et une réelle efficacité politique. Lorsqu'ils se mobilisent, ils sont plus exigeants que leurs aînés.

PP: *Macron d'un côté, Sanders et Corbyn de l'autre, une figure jeune n'attire pas nécessairement les jeunes. Quelles qualités un leader doit développer pour mobiliser la jeunesse ?*

AM: Il doit se montrer engagé, indiquer des repères forts, permettre des prises de position. La dénonciation, l'indignation, l'urgence sont des ressorts qui parlent à la jeunesse d'aujourd'hui. Les leaders populistes qui savent les utiliser rencontrent d'ailleurs un certain succès auprès de la jeunesse. Ce n'est pas l'âge du leader qui compte mais le renouvellement du discours et de sa capacité de persuasion. Sans oublier le sens qui doit être donné plus que jamais à l'action politique.



| Nous devons préparer les jeunes à un monde en perpétuelle évolution.

UN PROGRAMME PROGRESSISTE POUR ATTIRER LA GÉNÉRATION Y

par João Duarte Albuquerque

Début 2017, lors d'une assemblée publique à l'Université de New York, Nancy Pelosi (NDLR : membre du Parti démocrate et présidente de la Chambre des représentants des États-Unis) a été interpellée par un étudiant à propos d'une récente étude de l'Université de Harvard. Celle-ci révélait que 51 % des jeunes âgés de 17 à 29 ans n'étaient pas favorables au capitalisme. Nombreux sont ceux qui ont été déçus de sa réponse « Nous sommes capitalistes ». Nancy Pelosi a-t-elle raison d'affirmer haut et fort son soutien au capitalisme ?

La réponse pourrait se trouver dans une étude plus récente publiée par Oxfam en janvier dernier. Elle confirme ce que nous soupçonnions depuis longtemps : les richesses sont distribuées de manière inégale dans le monde. Pour preuve, les 26 hommes les plus riches possèdent autant d'argent que la moitié la plus pauvre de la population de la planète. Comment peut-on rester indifférents face à l'injustice que sous-tendent ces chiffres ?

Il convient surtout de se demander pourquoi les membres de la génération Y ne participent pas à la vie politique autant que les générations précédentes. Ils se sont plutôt distancés des formes traditionnelles de participation politique, ce qui a mis à mal les principaux partis, y compris la Gauche. Dans ce contexte, la Gauche est-elle véritablement parvenue à répondre aux aspirations de cette génération ?

#EP2019 Pourquoi la #GénérationY ne participe pas autant à la politique que les générations précédentes ? @jdalbuquerque répond à la question



“

Cela fait bien trop longtemps que les partis traditionnels de la Gauche et du centre gauche sont devenus des organisations élitistes, éloignées des réels enjeux qui touchent à la vie quotidienne de leurs électeurs. Obtenir un emploi rémunéré stable apparaît comme un objectif difficile à atteindre pour la plupart des membres de la génération Y.

Pour beaucoup d'autres, la réalité est telle que ces emplois plus qualifiés ne leur seront jamais accessibles. Des emplois sous-payés et sous-qualifiés constituent souvent la seule option pour ceux qui n'ont pas de diplôme du supérieur ou qui n'ont pas eu la chance d'étudier au sein des universités plus prestigieuses. Le rapport de l'Union européenne sur l'éducation en 2017 montre que les inégalités constituent toujours le principal problème dans l'ensemble des systèmes éducatifs de l'UE. Ainsi, si vous êtes né pauvre, vous avez plus de risques de rester pauvre, ce qui montre que l'éducation échoue à l'un de ses objectifs premiers : l'ascension sociale des individus.

Ces résultats montrent que les dés sont pipés pour la majorité des jeunes et que nous devons, en tant qu'hommes et femmes politiques, de la Gauche de surcroît, nous demander comment relever au mieux ces défis. Il ne suffira pas d'apporter des changements mineurs. Je pense qu'il est grand temps de véritablement transformer le système éducatif. Nous devons préparer les jeunes à un monde en perpétuelle évolution. La révolution numérique semble un processus sans fin. Pour doter les jeunes générations des compétences dont elles ont besoin pour saisir les occasions qu'offrent les révolutions numériques, la Gauche doit mener le combat en faveur de l'enseignement et de la formation tout au long de la vie.

Une autre priorité essentielle pour notre génération est d'assurer un changement

Les 26 hommes les plus riches au monde possèdent autant d'argent que la moitié la plus pauvre de la planète. Comment, en tant que membre de la génération Y, peut-on rester indifférent à l'injustice que sous-tendent ces chiffres ?

”

d'attitude à l'égard de la planète. La durabilité doit être au cœur de toutes les politiques si nous voulons que l'humanité ait un avenir. Nous ne pouvons pas privilégier les intérêts économiques aux dépens de l'environnement, tout comme nous ne pouvons pas permettre une consommation irresponsable de nos ressources.

L'économie constitue une autre préoccupation. Ce système nous fait croire que c'est en travaillant dur que nous pourrions accumuler des richesses et des ressources, et ainsi améliorer notre qualité de vie et les

possibilités qui s'offrent à nous. Dans la réalité toutefois, il n'en est pas toujours ainsi. Nous devons donc changer le système économique, afin d'éliminer les inégalités liées à notre lieu de naissance et promouvoir une bien meilleure distribution des ressources et des richesses, une redistribution indépendante de nos origines.

Dans ce contexte, étant moi-même issu de la génération Y, et ayant rencontré bon nombre des difficultés que vivent les jeunes au quotidien, j'estime que la réponse simpliste « Nous sommes capitalistes » n'est pas convaincante. Nous voulons un système plus juste, plus équitable et ouvert, un système fondé sur plus d'égalité, de solidarité et de justice. En tant que mouvement de gauche, c'est ce que nous devons dire aux jeunes générations. C'est ainsi que nous pourrions gagner leur soutien, mais aussi leur respect. Et nous parviendrons alors à leur donner ce que le système ne leur offre pas pour l'instant : une meilleure vision de l'avenir.



> AUTEUR

João Duarte Albuquerque est le président de YES (Young European Socialists). Il est diplômé en science politique et relations internationales, avec un master en histoire, défense et relations internationales. Il a réalisé son mémoire sur le thème « Droit en matière d'intervention humanitaire – le génocide en Bosnie et au Rwanda ».



| L'écart entre les femmes et les hommes en matière de vote pour la droite radicale populiste se résorbe dans certains pays européens voire même s'inverse comme en témoignent les votes en faveur de la Ligue du Nord lors des dernières élections législatives en Italie (17,6 % de femmes contre 17,1 % d'hommes).

Depuis les années 1990, l'écart évolue entre les femmes et les hommes en matière de vote dans les sociétés industrielles avancées. Les femmes se montrent davantage de gauche que les hommes, en raison de tendances structurelles et culturelles. Face à la récente montée du populisme, cette inclination se confirme invariablement : les hommes sont plus tentés que les femmes de voter pour la droite radicale populiste (DRP).

La littérature traitant du genre et du populisme se penche sur les différents facteurs de ce comportement, mais aucun schéma transfrontalier cohérent ne se dessine pour l'instant. En outre, il a été constaté récemment que l'écart entre les femmes et les hommes en matière de vote pour la DRP se résorbait dans certains pays européens. En témoignent les résultats des élections législatives de mars 2018 en Italie, où les femmes ont été légèrement plus nombreuses que les hommes à voter pour la Ligue du Nord (17,6 % de femmes contre 17,1 % d'hommes).

Dans ce contexte de soutien électoral grandissant pour les partis populistes dans l'Union européenne, le rôle du vote des femmes

Pour récupérer leurs circonscriptions, les forces progressistes doivent redynamiser leur approche des questions sociales, afin de lutter contre les inégalités socioéconomiques. Et il ne faut pas oublier que la majorité des citoyens sont des femmes !

#Progressistes : récupérez les électeurs – récupérez le vote des femmes ! par @fabribotti, @LabSapienzia & @zoezacchia



s'avérera crucial lors des prochaines élections du Parlement européen. C'est pourquoi, dans le cadre du « Minerva Project », mené par la FEPS et l'association « Economia Civile », nous avons étudié l'influence de plusieurs facteurs clés du soutien au populisme (à savoir le nativisme, l'eurosepticisme et le rejet de l'austérité) dans l'évolution du vote des citoyens européens (femmes et hommes).

Selon l'Eurobaromètre, l'opposition à l'immigration constitue la principale motivation du vote pour la DRP en Europe. À cet égard,

les données relatives à l'opinion publique européenne ne révèlent pas de tendances différentes selon le genre. L'opposition à l'immigration (traduite par l'expression de sentiments négatifs à l'égard des immigrés issus de l'UE et de pays extracommunautaires, par le désaccord sur la contribution qu'apportent les immigrés à leur pays de résidence, et par des dissensions concernant l'amélioration de l'aide aux réfugiés) semble plutôt liée au faible niveau d'éducation et au chômage des électeurs.

Toutefois, pour les femmes comme pour les hommes, le nativisme représente une raison essentielle du soutien au populisme. Une réponse politique progressiste devrait être avancée au niveau européen pour encourager les médias à évoquer les avantages potentiels des migrations (par exemple, l'augmentation de la base d'imposition et l'amélioration des prestations sociales qui en découle), car les femmes s'y montrent plus sensibles.

GENRE ET POPULISME : ATTENTION À LA PARITÉ

par *Fabrizio Botti, Marcella Corsi and Giulia Zacchia*

L'opposition au processus d'intégration européenne a permis de rassembler des forces politiques populistes jusqu'alors marginales. La combinaison des différentes attitudes de méfiance à l'égard de l'UE tirées de l'Eurobaromètre (méfiance vis-à-vis des principales institutions européennes, image négative de l'UE, désaccord sur la capacité de l'UE à créer des emplois et mécontentement quant au fonctionnement de la démocratie dans l'UE) dénote un euroscepticisme grandissant chez les représentants de la classe ouvrière – les hommes étant plus susceptibles que les femmes de manifester leur opposition à l'intégration européenne, toutes classes sociales confondues.

L'euroscepticisme s'accompagne souvent d'un retour du nationalisme économique dans les plateformes politiques de la DRP. Il reste cependant difficile de cerner pleinement la politique économique populiste, dans la mesure où elle passe

“

L'association d'une politique économique de gauche et d'une idéologie nativiste est une formule gagnante pour la droite radicale populiste.

”

progressivement du néolibéralisme au chauvinisme social. Dans ce contexte, il est crucial de prendre position contre l'austérité. Les données indiquent que les électeurs

européens ayant, selon leurs dires, des opinions politiques de gauche sont plus enclins à défendre de telles positions. Cependant, l'association d'une politique économique de gauche et d'une idéologie nativiste est une formule gagnante pour la droite radicale populiste, qui attire ainsi les électeurs avec un niveau d'éducation moyen à faible.

Par conséquent, pour que les forces progressistes récupèrent leurs circonscriptions, elles doivent redynamiser leur approche des questions sociales, afin de lutter contre les inégalités socioéconomiques et de cibler tous les citoyens européens touchés par l'insécurité sociale contemporaine, comme la précarité de l'emploi, l'inégalité ou le faible niveau des salaires, le manque d'institutions de soins, ou encore le prix des logements. Tout ceci, sans oublier que la majorité des citoyens sont des femmes.



> AUTEUR

Fabrizio Botti est chargé de recherche au sein de la faculté des sciences économiques et commerciales de l'Université Guglielmo-Marconi de Rome. Ses recherches portent sur la pauvreté, l'inclusion sociale et financière – avec une attention particulière pour la microfinance – et la discrimination fondée sur le genre et l'orientation sexuelle.



> AUTEUR

Marcella Corsi est professeur d'économie à l'Université La Sapienza de Rome. Son travail de recherche se concentre sur des sujets en lien avec l'inclusion sociale, la protection sociale et la répartition des revenus (souvent dans une perspective de genre).



> AUTEUR

Giulia Zacchia est chargée de recherche à l'Université La Sapienza de Rome. Ses domaines de recherche touchent à l'inclusion sociale et financière dans une perspective de genre, au renforcement du pouvoir des femmes, aux compétences financières et à la microfinance. Ils couvrent également le manque de parité hommes-femmes dans les milieux universitaires, en particulier dans le domaine de l'économie.

LES SOCIAUX-DÉMOCRATES POURRAIENT S'APPUYER SUR LES JEUNES FEMMES POUR FAIRE LEUR RETOUR EN FORCE

par Alazne Irigoien

| Alexandria Ocasio-Cortez (29 ans) lors d'un rassemblement pour Cori Bush à Saint-Louis le 21 juillet 2018. Elle a été élue la plus jeune femme du Congrès américain.

Défendre la cause des jeunes femmes pourrait faire la différence dans les élections prévues prochainement. Placer les femmes et l'égalité des sexes au cœur des politiques de l'UE, adopter des politiques sociales intégrant une solide dimension de genre et appliquer systématiquement la parité hommes-femmes sont autant d'initiatives qui contribueraient à atteindre l'objectif d'« une Europe symbole de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes », la première résolution du Parti socialiste européen. Il s'agirait également d'une démarche intelligente et avant-gardiste.

Lors des dernières élections européennes, en 2014, seuls 28 % des jeunes âgées de 18 à 24 ans sont allés voter. Le taux de participation des jeunes était tout aussi bas pour les scrutins précédents. Les analyses réalisées dans le sillage des élections ne proposent pas de données ventilées à la fois par sexe et par âge. Les jeunes femmes et les jeunes hommes présentent-ils les mêmes habitudes de vote et partagent-ils les mêmes opinions sur l'Union européenne ? Que pensent les jeunes et que

veulent-ils ? Les résultats montrent que les femmes s'intéressent moins à l'Union européenne et qu'elles en sont moins satisfaites que les hommes. Le taux de participation moyen des femmes est par ailleurs inférieur à celui des hommes, même si les disparités sont grandes entre les États membres. Il faudrait dès lors mener une réflexion approfondie sur la manière d'interagir avec tous les citoyens, et donc avec les femmes et en particulier les jeunes femmes. Prendre position pour les femmes serait un investissement intelligent

à long terme, mais aussi une décision stratégique en vue des prochaines élections.

Les femmes et l'égalité des sexes au cœur des politiques de l'UE

Il est étonnant de voir à quel point la scène politique européenne manque de modèles féminins pour les jeunes femmes, y compris au sein des partis socialistes. Alexandria Ocasio-Cortez, récemment élue au Congrès

américain, est plébiscitée par les jeunes, et en particulier par les jeunes femmes. Sa façon de faire campagne et sa communication avec les citoyens ont permis aux Démocrates de rallier des soutiens. En Europe, même si la politique fonctionne différemment, il est difficile de trouver un tel exemple. Il faut se demander si les partis socialistes européens soutiennent suffisamment les femmes qui se portent candidates. La scène politique regorge de jeunes femmes et de jeunes hommes talentueux. Le faible taux de participation des jeunes aux élections ne signifie pas pour autant qu'ils ne sont pas actifs sur le plan politique : les jeunes sont très engagés dans les mouvements féministes et écologiques, ainsi que dans la défense de la protection sociale. Les socialistes pourraient rallier de nouveaux partisans en plaçant des femmes sur le devant de la scène et en n'hésitant pas à adopter les principes féministes de l'égalité des sexes. Pour ce faire, il faudrait montrer l'exemple et devenir les acteurs politiques clés qui donneront aux femmes les moyens de réussir et défendront la cause de l'égalité des sexes.

Intégrer la dimension de genre dans les politiques sociales

Il est par ailleurs fondamental de continuer à développer et à renforcer les politiques socio-économiques progressistes dans le contexte politique européen actuel. Les jeunes ont été particulièrement touchés par la crise de 2008, surtout dans certains États membres. Encore aujourd'hui, les contrats de travail précaires qui sont proposés aux jeunes (et notamment les abus liés aux contrats de stage) et les loyers exorbitants dans les grandes villes rendent la vie de nombreux jeunes difficile en Europe. Mais les jeunes femmes sont encore plus durement touchées par bon nombre de ces problèmes. Une étude du Parlement européen révèle que les jeunes femmes bénéficient de moins bonnes conditions de travail que les jeunes hommes. Elles sont plus susceptibles d'être engagées à temps partiel et/ou pour des contrats temporaires, et leurs salaires sont moins élevés. Même si les jeunes Européennes naissent officiellement avec les

“
Lors de l'élaboration de nouvelles politiques, les progressistes devraient réfléchir aux conséquences sur les différentes catégories d'âge et sur les deux sexes, tout en encourageant l'égalité quand celle-ci est inexistante dans la pratique.
 ”

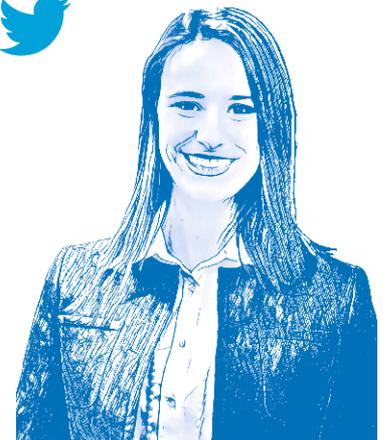
mêmes droits que leurs homologues masculins, elles sont forcées de constater que dans la pratique, les inégalités persistent dans tous les domaines de leur vie (sur le plan économique, politique, social...). Cette situation est source de frustration et les jeunes femmes se sentent laissées-pour-compte. Il est dès lors important d'élaborer des politiques sociales intégrant une solide dimension de genre, afin de toucher tous les citoyens. On a beaucoup parlé du principe de l'intégration de la dimension de genre, mais sa mise en œuvre reste jusqu'à présent inefficace. Lors de l'élaboration de nouvelles politiques, il convient de réfléchir aux conséquences sur les différentes catégories d'âge et sur les deux sexes, tout en encourageant l'égalité quand celle-ci est inexistante dans la pratique.

Une parité hommes-femmes systématique

Enfin, il faudrait rendre la parité hommes-femmes systématique : sur les listes électorales, au sein du gouvernement, aux postes à responsabilités, au sein des équipes et du personnel, dans tous les secteurs et dans tous les domaines. Par exemple, lorsqu'une

délégation d'un gouvernement socialiste se réunit pour débattre de questions énergétiques et que cette délégation est composée exclusivement (ou presque) d'hommes, cela signifie que la parité hommes-femmes n'a pas été dûment respectée. Un exemple de bonne pratique serait de présenter un candidat et une candidate à la présidence de la Commission européenne. Tout le monde ne se préoccupe pas de ces questions. Il est donc important d'adopter des mesures en faveur de la parité, notamment des exigences légales, pour conserver la cohérence entre les discours et la pratique. La parité hommes-femmes et la nomination de femmes à des postes clés constituent d'excellents exemples de ce que les partis progressistes peuvent faire pour les femmes et l'ensemble de la société.

Pour un retour en force des femmes, les #Progressistes devraient défendre leur cause @iAlazne from @YoungFeministEU



> AUTEUR

Alazne Irigoien prépare une thèse sur le féminisme et le genre à l'Université du Pays basque. Elle est rédactrice en chef et membre du conseil d'administration de Young Feminist Europe. Elle a travaillé au sein du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de l'Organisation des Nations unies. Elle est l'auteur du rapport intitulé « Élection du Parlement européen 2019 : vers la démocratie paritaire en Europe », présenté par Gender Five Plus (G5+).

13 FAITS À CONNAÎTRE SUR LES INÉGALITÉS HOMMES- FEMMES DANS L'UE

Les femmes
gagnent

16%

DE MOINS QUE
LES HOMMES
en moyenne

Écart de retraite
hommes-femmes

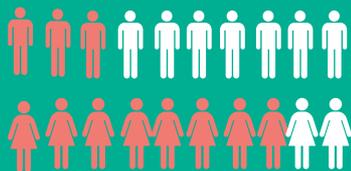
39%



**UNE
femme
sur
TROIS**

a été victime
d'au moins
une
forme de violence
sexuelle ou
sexiste
ces douze
derniers mois

**L'écart persiste dans le temps
consacré aux tâches
ménagères et aux activités sociales**



temps passé au quotidien à
cuisiner et à faire le ménage

VS



participent plus
souvent à des
activités sportives
et culturelles en
dehors du foyer



représentent
PLUS DE LA MOITIÉ
de notre
population

56%

la proportion de
femmes victimes de
harcèlement de rue
au moins une fois
dans leur vie

85%
des maires
sont des
hommes

Travail précaire & femmes

- surreprésentées dans les emplois précaires
- la majorité des travailleurs involontairement sous-employés
- le congé de maternité est compliqué, les contrats pouvant être plus courts que le congé



80%

VS



75%

des travailleurs dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques sont des hommes



des travailleurs dans l'enseignement, la santé et l'aide sociale sont des femmes



les femmes vivent plus longtemps, mais en moins bonne santé

presque

200

hommes de plus que de femmes sont membres du Parlement européen dans la législature actuelle



47%

des membres de la génération Y estiment que la réduction de l'écart de salaire et de retraite entre les hommes et les femmes serait l'un des meilleurs moyens de lutter contre les inégalités entre les sexes

**PIB 16
MILLIARD**

Comblant l'écart numérique entre les femmes et les hommes permettrait d'augmenter d'autant le PIB européen (selon la Commission européenne)



LA PARITÉ DES SEXES AU-DELÀ DES CHIFFRES

par Agnès Hubert

Il est certes nécessaire qu'autant de femmes que d'hommes occupent des postes à responsabilité, mais ce n'est pas suffisant pour garantir aux femmes les mêmes droits en matière d'accès à des fonctions dirigeantes. La démocratie paritaire doit être envisagée comme une condition de la démocratie et non comme une conséquence de celle-ci.

A l'heure actuelle, aucun représentant des partis progressistes ne peut contester qu'il est nécessaire que les prochaines élections mènent à la formation d'un Parlement composé d'autant d'hommes que de femmes. Dans la plupart des États membres, des quotas par sexe ou des listes appliquant le système de la « fermeture éclair » sont prévus dans des dispositions contraignantes ou coutumières. La parité se pratique également dans les organes politiques et sur les listes électorales depuis 30 ans.

Pourtant, la proportion globale de femmes au Parlement européen (37,3 %) est encore bien loin de la parité parfaite. En cause : la plus faible représentation des femmes au sein de la droite (PPE 30,9 % et ECR 25,7 %) et de l'extrême droite (ENL 32,5 % et EFDD 38,1 %). Seule l'extrême gauche respecte la parité de 50 %. S&D, l'ADLE et les Verts comptent quant à eux 45 % de femmes ou moins dans leurs rangs.»

Bien que les chiffres affichent une belle évolution, dans la réalité, l'égalité des sexes stagne ou régresse, et les droits des femmes sont

menacés par l'« idéologie anti-genre » des partis populistes – en témoigne la demande récemment introduite par VOX en Andalousie de réduire le budget alloué aux victimes de violence domestique. L'époque où le « potentiel de transformation » de la démocratie paritaire promettait un avenir meilleur semble révolue.

Alors que les partis établissent leur liste pour les élections européennes, G5+ (premier think tank féministe européen) a rédigé un document rappelant le « caractère transformateur de la démocratie paritaire », qui sous-tend la « déclaration d'Athènes ». Des personnalités féminines de premier plan, comme Simone Veil, Mary Robinson, Rita Süssmuth, Gro Harlem Brundtland et Hannah Suchocka, ont signé et soutenu cette déclaration en 1992.

Elle avait pour but d'inciter les citoyens désabusés à élire des assemblées plus représentatives de la société. Cette déclaration stipulait également qu'« une participation équilibrée des femmes et des hommes aux processus de décision est susceptible d'engendrer des idées, des valeurs et des comportements différents,

allant dans le sens d'un monde plus juste et plus équilibré tant pour les femmes que pour les hommes ». Des recherches approfondies, menées au niveau local, sont venues appuyer cette affirmation. Mais se vérifie-t-elle pour autant à des niveaux plus élevés ?

Les commissions des droits des femmes et la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM) du Parlement européen ont clairement contribué à placer au cœur des préoccupations politiques de nouvelles questions telles que l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la violence sexiste, la ségrégation professionnelle et la pauvreté des femmes actives. La portée de ces commissions demeure toutefois « mineure ». Leurs préoccupations n'arrivent pas en tête des priorités politiques et elles affichent peu de résultats sur le plan politique.

Pour défendre les droits des femmes à réellement accéder à des postes à responsabilité, nous avons besoin d'hommes féministes @agnes_hubert





La « Déclaration d'Athènes » : des personnalités féminines de premier plan comme Simone Veil, Mary Robinson, Rita Süssmuth, Gro Harlem Brundtland et Hannah Suchocka ont signé et soutenu cette déclaration en 1992.

“

Les droits des femmes sont menacés par l'« idéologie anti-genre » des partis populistes – en témoigne la demande récemment introduite par VOX en Andalousie de réduire le budget alloué aux victimes de violence domestique.

”

La nouvelle directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée constitue un bel exemple d'occasion manquée par les États membres de réellement miser sur le partage des responsabilités parentales (et sur l'emploi des femmes) – le choix du congé parental ayant été jugé trop onéreux !

En évoquant à nouveau le concept de démocratie paritaire lors de récentes réunions sur

l'avenir de l'Europe, tenues avec une majorité de femmes, un paradoxe est apparu : bien que le potentiel de l'UE en matière de parité soit largement reconnu, la politique d'austérité est fermement rejetée, car perçue comme « décidée par des hommes, sans tenir compte de ses conséquences sur la vie des femmes ».

En outre, certaines craintes exprimées par des femmes ordinaires quant à la sécurité de leur famille ou l'avenir de leurs enfants ont été présentées dans une rhétorique qui s'apparente dangereusement aux mantras des partis populistes sur les dangers des migrants, la satisfaction donnée par la « maternité » ou les réactions d'hommes (et de femmes) contre le mouvement #MeToo.

Bien que l'UE soit encore reconnue comme une force progressiste pour l'égalité entre les femmes et les hommes, il est temps de se pencher sur la réalité de la démocratie paritaire au-delà des chiffres. Selon Éliane Vogel-Polsky, l'une des expertes juridiques les plus clairvoyantes en la matière, « si la parité est reconnue comme une condition de la démocratie plutôt que comme une conséquence de celle-ci, alors les règles du jeu et les normes sociales doivent changer. La société pourrait s'en trouver transformée de manière radicale et des relations réellement égales entre les sexes pourraient en découler. »

Pour amorcer cette transformation, il faut que 50 % de femmes, mais aussi des hommes féministes, occupent les postes à responsabilité des futures institutions européennes.



> AUTEUR

Agnès Hubert est présidente du think tank féministe européen G5+. Elle est chargée de recherche pour le programme PRESAGE (Programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre de Science Po) et enseignante invitée au Collège d'Europe. Elle a étudié les questions de genre et les questions sociales pendant dix ans au sein du groupe de réflexion interne de la Commission européenne. Agnès Hubert a écrit deux livres sur le genre et la politique sociale, et elle est l'auteur de plusieurs rapports importants. Elle est membre du conseil scientifique de la FEPS.



A LA RECHERCHE D'UN PROGRAMME POUR LA GAUCHE

par Eva Illouz

Il est important que la Gauche se fixe pour objectif de s'attaquer à l'abandon et à la dévalorisation systématiques des classes ouvrières.

La Gauche trouve son origine dans deux combats : la lutte contre l'exploitation des travailleurs d'une part, et l'émancipation des laissés-pour-compte d'autre part. Le premier combat caractérise la gauche socialiste, et le deuxième la gauche libérale. La gauche socialiste met l'accent sur les politiques économiques de redistribution et de réglementation du travail, tandis que la gauche libérale s'efforce de faire respecter les droits individuels.

En raison de la récente vague de régimes populistes, xénophobes, conservateurs et autoritaires, nombreux sont ceux qui se demandent s'il est toujours possible de garder les deux projets de la Gauche soudés, et qui appellent au rejet des politiques axées sur les questions d'identité et à un retour vers le socialisme.

Mais la Gauche est-elle vraiment condamnée à jouer les hydres ou pourrait-elle unir ses deux têtes au sein d'une vision commune des combats à venir ?

Le capitalisme devrait être au centre de l'analyse, car c'est lui qui est à l'origine du véritable schisme des deux gauches, même si les politiques (néolibérales) adoptées par divers dirigeants de gauche et libéraux

– Tony Blair, François Mitterrand, Bill Clinton et, plus récemment, Emmanuel Macron – y ont contribué.

Au cours des vingt dernières années, les centres urbains ont connu une renaissance économique et culturelle, devenant les principaux moteurs de la création de richesses. Les banlieues, les villages et les petites villes se sont quant à eux considérablement dégradés (le trumpisme, le Brexit ou les Gilets jaunes sont autant d'expressions de la déchéance économique des zones excentrées et suburbaines). La détérioration de la situation dans ces zones touche toutes les sphères de la vie quotidienne, des perspectives de mariage et de stabilité familiale à la mobilité sociale, mais elle affecte surtout le sentiment de confiance dans l'avenir.

Les « classes créatives », comme les appelle Richard Florida, se sont progressivement installées dans les centres urbains (et la banlieue proche). Ces populations représentent la majeure partie des électeurs libéraux de gauche aujourd'hui : ceux qui travaillent au cœur même des industries culturelles capitalistes.

Les classes créatives s'identifient de plus en plus aux politiques de la Gauche d'après 1960 axées sur les questions d'identité. Les questions liées aux LGBTQ et au sort des minorités ethniques, raciales, sexuelles et religieuses font écho à leurs valeurs. Leur principal ethos est ce que nous appelons l'expressivité individuelle et sexuelle, la tolérance de toutes les formes d'existence, le relativisme culturel et le cosmopolitisme.

“

Il est important que la Gauche se fixe pour objectif de s'attaquer à l'abandon et à la dévalorisation systématiques des classes ouvrières.

”

La construction de nouvelles structures familiales au travers de la remise en question des rôles et des identités propres aux deux sexes, et d'un questionnement de l'identité chrétienne et blanche d'Occident fait partie de cette vision du monde. En revanche, pour les classes ouvrières et les classes moyennes inférieures, le modèle familial traditionnel reste une valeur essentielle et une source de solidarité sociale et d'aide mutuelle (comme en atteste la « Manif pour tous » en France).

À n'en pas douter, les combats menés pour les droits des femmes et des LGBTQ ont joué un rôle crucial dans la démocratisation de nos sociétés et dans l'émancipation de groupes qui étaient véritablement opprimés. Mais force est de constater qu'un fossé culturel et idéologique abyssal entre les classes créatives d'une part et les classes ouvrières et moyennes inférieures d'autre part en a résulté. La Gauche doit comprendre que la mise en place de toilettes transgenres ou l'adoption de l'écriture inclusive n'améliorent en rien la vie quotidienne de bon nombre des membres de la classe ouvrière.

En parallèle, les classes créatives sont de plus en plus perçues comme des élites illégitimes, car elles sont parvenues à accumuler des richesses matérielles (de manière très modérée) et jouissent du pouvoir symbolique des industries créatives. Ces classes ont bien plus attiré l'attention que les oligarques de Wall Street et des grands groupes commerciaux, qui ont discrètement amassé des richesses sans précédent.

Une importante étude sur les électeurs allemands et français d'extrême droite révèle que ces électeurs ne souscrivent pas forcément aux discours de la droite. Ils expliquent leur allégeance politique par un sentiment de dévalorisation. Cette dévalorisation matérielle et symbolique alimente leur impression que « personne ne se préoccupe de leur sort » et génère chez eux du ressentiment à l'encontre des groupes qui sont défendus par la Gauche.

Il est donc important que la Gauche se fixe pour objectif de s'attaquer à l'abandon et à la dévalorisation systématiques des classes ouvrières. Pour ce faire, la Gauche doit traiter les causes et les expressions pathologiques du malaise qui touche les classes ouvrières, avec le scalpel froid du chirurgien et l'empathie de l'infirmière.

Il faut donc également aborder le problème du sectarisme et du racisme. Au lieu de condamner le racisme sans autre forme de procès, il convient de réfléchir à ce qui se cache derrière ces comportements. En particulier, la Gauche devrait faire la distinction entre ce qui, dans la xénophobie et le racisme, exprime une vision hiérarchique répugnante des êtres humains et ce qui dénote une aspiration à plus de fierté. Même si le racisme est odieux, il constitue souvent un moyen de définir des frontières au sein d'un même groupe et de rétablir la fierté du sous-groupe ainsi créé.

Comme c'était le cas au XIXe siècle, la lutte contre le capitalisme devrait rester le principal cheval de bataille de la gauche. À l'époque, il était facile de repérer le capitalisme dans le traitement inhumain des travailleurs, comme le décrivait Engels à Manchester. Aujourd'hui, il est bien plus difficile d'établir un lien direct entre, d'une part, le malaise, l'insécurité et les tensions qui empoisonnent la vie de beaucoup de citoyens, et, d'autre part, les conséquences du capitalisme. La droite – les conservateurs libéraux adeptes du libre marché et les partisans de l'extrême droite – peut donc avoir le beurre et l'argent du beurre : les libéraux adeptes du marché libre promeuvent des politiques économiques impitoyables qui laissent les classes ouvrières démunies, et le

profond malaise social qui en résulte peut ensuite être exploité par l'extrême droite.

Nous pourrions donc nous demander si le populisme de gauche ne serait pas l'antidote au populisme de droite. Le populisme ne devrait pas être une fin en soi, mais il peut constituer une réponse à court terme à la crise que vit actuellement la démocratie. Par « populisme de gauche », j'entends qu'il ne faut pas hésiter à pointer du doigt les vrais ennemis du peuple : les grands groupes commerciaux qui ont dépossédé de leur pouvoir les formes démocratiques de participation. Je veux dire également qu'il faut privilégier l'intelligence à la moralité en politique, et chercher à comprendre ce qui motive les révoltes populaires, le ressentiment, voire la haine, plutôt que de leur opposer notre dégoût moral. Il incombe à la Gauche de surmonter le tribalisme moral qui s'impose de plus en plus au cœur de la politique contemporaine.

Les deux courants de la Gauche (contre l'exploitation + pour l'émancipation) se sont éloignés – placer le capitalisme au centre de l'attention pourrait les réunir - Evallliouz @EHESS_fr



> AUTEUR

Eva Illouz est titulaire de la chaire Rose Isaac en sociologie de l'Université hébraïque de Jérusalem et d'une chaire d'excellence PSL de l'École d'études avancées en sciences sociales (EHESS) de Paris.

POUR UN FRONT POPULAIRE

par Paul Mason

Pour lutter efficacement contre la résurgence de la droite, nous devons comprendre ses moteurs. Il ne s'agit pas des performances économiques, mais bien de l'incohérence narrative du modèle économique.

Avant 2008, la doctrine néolibérale affirmait qu'il n'y avait pas d'alternative au marché, que la situation resterait la même pour toujours, avec de légères améliorations d'année en année. Après 2008, le discours a changé pour devenir : « la situation sera toujours la même, voire légèrement pire ». Les banques centrales maintiennent l'économie mondiale sous respirateur artificiel depuis plus de dix ans maintenant. Mais cela ne peut pas fonctionner pour une idéologie. Le cerveau humain exige de la cohérence. Et un marché libre qui ne fonctionne que pour les banques, les spéculateurs immobiliers et les monopoles technologiques manque de cohérence narrative.

Dans mon livre, *Clear Bright Future: A radical defence of the human being*, j'explique que le nœud de cette crise ne se trouve ni dans la politique ni dans l'économie, mais bien dans le « moi ».

Je suis d'avis que le néolibéralisme n'est pas une doctrine, mais un système objectif : sa principale caractéristique est l'introduction de normes de comportement propre au marché dans tous les aspects de la vie humaine. Depuis le milieu des années 2000, il est devenu de plus en plus coercitif, passant outre la volonté du peuple, exprimée démocratiquement dans des démocraties matures, contre l'austérité, la privatisation et la croissance des inégalités.

Selon Paul Mason, s'inspirant des années 1930, la gauche optimisera l'impact électoral du vote progressiste en formant une alliance "rouge-rouge-verte" autour d'un agenda commun mais limité.

Le plus grand défi des #Progressistes : former une coalition "rouge-rouge-verte" réunissant les sociaux-démocrates, les Verts et l'extrême gauche selon @paulmasonnews



L'erreur stratégique de la Social-démocratie européenne n'a pas seulement été – comme avec Tony Blair – d'accepter la permanence des effets du néolibéralisme. C'est nous qui avons décidé de consacrer l'économie néolibérale dans le traité de Lisbonne.

Depuis 2008, alors que l'ordre géopolitique commence à se fragmenter, nous pouvons voir que des superpuissances économiques rivales poursuivent leurs intérêts souverains : la Chine, avec ses manipulations monétaires et sa projection de « soft power » avec la route de la soie, la Russie avec ses annexions et la guerre hybride qu'elle mène contre les démocraties, les États-Unis avec leur tournant isolationniste pendant la guerre civile syrienne et avec la guerre commerciale qu'ils mènent depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

L'Europe, cet immense bloc économique de 500 millions de citoyens très instruits, est incapable de répondre à l'émergence de la politique des grandes puissances, et pas seulement parce que ses institutions coexistent avec des institutions nationales traditionnelles fortes.

Le traité de Lisbonne incarne une vision qui est celle d'un marché libre non seulement pour l'Europe, mais aussi pour le reste du monde. Le vieux continent est devenu le terrain de jeux de forces économiques soutenues par l'État, de Huawei – en position de monopole – à Google et Facebook, en passant par les capitaux fébriles générés par le crime organisé lié à la Russie.

Lorsque les gens se demandent « comment Jeremy Corbyn est parvenu à sortir son épingle du jeu » en ralliant un demi-million de citoyens et en passant de 25 % dans les sondages à un score de 40 % un mois plus tard à l'issue du scrutin, je réponds : c'est parce que le traité de Lisbonne n'est pas gravé dans sa tête.

Quel que soit votre avis sur le Brexit – je suis personnellement contre – la relation partiellement défaite de la Grande-Bretagne avec le projet d'une Union toujours plus étroite s'avère un avantage pour notre Social-démocratie.



| Si vous regardez le parti travailliste britannique, c'est en réalité une sorte de « Front populaire ».

Donc si la Gauche veut présenter un programme commun, ce dernier doit être radical. En bref, il faut sortir le traité de Lisbonne de notre esprit et, dans le cas de la Social-démocratie allemande, mettre de côté le principe de Bad Godesberg, à savoir « le marché autant que possible, l'intervention publique autant que nécessaire ». Nous vivons dans une économie mondialisée, mais toutes les autres grandes puissances suivent une « politique du chacun pour soi », où elles jouent avec le système pour rejeter les difficultés sur l'acteur le plus faible.

Malheureusement, en l'occurrence, l'acteur le plus faible est l'Europe, en raison de ses traités fondamentaux qui l'empêchent de protéger ses industries, de promouvoir les aides d'État et la propriété publique, et d'exercer une souveraineté technologique. Les élites des puissants pays européens se déchargent eux aussi de leurs contraintes au travers du mécanisme de la zone euro et des critères de Maastricht. Comment expliquer sinon un taux de chômage de 4 % en Allemagne et de 25 % en Grèce (autrement que par de flagrants stéréotypes nationaux) ?

En avril 1934, les militants de la classe ouvrière française ont marqué l'histoire en venant à bout du sectarisme des dirigeants de leurs partis social-démocrate et communiste, et en plaidant pour l'unité face au fascisme. C'est la stratégie du Front populaire du Komintern qui en a résulté. Aujourd'hui, nous n'avons

“

Le traité de Lisbonne incarne une vision de l'Europe qui est celle d'un marché libre non seulement pour l'Europe, mais aussi pour le reste du monde.

”

pas de Komintern, et ni l'Internationale socialiste ni le Parti socialiste européen (PSE) n'occupe des postes clés permettant d'agir stratégiquement.

Donc l'unité, comme au début des années 1930, devra se construire à partir de la base.

Le parti travailliste britannique peut en réalité faire penser à une sorte de « Front populaire », quelque part entre une ancienne gauche syndicaliste, une nouvelle gauche connectée influencée par l'écologie et les idées du mouvement autonome, et un centre-gauche fort mais désorienté. Dans ma section locale, je vois des personnes de toutes les ailes du parti travailliste faire des compromis pour

permettre au mouvement de continuer à avancer malgré les difficultés.

Si elles le font, c'est parce qu'il est avéré que l'unité fonctionne. L'unité autour d'un programme prudent axé sur des priorités qui, s'il est appliqué, mettra fin à l'ère néolibérale en Grande-Bretagne, s'attaquera aux inégalités et permettra de faire face au changement climatique.

Telle est la plateforme autour de laquelle la Social-démocratie européenne, la gauche radicale et la gauche des Verts devraient s'unir. Une croissance dirigée par l'État, la souveraineté technologique, la mise en place d'un important secteur non marchand et la fin des émissions de carbone.



> AUTEUR

Paul Mason est un écrivain et animateur spécialisé en économie et justice sociale.

POUR REMPLIR SA MISSION, LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DOIT SE RADICALISER

par Fabien Escalona

| Dans les Années 30, quand certains acteurs ont défendu la stratégie de fronts unis prolétariens, d'autres ont promu la participation à des fronts populaires élargis aux forces bourgeoises et démocratiques.

La social-démocratie, en tant que famille de partis, traverse une crise de type existentiel. Son unité, sa pérennité et le statut de ses membres sur la scène politique européenne sont remis en cause. Il lui faut retrouver une articulation appropriée entre sa politique, sa base sociale, son mode d'organisation et ses choix d'alliance. Pour rester fidèle à la cause qui leur a donné naissance dans le contexte du capitalisme industriel de la première mondialisation, les partis sociaux-démocrates devront rompre avec une série de choix qui les ont enfermés dans un pur rôle de gestionnaire de la mondialisation contemporaine.

De par sa persistance en dépit des bouleversements de son environnement durant une trajectoire plus que séculaire, de par sa résilience plus fortes que celles de ses rivaux communistes ou démocrates-chrétiens, la social-démocratie semble avoir toujours été quelque part en crise. Ces choix même n'ont jamais été déterminés du reste, par une supposée essence sociale-démocrate. Ils ont été le fruit de batailles intra-partisanes qui ont eu leur part de contingence.

Dans les années 1930, face à la Grande Dépression et à la menace fasciste, les réponses sociale-démocrates n'ont pas été homogènes. Des politiques économiques conformes à l'orthodoxie libérale ont été appliquées, avant que de nouvelles conceptions ne soient diffusées puis mises en œuvre, avant de devenir dominantes pendant les années de haute croissance du second après-guerre. Quand certains acteurs ont défendu la stratégie de fronts unis prolétariens, d'autres ont promu

la participation à des fronts populaires élargis aux forces bourgeoises et démocratiques. D'autres encore, comme les néo-socialistes français, communièrent

#Démocratie le risque d'obsolescence guette à nouveau les sociaux-démocrates. Comment rectifier le tir ? @fab_escalona



dans un projet de rassemblement national — qui sera pour certains un sas de transition vers la complaisance avec l'occupant nazi.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, la Social-démocratie devait faire face à un environnement moins tragique, mais qui rendait inopérant le modèle qu'elle avait trouvé dans le second après-guerre (déclin des taux de croissance, épuisement de recettes keynésiennes, fin du monde bipolaire, hétérogénéité plus forte de son vivier électoral, etc.). Là encore, il n'y eut pas de mouvement unanime vers la « Social-démocratie de marché », telle que Blair et Schröder l'incarneraient à la veille du XXI^e siècle. Des ailes gauches plaidaient pour une radicalisation du projet social-démocrate dans un sens socialiste, avant d'être durablement défaites.

Aujourd'hui, le risque d'obsolescence guette à nouveau les sociaux-démocrates. Ils n'ont offert aucune alternative originale à l'austérité et aux « réformes structurelles » qui frappent des pans entiers de leurs soutiens habituels, tout en ayant de la peine à renouveler son agenda en termes de droits et de libertés. Des concurrents redoutables sont apparus, à travers l'émergence de nouveaux centre-droits pro-européens, et une gauche alternative plus attractive que par le passé. Des forces de droite nativiste ont profité de la crise de l'accueil des migrants pour imposer les enjeux identitaires dans la compétition politique, ce qui est toujours défavorable à la gauche. Le résultat est un déclin électoral généralisé comme jamais (aucune branche de la famille n'y échappe), qui tend à s'accélérer (la probabilité de réaliser un score historiquement médiocre a bondi dans les années les plus récentes).

Selon moi, l'avenir de la social-démocratie est ouvert et sera probablement différencié en fonction des pays considérés. Si cette famille veut être fidèle à sa promesse initiale de défense des non privilégiés, elle doit rompre avec le statu

quo doctrinal et institutionnel, actuellement biaisé en faveur des politiques néolibérales et climaticides. De nouvelles sources d'inspiration sont disponibles : le Labour britannique a par exemple incorporé des travaux d'économie politique qui proposent de redistribuer non seulement les richesses et les « opportunités », mais aussi les pouvoirs de décision dans la sphère de la production. C'est une piste intéressante, de même que l'alliance avec tous les mouvements qui préconisent un moratoire sur l'exploitation des

pour restaurer les conditions de « compromis de classe positifs » pour les citoyens ordinaires. D'autre part, il proposait d'encourager les espaces et activités échappant à la logique capitaliste (coopératives, employee stock ownership plans, finance solidaire, etc.).

Il est clair qu'un tel projet nécessiterait d'assumer une confrontation avec les acteurs dominants et les règles existantes de l'Union européenne. De plus, il est éloigné des préférences de beaucoup d'élites sociale-démocrates qui ont été cooptés dans les circuits décisionnels des institutions européennes et internationales, ou par les milieux d'affaire. C'est pourquoi les militants de base devraient se battre pour des innovations organisationnelles permettant d'ouvrir la compétition pour les postes internes au parti et les candidatures aux élections. Et c'est pourquoi les élus sociaux-démocrates qui choisiront ce chemin, et apparaîtront comme « hérétiques » aux yeux de leurs camarades, devront assumer de publiciser leurs désaccords au niveau européen, comme l'avait fait le Belge Paul Magnette lors des négociations du CETA (un traité de libre-échange entre l'UE et le Canada).

“
*Les militants de base
 devraient se battre
 pour des innovations
 organisationnelles
 permettant d'ouvrir
 la compétition
 pour les postes
 internes au parti
 et les candidatures
 aux élections.*
 ”

sources d'énergie carbonée et cherchent à contraindre les choix d'investissement des multinationales. De façon plus générale, le regretté sociologue Erik Olin Wright a suggéré une stratégie mixte de transformation sociale, à la hauteur des défis écologiques et sociaux de notre époque. D'une part, il en appelait à des dispositions juridiques



> AUTEUR

Fabien Escalona est docteur en science politique, journaliste à Mediapart. Auteur de *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne* chez Dalloz, 2018.

COMMENT RENFORCER LE LANGAGE PROGRESSISTE EN EUROPE

par Luis Arroyo

le poids que nous accordons à chacune de ces valeurs, nous adoptons des positions qui penchent davantage vers la gauche – plus progressistes – ou vers la droite – plus conservatrices.

Les progressistes sont d'une certaine manière plus sensibles aux valeurs de protection et d'équité, et à mesure que nous déplaçons le curseur de « très progressiste » vers « très conservateur », la sensibilité à ces deux valeurs décroît. Toutefois, les différences, même si elles sont significatives sur le plan statistique, ne sont pas si grandes que l'on pourrait croire. Pour faire simple, les conservateurs ne sont pas des individus sans état d'âme qui parcourent le monde pour faire le mal autour d'eux ou qui ne croient pas du tout en la solidarité. Ils sont simplement moins sensibles que nous le sommes à ces deux valeurs morales.

Les différences les plus notables entre les conservateurs et les progressistes se trouvent

Le langage compte, les mots comptent – les #Progressistes doivent cadrer les débats pour remporter les débats politiques, et les électeurs, par @LuisArroyoM



“

Le défi des progressistes est de proclamer et de défendre leurs véritables valeurs morales – la protection et l'équité – sans abandonner les trois autres valeurs que défendent également la plupart des êtres humains, dans une plus ou moins large mesure, à savoir l'autorité, l'identité et la pureté.

”

dans leur sensibilité aux trois autres valeurs : l'autorité, l'identité et la pureté. Plus un individu est conservateur, plus il défendra le respect de l'autorité et l'unité du groupe face aux autres groupes, et plus il en appellera à Dieu ou à ses équivalents profanes, tels que la tradition, les coutumes ou l'ordre naturel des choses. En bref, les conservateurs réfléchissent ainsi, car ils se doivent d'être plus durs, plus patriotes et plus dévoués que leurs homologues progressistes.

Les progressistes se sentent très à l'aise lorsqu'ils en appellent aux principes liés à la protection et à l'équité. Ils devraient donc toujours être capables de les utiliser explicitement. Mais il est crucial que dans leurs éléments de langage, ils identifient clairement qui ils souhaitent protéger au travers de leurs propositions, quelle injustice ils souhaitent combattre, et qui sont ces traîtres qui promeuvent ou acceptent ces injustices.

Les mots sont de puissants outils

Le plus grand défi des progressistes en matière de communication est de ne pas laisser les conservateurs (et les populistes) dominer le débat avec leurs concepts d'autorité, d'identité et de pureté. Même les citoyens les plus progressistes estiment qu'il faut respecter une certaine autorité,

qu'il existe différentes identités à la base des groupes humains, et que des valeurs transcendantes doivent être respectées.

Le défi des progressistes est de proclamer et de défendre leurs véritables valeurs morales – la protection et l'équité – sans abandonner les trois autres valeurs que défendent également la plupart des êtres humains, dans une plus ou moins large mesure, à savoir l'autorité, l'identité et la pureté.

Par exemple, en défendant des politiques plus tolérantes à l'égard des migrants, les sociaux-démocrates peuvent souligner qu'ils souhaitent protéger ceux qui fuient la guerre et la faim, mais également qu'ils veulent que ceux qui restent respectent leurs obligations : sécurité sociale, impôts, règles du pays hôte. L'accent ne devrait pas seulement être mis sur l'aide à apporter aux migrants et sur leurs droits, mais bien aussi sur leurs obligations, afin de nous réconcilier

avec la valeur fondamentale de l'autorité. Il en va de même lorsque nous parlons d'un accueil ordonné des migrants. Si les mots « bienvenue », « réfugiés », « humanitaire », « droits de l'homme », etc. correspondent tout à fait au discours progressiste, les mots « régularisation », « devoirs », « intégration » et « ordre » nous réconcilient avec un cadre plus conservateur.

Le soutien au mariage pour tous (que nous qualifions souvent à tort de « mariage homosexuel ») offre un autre exemple, dans la mesure où il s'accroît de manière significative lorsque les sociaux-démocrates, en plus de réclamer l'« égalité de droits » (un argument typiquement progressiste), soulignent que les couples de même sexe sont composés de compatriotes qui contribuent comme les autres à l'économie et à la société – des arguments plus proches de la logique conservatrice et qui en appellent aux valeurs fondamentales de l'identité et de l'autorité.

On distingue cinq valeurs fondamentales innées et universelles :

PROTECTION:

nous nous sentons tous capables de demander de l'aide et d'éviter de faire du mal aux autres êtres humains et aux autres êtres vivants.

ÉQUITÉ:

tous les êtres humains ont une certaine idée de la justice sociale. Par exemple, nous devons aider les personnes qui sont le plus dans le besoin et qui le méritent le plus, compte tenu de leur situation personnelle. Nous devons distribuer les ressources que nous générons en tant que communauté, entre les membres de cette communauté.

AUTORITÉ:

les êtres humains acceptent de devoir obéir à une certaine autorité. L'autorité d'une mère ou d'un père sur ses enfants, l'autorité de ceux qui exercent légitimement le pouvoir.

IDENTITÉ – APPARTENANCE:

nous avons le sentiment de faire partie d'un groupe social au-delà de notre famille. Ce groupe peut être, et est souvent, notre pays. Mais il peut également s'agir d'un autre groupe, plus petit ou plus grand. Ce peut être l'Europe, ou une communauté de croyants, voire une équipe de sport...

PURETÉ – SAINTETÉ:

les êtres humains ont tendance à croire qu'il existe un ordre supérieur des choses. Pour huit Européens sur dix (même si les chiffres varient d'un pays à l'autre), il s'agit de Dieu ou d'une entité similaire. Mais même ceux qui se déclarent athées partagent une idée du pur et de l'impur, de l'ordre et du désordre, de la laideur et de la beauté, des concepts qui, d'une certaine manière, transcendent notre propre existence.



> AUTEUR

Luis Arroyo est consultant en communication politique internationale. Il travaille pour des gouvernements, des candidats et des institutions en Europe et en Amérique latine, dont la Banque mondiale. Il a exercé les fonctions de chef de cabinet pour l'ancienne ministre espagnole de la Défense, Carme Chacón (2004-2008). Il est également sociologue, auteur et président de l'ACOP (Asociación de Comunicación Política).



Paul Magnette

est un ancien ministre-président wallon, actuel maire de Charleroi, et professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles.

Quatre axes pour l'Europe

Interview avec Paul Magnette par Alain Bloëdt

Paul Magnette nous expose ses quatre axes de campagne : la lutte contre le réchauffement climatique, la lutte contre la fraude fiscale, la politique migratoire européenne et le renouvellement de la démocratie. Quatre voies à suivre pour les élections européennes, en exclusivité pour le Progressive Post.

ProgressivePost : Pourquoi vous engagez-vous dans une campagne européenne alors que votre quotidien se passe au niveau local et votre destin au niveau national ?

de Charleroi même si vous êtes élu au Parlement européen. Soutenez-vous le fait que la social-démocratie doit se reconstruire au niveau local pour influencer le niveau national et européen ?

Paul Magnette : D'abord parce que je suis passionné par les questions européennes depuis toujours. J'ai le sentiment que chaque élection européenne est un moment important, mais que celle de 2019 l'est encore plus car nous sommes vraiment dans une configuration politique cruciale pour l'avenir de l'Europe. Le désamour pour l'Europe est plus profond que jamais. On assiste à la montée de populismes divers et la gauche ne sait plus très bien où elle en est... En outre, depuis mon échelle locale, je peux mesurer l'effet extrêmement positif des fonds de cohésion, dont ma ville est une grande bénéficiaire, et qui nous permettent d'investir des dizaines de millions d'euros dans la rénovation de bâtiments destinés à la formation, l'enseignement, l'innovation, la recherche.

PM: Je crois que la social-démocratie doit se reconstruire à toutes les échelles, mais le niveau local et le niveau européen sont aujourd'hui les plus déterminants.

#EP2019 La migration est certes un sujet de campagne compliqué, mais je pense qu'on ne gagne jamais à éluder les questions fondamentales @PaulMagnette



PP: Vous n'avez pas caché que vous resterez uniquement bourgmestre





Nous ne pouvons pas être crédibles sur la scène internationale en prétendant lutter contre les paradis fiscaux et la grande fraude fiscale, si la concurrence et l'évasion fiscales restent possibles au sein même de l'UE



PP: *Quels seront vos axes de campagne, non seulement pour parler à vos citoyens, mais aussi pour influencer le débat général ?*

PM: Je pense que quatre thèmes sont particulièrement fondamentaux et répondent aux attentes des citoyens, à commencer par la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre la fraude fiscale, qui est liée à la première. L'Europe est, et a été la championne mondiale de cette lutte. C'est elle qui a porté toute la dynamique ayant mené aux Accords de Paris en 2015. Mais aujourd'hui, on voit bien que les actions ne suivent pas, que les gouvernements ne sont pas à la hauteur des engagements qui ont été pris. Pourtant, la population nourrit une forte attente. Je l'observe en particulier en Belgique, où plus de 70 000 personnes manifestent tous les dimanches, relayées désormais le jeudi par les lycéens.

PP: *Quel lien faites-vous avec la fraude fiscale ?*

PM: Si on veut financer la transition écologique, les études montrent qu'il faut un minimum de mille milliards d'euros. Ce n'est pas une somme énorme : c'est ce que nous perdons chaque année à cause de la fraude et l'évasion fiscales.



De grands groupes multinationaux transfèrent les bénéfices d'un pays vers l'autre pour faire de l'optimisation fiscale et verser le moins d'impôts possible, y compris au sein de l'Union européenne. Il faut mettre fin à cette pratique en faisant en sorte qu'il y ait un taux effectif d'au moins 20 % à 25 % sur les bénéfices des entreprises. La somme récoltée permettrait de financer la transition climatique.

PP: *Que ce soit médiatiquement ou politiquement, un jugement et un traitement beaucoup plus sévères de la fraude sociale que de la fraude fiscale apparaissent. Comment l'expliquez-vous ?*

PM: Je crois que les citoyens ne sont pas vraiment conscients que la grande fraude fiscale organisée par les multinationales, ainsi que l'évasion fiscale et tous les systèmes hélas légaux permettant d'éviter l'impôt, font perdre des centaines de milliards d'euros tous les ans aux pouvoirs publics et empêchent de financer cette transition climatique, qui aurait pourtant une dimension sociale fondamentale. Si demain, on pouvait massivement financer l'isolation des bâtiments et logements publics et octroyer des prêts à taux 0 pour les bâtiments privés, on allégerait fortement la facture énergétique des ménages et on rendrait un grand service en termes de pouvoir d'achat. Ce serait un grand pas vers davantage d'équité sociale et fiscale. La transition énergétique contient une importante dimension sociale qu'il faut beaucoup plus mettre en avant.

PP: *Actuellement, le Parlement européen est-il en mesure d'aller à l'encontre des Etats membres qui font blocus sur cette question fiscale ?*

PM: Non, mais il faut effectivement continuer de mettre la pression. Je suis prêt à aller jusqu'à un article 7 fiscal (NDLR: l'article 7 du traité sur l'UE donne la possibilité à l'UE de sanctionner un État membre qui ne respecterait pas ses valeurs fondatrices) qui prévoirait que les pays qui ne jouent pas le jeu, qui essaient d'attirer chez eux les bénéfices des grandes multinationales en les taxant très faiblement, soient sanctionnés en leur interdisant l'accès aux fonds de cohésion ou à la politique d'aide agricole. On ne peut pas penser aux seuls intérêts de son pays d'un côté et demander la solidarité européenne de l'autre.

PP: *Pourrait-on imaginer un espace Schengen de la taxation ?*

PM: Il faudrait commencer avec un petit nombre de pays, comme ça a été le cas avec le traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance. Nous ne pouvons pas être crédibles sur la scène internationale en prétendant lutter contre les paradis fiscaux et la grande fraude fiscale, si la concurrence et l'évasion fiscales restent possibles au sein même de l'Union Européenne, au détriment de l'intérêt public.

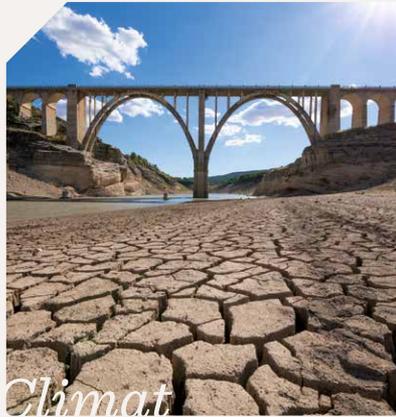
PP: *De quel œil voyez-vous la montée des populismes en Europe et leur influence sur la prochaine campagne ?*

PM: Je crois que stigmatiser le populisme ne sert à rien. C'est même contre-productif. C'est aussi s'exonérer soi-même de ses propres responsabilités. Si une large partie des citoyens soutient aujourd'hui des mouvements populistes, il faut en comprendre les causes. Ces citoyens disent avoir le sentiment qu'une élite vit coupée du reste de la population, et qu'elle favorise ses intérêts et celui des

grands groupes multinationaux et financiers. Il y a là des vérités fondamentales : même si c'est moins sensible qu'aux États-Unis, il est vrai qu'aujourd'hui en Europe se joue une captation du pouvoir par un certain nombre de très grands intérêts très bien protégés et qu'il existe encore un lobbying excessif et inacceptable lorsqu'il empêche par exemple de cesser l'utilisation du glyphosate. Cette rébellion des citoyens est donc finalement juste et saine. Le problème se trouve dans le chemin qu'elle prend. Si elle ne conduit qu'à accuser l'étranger, l'autre, celui qui ne partage pas les convictions religieuses dominantes, elle dresse seulement les citoyens les uns contre les autres. En revanche, si cette critique d'une nouvelle oligarchie devient un levier qui permet de faire avancer des réformes fiscales et sociales, je pense que la gauche a tout intérêt à comprendre quel message se trouve derrière cette tentation populiste.

PP: *La politique migratoire est également un de vos axes de campagne. A-t-on cherché à vous décourager de vous saisir de ce thème ?*

PM: C'est un sujet qui est très compliqué, mais je pense qu'on ne gagne jamais à éluder les questions fondamentales. Aujourd'hui,



contrairement à ce qu'on dit, la crise n'est pas migratoire, même si certains pays sont plus exposés que d'autres, mais politique, autour de l'enjeu des migrations. Or, l'Europe est par excellence un continent d'immigration et d'émigration. La diaspora italienne ou grecque dans le monde est plus importante que la population de la Grèce ou de l'Italie aujourd'hui. L'Europe a donc largement contribué au mouvement migratoire à travers le monde tout en accueillant des populations venant d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne ou d'autres régions qui font désormais partie intégrante du peuple européen. Ce fait doit être réaffirmé avec sérénité et en chassant tous les fantasmes qui tournent autour de ces questions. Faire semblant que le débat

n'existe pas, ne pas oser l'affronter, c'est laisser les fantasmes se diffuser largement, au détriment de nos propres valeurs et de nos propres engagements.

PP: *Quelle est votre quatrième axe de campagne ?*

PM: Le renouvellement en profondeur de nos formes démocratiques. L'abstention, les mouvements de contestation, les manifestations spontanées, tous ces mouvements traduisent une forme d'épuisement des formes de la démocratie représentative, en particulier à l'échelle européenne. La faible participation aux élections européennes montre aussi un manque d'intérêt de la part des citoyens pour ce niveau de pouvoir, alors qu'il va profondément déterminer les politiques de l'UE pour les cinq prochaines années et parfois pour bien plus longtemps. Il y a donc un vrai besoin de renouveler en profondeur la manière dont nous faisons de la politique, dont nous impliquons le plus de citoyens possible dans la prise de décision. On doit réfléchir à accroître les contrôles du lobbying à l'échelle européenne. Il faut également stimuler toutes les autres formes de participation. On a créé l'Initiative Citoyenne, qui est une très belle institution, mais qui est encadrée par un ensemble de règles qui l'empêchent de fonctionner dans les faits.

À voir également : l'Interview avec Paul Magnette

Bourgmestre de Charleroi, ancien Ministre-Président de la Wallonie



L'EUROPE QUE NOUS VOULONS, L'EUROPE QUE NOUS PORTONS

par Iratxe Garcia-Perez



| La campagne se déroulera en grande partie sur les réseaux sociaux, lesquels constituent un outil essentiel de notre système démocratique.

L'Europe doit redevenir un projet inspirant, synonyme de progrès et de conditions de vie meilleures, l'Europe sociale pour laquelle nous travaillons. Nous devons relever le défi d'encourager les citoyens à souscrire à ce projet, au travers d'une communication de proximité et d'actions sectorielles, grâce à la participation de nos dirigeants et en utilisant les réseaux sociaux.

“
Nous souhaitons
mettre en œuvre une
stratégie en faveur
de l'égalité des sexes
permettant d'accélérer
la progression vers une
société véritablement
égalitaire.
”

L'Europe est aujourd'hui plus que jamais un projet sensé. Un projet essentiel et valable. Notre défi est de communiquer cette idée et de veiller à ce que l'Europe redevenue source d'inspiration, et synonyme de progrès, de protection et de conditions de vie véritablement meilleures. Nous travaillons donc sur un nouveau souffle, sur une Europe sociale, sur une Europe juste et égalitaire, garante de droits sociaux concrets et tangibles. Au travers de la déclaration de Göteborg de novembre 2017, nous avons obtenu de l'ensemble des institutions européennes qu'elles s'engagent en faveur du socle européen des droits sociaux. Mais ce n'est que le début. Nous devons à présent passer de la parole aux actes. C'est le message que nous devons véhiculer. Nous devons nous appuyer sur cet engagement pour répondre au mécontentement des citoyens et à la menace du populisme et de l'extrême droite.

Les membres d'une génération entière risquent de vivre une vie plus difficile que leurs parents. Nous ne nous y résignerons pas - par @IratxeGarper



La campagne pour les élections européennes sera tout d'abord l'occasion de rendre des comptes aux citoyens qui nous ont soutenus il y a cinq ans, puis de présenter des propositions pour l'avenir. En tant que socialistes espagnols, nous voulons être très proches du peuple et véhiculer un message qui reflète ce souhait et la mobilisation de nos militants et partisans, ainsi que le ferme engagement des candidats et des dirigeants de notre parti.

Nous organiserons des rassemblements classiques, mais aussi des activités à plus petite échelle pour permettre de meilleures interactions et promouvoir les échanges d'idées. Ce type de réunions est idéal pour traiter des questions plus complexes et techniques concernant des publics spécifiques, tels que les syndicats, les organisations féministes, agricoles et écologiques, les organisations de jeunes et les représentants du secteur de l'énergie, entre autres.

Nous sommes conscients que notre campagne se déroulera en grande partie sur les réseaux sociaux, lesquels constituent déjà un outil essentiel de notre système démocratique. En tant que socialistes espagnols, nous sommes présents, attentifs et très actifs sur tous les réseaux, au travers de nos profils personnels, en tant que membres du Parlement européen et en tant que parti. L'audiovisuel constitue un outil idéal pour diffuser des messages et rendre le travail de nos dirigeants politiques plus concret pour la population. C'est la raison pour laquelle ce type de contenu occupera une place de choix sur nos réseaux, comme c'est déjà le cas depuis quelques mois.

Notre principal message portera sur le socle européen des droits sociaux, qui incarne notre grand espoir pour une société plus juste. Nous ferons campagne sur des thèmes féministes, conformément à la politique qui est la nôtre depuis plusieurs années. La directive sur la médiation que nous avons récemment négociée nous encourage à avancer. Mais nous voulons aller encore plus loin : nous souhaitons mettre en œuvre une stratégie en faveur de l'égalité des sexes, assortie de réglementations pertinentes permettant d'accélérer la progression vers une société véritablement égalitaire.

Nous parlerons de notre combat contre la précarité de l'emploi. Nous voulons expliquer notre action en faveur de la directive sur des conditions de travail transparentes et prévisibles, récemment adoptée par le Parlement européen. Cette directive est synonyme d'espoir pour des millions de travailleurs.

Les jeunes joueront un rôle clé. Après la crise, les membres d'une génération entière ont accepté l'idée d'avoir une vie plus difficile que celle de leurs parents. Mais nous ne nous y résignerons pas. Nous devons montrer que nous pouvons changer les choses.

La lutte contre la pauvreté des enfants et l'engagement envers les énergies renouvelables occuperont également une place de choix dans notre programme. Nous voulons promouvoir une approche nouvelle et positive du phénomène migratoire, centrée sur la réglementation et l'organisation des mouvements de personnes, en facilitant l'immigration légale, en contribuant à la résolution des conflits et en coopérant avec les pays en développement.

Telle est l'Europe sociale et inspirante que nous souhaitons promouvoir, une Europe où les citoyens peuvent trouver une solution à leurs problèmes, une Europe plus juste, capable de nous protéger et de nous rendre meilleurs. Il est vrai que le défi ne sera pas facile à relever, mais les politiques que nous sommes en train d'élaborer nous y aideront.



> AUTEUR

Iratxe Garcia-Perez est une eurodéputée du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Au Parlement européen, elle préside la délégation socialiste espagnole. Elle est la porte-parole du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au sein de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres, et est membre de la Commission du développement régional.

PARTAGER LE GÂTEAU PLUS ÉQUITABLEMENT

par Andreas Schieder

Comme presque partout en Europe, le nationalisme et la droite populiste montent en Autriche. Une coalition, formée par le Parti populaire autrichien (ÖVP) conservateur et le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) de la droite populiste, dirige le pays depuis décembre 2017. L'hostilité à l'égard de l'UE est au cœur du programme du FPÖ. De temps en temps, le parti flirte avec l'« Austrexit » et il s'emploie à critiquer tout ce qui vient de l'UE. Sous la présidence du chancelier Sebastian Kurz, les conservateurs de l'ÖVP ont abandonné leur soutien à l'UE pour dévoiler leur côté populiste de droite et discréditer le projet européen.

Afin de contrer le populisme – sous sa forme conservatrice ou sa forme pure –, la social-démocratie doit adopter une stratégie progressiste, fondée sur deux axes. Nous devons tout d'abord préserver nos valeurs progressistes et prouver que le projet européen leur est directement lié. Il convient ici de défendre les idées européennes face aux jeux de pouvoir et aux tentatives de destruction nationalistes. Ensuite, nous devons exiger une Union européenne sociale, capable d'améliorer le quotidien des citoyens. À cet égard, nous devons avancer des propositions concrètes contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale, le dumping social, ou encore la privatisation et la libéralisation des services publics.

Pour garantir une politique progressiste,

il nous faut réunir ces deux axes. Sans stratégie de politique sociale, le projet européen devient superficiel. L'attrait des valeurs européennes peut rapidement perdre de son sens si les problèmes quotidiens des citoyens sont ignorés. Nombre de ces problèmes sont de nature sociale : stagnation des salaires, augmentation des loyers, pression au travail, etc. Et ils sont bien réels. Nous ne devrions pas faire l'erreur de glorifier l'Union européenne tout en méprisant ce qui compte pour la population. L'Europe propose un gâteau plus grand, mais il est temps de se battre pour le partager de manière équitable.

Nous ne pouvons pas sous-estimer l'intention de la droite populiste – et de plus en plus de conservateurs – de changer les fondements mêmes de la culture

“
L'Europe fragmentée des populistes de droite n'est pas en mesure de lutter contre l'évasion fiscale et le dumping social, car pris individuellement, les pays ne font pas le poids face aux grandes entreprises bien trop puissantes.
”

“

L'Europe propose un gâteau plus grand, et il est temps de se battre pour le partager de manière équitable.

”



| Pamela Rendi-Wagner a été élue présidente du SPÖ lors du 44e Congrès du parti, organisé les 24 et 25 novembre 2018 à Wels (photo : Sebastian Philipp).

Des valeurs #progressistes et une #UE sociale : les 2 axes du @SPOE pour les élections du #PE2019 – par Andreas @SCHIEDER



européenne. Leur opposition aux réfugiés et aux migrants ne constitue pas l'apogée de leur politique, mais son début. Ils souhaitent revenir sur plusieurs acquis des dernières décennies et rêvent d'un monde où les droits des femmes seraient à nouveau limités, où les États européens redeviendraient rivaux et où la presse libre serait soumise à une énorme pression. Pour élaborer des politiques progressistes, il faut absolument comprendre comment l'alliance de la droite et des conservateurs s'en prend aux valeurs européennes, en prétextant par exemple lutter contre les migrations.



Une Europe démocratique et stable se doit de proposer une sécurité sociale à tous ses citoyens. Ce n'est qu'en parvenant à nous concentrer sur des politiques sociales et sur une Union européenne qui ne laisse personne de côté que nous pourrions renforcer l'Union européenne en tant que telle et rassembler les Européens autour de son projet.

Une stratégie progressiste doit réunir les deux axes et montrer aux citoyens l'importance d'une UE forte. L'Europe fragmentée des populistes de droite n'est pas en mesure de lutter contre l'évasion fiscale et le dumping social, car pris individuellement, les

pays ne font pas le poids face aux grandes entreprises bien trop puissantes. Dans le même temps, nous devons inlassablement montrer qu'en défendant le projet européen, nous défendons une société ouverte.



> AUTEUR

Andreas Schieder, de 2008 à 2013, il a été secrétaire d'État au sein du ministère des Finances. Il a également été chef de file du parti social-démocrate au Conseil national, la chambre basse du parlement, de 2013 à 2018.



Les sociaux-démocrates sont en tête des sondages en Finlande et ils souhaitent augmenter le nombre d'eurodéputés finlandais de centre gauche. L'élaboration de politiques ambitieuses et le renouvellement des programmes politiques ont été des facteurs clés dans le retour en force des sociaux-démocrates dans le pays.

À l'ère des médias sociaux, les messages politiques sont réduits au minimum. Les slogans, les programmes et les objectifs doivent être communiqués dans des tweets, des infographies et des vidéos qui ne durent que quelques secondes. Les partis politiques paient des consultants des petites fortunes pour s'entendre dire que la capacité de concentration moyenne d'un électeur moderne est de moins de trois secondes.

Dans le même temps, les partis sociaux-démocrates et les partis socialistes sont en

perte de vitesse partout en Europe. Il semblerait tout simplement que nos messages ne passent plus.

Alors qu'il souffrait depuis longtemps d'un manque d'initiatives et d'une image publique vieillotte, le Parti social-démocrate de Finlande (SDP) a choisi de ne pas suivre la voie de la simplification à outrance. Au lieu de ne s'appuyer que sur des slogans adaptés à Twitter, ils ont fait l'exact inverse. Ces dernières années, le parti s'est employé à organiser des centaines de ses membres réguliers en comités d'élaboration de

@Progressistes : pour récupérer la confiance des électeurs, pas de simplification à outrance, mais de l'audace et du réalisme !



politiques. Ces comités préparent des propositions politiques ambitieuses mais réalistes pour changer la Finlande et l'Europe, dans le but de concrétiser la vision du SDP pour 2030.

Les objectifs de développement durable de l'ONU servent de base à leurs travaux. Ils s'efforcent de trouver des solutions durables à de grands défis tels que le développement technologique et l'évolution de la vie

DES MESSAGES AMBITIEUX POUR RETROUVER LA CONFIANCE DES CITOYENS

par Tuulia Pitkänen

professionnelle, les effets de l'être humain sur la planète, l'avenir de la démocratie, la redistribution des pouvoirs mondiaux, l'économie et la distribution inégale des richesses, ou encore l'urbanisation.

Leurs travaux ont débouché sur plusieurs programmes de grande qualité, ce qui a attiré l'attention des médias. Ils ont notamment abouti à une proposition de réforme du régime fiscal et à un nouveau système de congé parental intégrant des éléments radicalement en faveur de l'égalité, dont l'allocation de 50 % du congé très bien rémunéré au père. Le plan climatique ambitieux du SDP a lui aussi fait la une des médias. Les sociaux-démocrates finlandais sont fiers d'annoncer qu'ils aspirent à une Finlande neutre en carbone à l'horizon 2035, et ils ont présenté des mesures très concrètes pour y parvenir.

Paradoxalement, les travaux de ces comités, lents et minutieux, avec, à la clé, de longs documents contenant des solutions réalistes mais ambitieuses pour les défis à venir, ont permis de changer foncièrement l'image du parti. Pour la première fois depuis des décennies, les sociaux-démocrates finlandais sont vus comme le parti le plus visionnaire. En outre, les sociaux-démocrates prennent enfin la main dans les débats publics.

La manière la plus efficace – et la plus honnête – de communiquer avec les publics nationaux sur une Europe progressiste est

“
La communication ne pourra jamais constituer l'élément central d'une campagne. C'est la vision politique qui compte.
”

de trouver le moyen de se montrer audacieux, d'orienter les débats sur des idées sociales-démocrates et de décider des points à l'ordre du jour. Ce n'est possible que si le parti a beaucoup de choses à dire sur différents sujets et si son programme politique est cohérent. Tout ceci est d'autant plus important dans la perspective des élections européennes, au vu de la montée des forces politiques populistes, nationalistes et xénophobes. Les partis sociaux-démocrates et les partis socialistes sont souvent tombés dans le piège d'essayer de simplifier des problèmes complexes. Il est important de communiquer de façon claire, mais dans le monde actuel, seuls les partis qui comprennent les nuances et les effets secondaires des problématiques complexes pourront tenir dans la longueur.

Les sociaux-démocrates finlandais cherchent à convaincre leurs publics avec des campagnes jeunes et modernes sur les médias sociaux, des réunions sur le terrain avec les électeurs, coordonnées à l'aide d'applications Smartphone, ainsi qu'un programme et une vision politiques aboutis pour l'Europe.

Les méthodes de communication sont des outils plus importants que jamais. Mais ils ne pourront jamais constituer l'élément central d'une campagne. C'est la vision politique qui compte.



> AUTEUR

Tuulia Pitkänen est la secrétaire générale de Young European Socialists. Elle a acquis son expérience dans les domaines de la politique sociale et du féminisme.

concours PHOTO **Ma ville sociale**

Le concours photo 2018 a été organisé par le groupe PES du Comité européen des régions, dans le but de sensibiliser le public aux inégalités sociales auxquelles les villes d'Europe sont confrontées, telles que l'accès à la santé, à l'éducation, au logement ou à l'emploi. Les participants ont été invités à montrer comment leurs villes étaient sociales et ce qui pouvait être fait pour les rendre plus inclusives.

Les villes et agglomérations, tant dans les zones urbaines que rurales, connaissent des inégalités sociales de plus en plus fortes. Afin de restaurer la confiance des citoyens dans le projet européen, nous avons besoin de politiques européennes qui favorisent l'égalité des chances, qui protègent les droits sociaux, qui luttent contre la précarité de l'emploi et garantissent l'accès à des services publics de qualité. Pour atténuer les répercussions des difficultés sociales, l'UE investit depuis plusieurs dizaines d'années dans les citoyens et dans leurs compétences au travers de sa politique de cohésion et en particulier du Fonds social européen. Elle a également pris des mesures clés, inscrites dans le socle européen des droits sociaux.

Il est inacceptable que, sur la base de la proposition de la Commission européenne, le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion soient réduits de 11,17 %, et le Fonds social européen de 6,78 %.

Comment faire en sorte que chaque citoyen ait l'impression de vraiment faire partie de la ville dans laquelle il vit ? Votre ville est-elle « sociale » ? Quelles mesures pourraient être prises pour en faire un lieu plus ouvert ? L'objectif de ce concours est d'encourager des photographes amateurs et professionnels à représenter des projets sociaux et/ou des relations sociales dans leurs villes et agglomérations. L'accès aux soins de santé, l'éducation, le logement, l'emploi, ou encore les conditions de travail et l'intégration des personnes défavorisées dans la société peuvent servir de sources d'inspiration.

“C’est une photo d’Angelina, âgée de 102 ans, en train de danser avec son petit-fils, Rocco, âgé de 26 ans, lors d’une fête organisée chaque année à Milan. Avec cette image, je voulais montrer que la vie est une expérience sociale sans fin et qu’il n’est jamais trop tard pour en profiter.”

- Stefano Scagliarini -

*Milan,
le gagnant italien
du concours photo*



“Un bloc ordinaire de vingt appartements dans une petite ville polonaise. Rien de remarquable quand on le regarde de l’extérieur. Mais quand vous regardez au-delà des fenêtres, vous verrez vingt familles, avec des opinions et des souvenirs différents. Vous verrez différentes origines ethniques, religions, âges et orientations sexuelles. Vingt mondes différents... c’est assez remarquable pour moi!”

- Histoire de Krzysztof -

*Cracovie,
gagnante polonaise
du concours photo*



“Le texte sur la caravane signifie «livres en mouvement». Il s’agit d’une nouvelle initiative de distribution de livres dans le cadre d’un programme de service public et d’égalité des chances mis en place pour garantir la disponibilité de livres de qualité et abordables pour tous.”

- Edina Klein -

*Budapest,
gagnante hongroise
du concours photo*





L'IA ET LES GAFAM NE PEUVENT ÉCHAPPER AU CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE

par Paul Nemitz

La triade des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'État de droit est au cœur des constitutions libérales occidentales. Ces principes représentent des lois suprêmes : toutes les actions du gouvernement et des législateurs, ainsi que la réalité de la société y sont comparées. Compte tenu de l'ampleur que prend l'intelligence artificielle (IA) dans les sociétés modernes, il s'avère légitime et nécessaire de se demander comment cette nouvelle technologie doit être pensée pour favoriser le maintien et le renforcement de cette « trinité » constitutionnelle, sans l'affaiblir.

Les grandes entreprises technologiques (les « Big Tech ») et l'IA doivent se soumettre aux principes de l'État de droit, de la démocratie et des droits de l'Homme. En effet, l'IA – fondée sur le big data et liée à l'omniprésence d'appareils et de capteurs de l'Internet des objets – finira par régir des aspects essentiels de la société, de l'éducation au droit, en passant par la santé, la science, le monde des affaires, la sécurité, les discours politiques et la prise de décision démocratique.

Par ailleurs, il est grand temps que les nouvelles technologies se conforment aux principes constitutionnels de base. L'absence d'un tel cadre a entraîné un mépris largement généralisé de la loi et mis la démocratie en danger, comme en témoigne le récent scandale Facebook-Cambridge Analytica.

Il serait naïf d'ignorer que quelques méga-entreprises définissent la manière dont la plupart des citoyens utilisent Internet et ce qu'Internet offre à ces derniers. Il serait d'ailleurs tout aussi naïf d'ignorer que ces mêmes méga-entreprises, et les écosystèmes qui en dépendent, contrôlent l'évolution de l'IA.

Cinq entreprises dominent le secteur

Les #BigTech et l'IA ne peuvent échapper au contrôle démocratique - par @PaulNemitz



Ce sont les cinq géants du secteur – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – qui définissent notre expérience d'Internet et des technologies numériques telles que l'IA. Ces entreprises et quelques autres déterminent la manière dont les services Internet sont proposés aux citoyens. Elles sont extrêmement rentables et font grimper les valeurs boursières. Par conséquent, elles disposent d'un pouvoir économique qui leur assure des contacts extraordinaires avec les législateurs et les gouvernements. Ce pouvoir leur permet également de fournir librement des aides financières directes ou indirectes ainsi qu'un appui en nature à tous les secteurs de la société liés à la formation de l'opinion en démocratie : les gouvernements, les législateurs, la société civile, les partis politiques, les écoles et le secteur de l'éducation, le journalisme et la formation journalistique, et – surtout – la science et la recherche.

Aujourd'hui, ces cinq géants sont présents dans tous ces domaines. Ils cherchent d'une part à acquérir des connaissances pour répondre à leurs propres besoins, et d'autre part – pour le dire de façon diplomatique –, à susciter la sympathie et la compréhension du public quant à leurs préoccupations et leurs intérêts.

Quatre sources de pouvoir

L'accumulation du pouvoir numérique, qui régite l'évolution et la généralisation de l'IA ainsi que le débat autour de sa réglementation, dépend de quatre sources de pouvoir.

Premièrement, il faut des poches bien pleines, car l'argent reste la meilleure façon d'influencer les politiques et les marchés. Comme nous l'avons déjà vu, les géants du numérique peuvent se permettre d'investir

massivement pour asseoir leur influence sur le monde politique et la société. Mais ils ont aussi les moyens de racheter de nouvelles idées et de jeunes entreprises dans le secteur de l'IA ou dans tout autre domaine d'intérêt pour leur modèle commercial, et ils ne s'en privent pas.

“

L'absence de cadre constitutionnel a entraîné un mépris largement généralisé de la loi et mis la démocratie en danger, comme en témoigne le récent scandale Facebook-Cambridge Analytica.

”

Deuxièmement, ces entreprises contrôlent de plus en plus les infrastructures du discours public et l'environnement numérique déterminant pour les élections. Aujourd'hui, aucun candidat participant au processus

“

Les géants de l'Internet sont parvenus à échapper en grande partie à toute réglementation. Ils dominent ainsi les marchés et influencent largement l'opinion publique et la politique, tout en restant très populaires auprès du grand public.

”

démocratique ne peut se passer de leurs services. En outre, leurs services Internet constituent de plus en plus la principale voire la seule source d'informations politiques pour les citoyens, en particulier la jeune génération, au détriment du journalisme classique, avec l'ambition claire de contrôler le pouvoir, si cher à la démocratie.

Troisièmement, ces méga-entreprises collectent des données personnelles à des fins lucratives et dressent le profil de chaque individu en fonction de son comportement, tant en ligne que hors ligne. Elles en savent plus sur nous que nous-mêmes ou nos amis. Par ailleurs, elles utilisent et transmettent ces informations pour gagner de l'argent, assurer des services de surveillance et de sécurité, ou encore soutenir des campagnes électorales. Elles tirent parti de la situation, en prétendant responsabiliser les citoyens alors qu'elles centralisent le pouvoir en leur sein dans des proportions inédites.

Quatrièmement, ces entreprises dominent le développement et l'intégration de systèmes dans des services d'IA exploitables. Tandis que leurs recherches de base en matière d'IA peuvent être, en partie, accessibles publiquement, leur travail sur l'intégration de systèmes et les applications de l'IA à des fins commerciales – travail nécessitant bien plus de ressources – se déroule en coulisses et exige des fonds dépassant largement les investissements publics consacrés aux recherches similaires dans de nombreux pays.

Opposition aux règles et réglementations

Dans le même temps, ces géants de l'Internet sont les seules entreprises de l'histoire à être parvenues à ce que leur production

échappe en grande partie à toute réglementation. Ils dominent ainsi les marchés, sont extrêmement rentables en bourse et influencent largement l'opinion publique et la politique, tout en restant très populaires auprès du grand public. Ce contexte de concentration du pouvoir, l'absence de réglementation du secteur des logiciels et des services Internet, et l'histoire de la réglementation juridique des technologies doivent éclairer le débat actuel sur l'éthique et les lois relatives à l'IA, ainsi que sur les capacités et les répercussions potentielles de cette nouvelle technologie.

Dans sa « Déclaration d'indépendance du cyberspace », John Perry Barlow rejette l'idée selon laquelle des lois peuvent s'appliquer à l'Internet, soutenant que les formes traditionnelles de gouvernement, uniquement fondées sur l'État de droit, « n'ont aucune souveraineté là où nous (à savoir les acteurs du cyberspace) nous rassemblons ». Ce n'est pas par hasard que cette déclaration a été présentée lors du Forum économique mondial de 1996.

L'enseignement de l'innovation révolutionnaire, répandu dans les écoles de commerce, a fini par légitimer le bouleversement des lois. Les héros de cet Internet perturbateur ne se sont pas contentés de s'opposer aux gouvernements et au droit parlementaire, ou d'ébranler le droit de la propriété intellectuelle et le droit des transports. Ils ont pris l'habitude de contourner le système de perception des impôts fondé sur les juridictions nationales. La Commission européenne a ainsi dû demander à Apple de rembourser 13 milliards d'euros d'impôts impayés en Irlande. Ils perturbent également les organes de réglementation en cachant la vérité, comme dans le cas de la fusion de Facebook et WhatsApp, où la

Commission européenne a réclamé une amende de 110 millions d'euros à Facebook.

Des deux côtés de l'Atlantique, le fait de contourner la loi ou de l'enfreindre intentionnellement – en mentant aux législateurs ou en tentant de les ridiculiser, comme lors des auditions de Mark Zuckerberg, le PDG de Facebook, dans l'affaire de Cambridge Analytica – est devenu un véritable sport pour les entreprises, les militants, les ingénieurs et les programmeurs du numérique.

Ils soutiennent de manière explicite ou implicite que les parlementaires et les gouvernements ne comprennent ni Internet ni les nouvelles technologies telles que l'IA, et qu'ils n'ont donc aucune légitimité à établir des règles dans ces matières. Ils oublient toutefois que leur compréhension de la démocratie et du fonctionnement de l'État de droit est limitée et qu'il est nécessaire de protéger les droits fondamentaux dans un monde où la technologie met de plus en plus à mal ces trois piliers de la démocratie constitutionnelle.



> AUTEUR

Paul Nemitz est conseiller principal à la Direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission européenne. Titulaire d'un master en droit comparé de l'Université George Washington de Washington, D.C., il est également professeur de droit invité au Collège d'Europe. Il est membre du conseil scientifique de la FEPS.

Faire éclater la bulle

par *Umberto Boschi & Federico Sarchi*

Comment explorer les voix contestataires et les différents points de vue dans la perspective des élections européennes, ou pourquoi et comment nous devrions construire une maison de verre pour Facebook. Facebook Tracking Exposed (« le pistage par Facebook mis à nu ») est de ces projets qui offrent des outils permettant de tester votre propre « bulle filtrée » et de comparer la manière dont un même sujet est perçu par différentes personnes, dans le but de faire éclater cette bulle.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



à voir aussi ...
<https://facebook.tracking.exposed/>



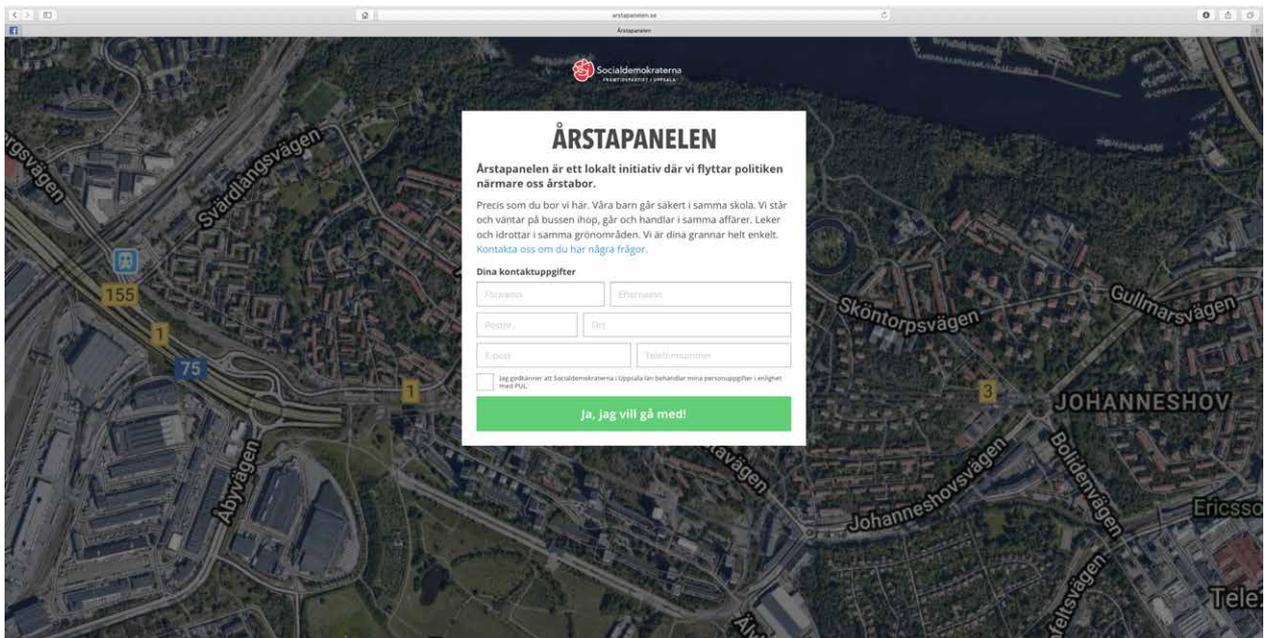
> AUTEUR

Umberto Boschi est un chercheur et développeur indépendant italien installé à Barcelone. Après avoir étudié la philosophie à Pise, il a décroché un master en études des médias à Utrecht (Pays-Bas).



> AUTEUR

Federico Sarchi est un journaliste de données, qui travaille sur le projet « Facebook Tracking Exposed ». Il a un diplôme de philosophie de l'Université de Milan.



| En Suède, la section d'Uppsala de Socialdemokraterna a créé un panel numérique d'électeurs liés à une circonscription spécifique de la ville.

LE PORTE-À-PORTE VIRTUEL, OU L'ART DU DÉMARCHAGE NUMÉRIQUE

par Joakim Johansson

Socialdemokraterna, le parti social-démocrate suédois, est l'organisation qui démarché le plus dans le pays – du moins dans l'espace physique. Sur Internet, les choses sont tout autres. Après avoir mené une véritable guérilla numérique, le parti de la droite alternative des « Démocrates de Suède » domine aujourd'hui totalement les réseaux sociaux, une tendance qui se reflète partout en Europe. Que faire pour que les progressistes viennent les concurrencer ? Comment pourraient-ils devenir les champions du porte-à-porte virtuel ?



> AUTEUR

Joakim Johansson est vice-président du développement commercial chez BMC Software.

La plupart des partis de la droite alternative et de l'extrême droite sont relativement jeunes. Ils se forment et s'organisent en ligne et ne se matérialisent dans le monde physique qu'après avoir constitué une base numérique. Les partis politiques et les syndicats du mouvement des travailleurs font le contraire : ils disposent déjà d'une forte présence physique, mais ont du mal à s'affirmer sur la toile. En tant que progressistes, nous devons combler cette lacune. Par ailleurs, certains facteurs revêtent une plus grande importance que d'autres pour bien réussir son démarchage numérique.

#1 Le local d'abord

Reposant à l'origine sur une idée ambitieuse, le concept du « numérique d'abord » (« digital first », en anglais) est aujourd'hui inévitable. D'aucuns pourraient même soutenir que cette pratique est devenue si courante que le terme s'est quelque peu dilué. Par ailleurs, les stratégies de campagne ne peuvent se limiter à une seule plateforme. La force du démarchage des Socialdemokraterna réside dans une stratégie centralisée assortie de tactiques locales. Tout en leur fournissant un appui, l'organisation centrale permet aux responsables et aux bénévoles locaux de s'organiser librement. Les organisations et bénévoles locaux ne sont toutefois pas aussi présents sur la toile. Le porte-à-porte virtuel passe notamment par un dialogue qui transpose des questions locales dans la sphère numérique. En Suède, la branche des sociaux-démocrates à Uppsala a créé un panel numérique d'électeurs liés à une circonscription spécifique de la ville (<http://www.arstapanelen.se>). Un bel exemple d'évolution essentielle des pratiques, dont plus d'organisations devraient s'inspirer.

#RévolutionNumérique : les #Progressistes peuvent occuper l'espace politique numérique – découvrez comment avec Joakim Johansson



#2 Une base d'adhérents

Selon Scott Goodstein, le stratège numérique de la campagne de Bernie Sanders, « sans une base d'électeurs initiés et inspirés, prêts à s'engager, à agir pour vous et à partager votre message sur les réseaux sociaux, il est impossible de remporter la majorité ». Les partis et organisations structurés de manière traditionnelle s'appuient encore sur des éléments de langage et des instructions internes strictes, approuvés par une direction centrale. Pour leurs membres et leurs bénévoles, il est donc plus important de dire ce qu'il faut que de s'exprimer librement. Les partis de la droite alternative, dont la base s'est constituée en ligne, pensent différemment. Leurs adeptes sont encouragés à produire leur propre contenu : ce qui compte, c'est que du contenu soit diffusé. Ils accordent donc moins d'importance à l'exactitude de ce contenu, ou à la manière dont il est présenté. Les gens ordinaires peuvent ainsi interpréter et adapter le contenu à leur gré. C'est ce type de comportement et de philosophie qui transforme des partis comme celui des Démocrates de Suède en véritables mouvements numériques. Les progressistes doivent commencer à envisager leurs partisans comme des cocréateurs de contenu censé convaincre les électeurs tant en ligne que hors ligne.

#3 Technologie intégrée

Les choses ont bien changé depuis que Karl Rove a modernisé les campagnes électorales aux États-Unis en y intégrant des outils numériques dans les années 1990. En Suède, le parti Socialdemokraterna utilise plusieurs outils que nous avons mis au point chez Great Beyond, dont « Sappen » (www.sappen.se), une application mobile qui permet d'organiser les actions de démarchage, ainsi que « Ringverkyget », un outil de télémarketing utilisé par plusieurs syndicats suédois. La publicité par courriel, les nombreux outils de CRM (Gestion Relation Client) et les divers outils tiers de publicité sur Facebook et Google sont autant d'autres instruments

“

Les progressistes doivent commencer à envisager leurs partisans comme des cocréateurs du contenu censé convaincre les électeurs tant en ligne que hors ligne.

”

disponibles sur le marché. Quelques organisations ont cependant mis au point des méthodes leur permettant d'intégrer ces différents outils les uns aux autres, ou de traverser le spectre des possibilités numériques. Peu importe que vous disposiez de systèmes de pointe ou que votre équipe de communication maîtrise la communication numérique, votre véritable force réside dans l'intégration d'applications et d'API avec des groupes de travail horizontaux, tirant leurs compétences de divers domaines d'expertise, comme l'informatique, la communication et les ressources humaines.

Rome ne s'est pas bâtie en un jour et le démarchage numérique requiert bien plus qu'une campagne intéressante ou que la canalisation de toutes les ressources dans les tendances du moment. Il faut des responsables soucieux d'investir sans cesse dans de nouvelles stratégies, permettant aux bénévoles de s'organiser et de partager du contenu comme ils l'entendent. Ce n'est qu'ainsi que le mouvement progressiste pourra s'assurer un avenir confortable, tant en ligne que hors ligne.

LES POPULISTES, EXPERTS DES MÉDIAS SOCIAUX

par Jean-Yves Camus

#RévolutionNumérique Les médias sociaux demeurent le réceptacle des discours de haine et un refuge pour les populistes sur la toile – il faut réglementer selon @jeanYvesCamus1



Alors qu'ils tentent de séduire les jeunes et de contourner les médias traditionnels qu'ils considèrent comme hostiles, les populistes utilisent les médias sociaux pour donner l'impression qu'ils incarnent la modernité, tandis que leurs opposants, incapables de s'adapter, continuent de miser sur la politique traditionnelle.

Saviez-vous que le Front national français a été le tout premier parti politique à se doter d'un site web en 1996 ? Et que Marine Le Pen a 2,16 millions d'abonnés sur Twitter, tandis que le leader conservateur français Laurent Wauquiez n'en a que 313 000, et le Parti socialiste encore moins ? Triste constat, mais pour plusieurs raisons, ce n'est guère surprenant.

Premièrement, étant donné que les populistes d'extrême droite ont décidé de cibler les jeunes en priorité, ils ont adapté leur mode de communication en conséquence, en misant surtout sur Facebook et Twitter.

Deuxièmement, l'extrême droite est souvent décrite par ses opposants comme archaïque et opposée au changement, mais elle a habilement réagi en devenant experte des médias sociaux. Elle a également investi beaucoup d'énergie dans la production de vidéos de haute qualité – notamment la vidéo « Être Européen » de l'« Institut Iliade »

de la Nouvelle Droite, qui a engrangé 1 million de vues sur YouTube.

Troisièmement, les médias sociaux sont parfaits pour le discours bref, agressif et direct qu'utilisent les populistes d'extrême droite pour faire croire que des questions complexes peuvent être résolues par de simples dichotomies « oui ou non ». Il s'agit là, sans doute, du principal défi des progressistes, qui devront adapter leurs messages et leur communication au format Twitter s'ils veulent davantage se faire entendre.

En attendant, les populistes ont l'avantage, car leurs affirmations non fondées ou leurs campagnes de désinformation trouvent un large écho dans les médias sociaux. Les jeunes qui sont férus de ces médias s'appuient en effet de moins en moins sur les médias traditionnels imprimés, télévisés ou radiophoniques. En conséquence, ils croient ce qu'ils lisent sur les comptes ou les sites de propagande, où la véracité des informations n'est pas garantie par les mêmes normes

“

Les populistes ont l'avantage, car leurs affirmations non fondées ou leurs campagnes de désinformation trouvent un large écho dans les médias sociaux.

”



éthiques que dans les médias traditionnels. La méfiance croissante à l'égard des médias traditionnels explique pourquoi de nombreux partisans de l'extrême droite, mais aussi bon nombre d'électeurs non engagés, sont à la recherche d'« autres informations », ce qui, au final, fait les choux gras des populistes. L'extrême droite tente de faire croire aux citoyens que les médias traditionnels ne sont pas dignes de confiance, car ils sont aux mains des « magnats de la finance », dont l'objectif inavoué est de promouvoir la mondialisation et le multiculturalisme à tout prix, et non d'offrir une couverture médiatique équilibrée.

Par ailleurs, les populistes d'extrême droite aiment à se présenter comme des parias dont le point de vue est censuré par les médias « libéraux », alors qu'en réalité, leurs interventions sont souvent bien plus couvertes par la presse qu'elles ne le devraient, compte tenu de leur poids sur la scène politique. C'est la raison pour laquelle ils apprennent à leurs militants à utiliser les médias sociaux comme

un outil de propagande. Et celle-ci ne consiste pas seulement à relayer les slogans et les événements du parti : il s'agit également de discréditer leurs opposants politiques par le « trolling » sur Twitter, par exemple, voire par l'intimidation ou des menaces publiées sur les médias sociaux.

Les populistes d'extrême droite ne sont pas les seuls membres de l'extrémité du spectre politique à recourir aux médias sociaux. Un certain nombre d'activistes et de mouvements d'extrême droite jouissent aujourd'hui d'une très grande visibilité grâce à des actions « diffusées » en direct sur Facebook, YouTube, Instagram ou Twitter. Génération Identitaire, le modèle français de l'ensemble du mouvement « identitaire » transeuropéen, a gagné en notoriété grâce à sa capacité de créer le buzz sur internet, ainsi que par ses actions anti-immigrés et anti-musulmans.

Les populistes et les racistes purs et durs sont devenus des experts des nouvelles technologies. Le principal défi des progressistes

est dès lors de promouvoir un programme européen pour la réglementation des médias sociaux, afin qu'ils ne soient plus le réceptacle des discours de haine.



> AUTEUR
Jean-Yves Camus est directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès. Il est également chercheur rattaché à l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques).

ÉLECTIONS SOUS TENSION : COMMENT DÉJOUER LES TENTATIVES D'INGÉRENCE DE LA RUSSIE

par Max Bergmann

#EP2019 sont une cible de premier choix pour les Russes. – selon @MaxBergmann



> AUTEUR

Max Bergmann est maître de recherche au Center for American Progress, où il étudie plus particulièrement la sécurité européenne et la politique USA-Russie. Il a exercé différentes fonctions au sein du Département d'État (ministère des Affaires étrangères) des États-Unis. M. Bergmann a un master en politiques comparées de la London School of Economics et un bachelier du Bates College de Lewiston, Maine.

Aujourd'hui, les élections américaines et européennes se déroulent dans un contexte de concurrence géopolitique accrue, mais aussi dans un environnement politique et communicationnel de plus en plus volatil. Les prochaines élections européennes ne feront pas exception : le risque d'ingérence russe est bien réel.

Toutes les élections qui se sont tenues aux États-Unis et en Europe depuis 2016 ont suscité une certaine appréhension. Les partis politiques et les services de sécurité se demandent à chaque fois si et comment la Russie s'ingérera dans le processus électoral, craignant qu'elle influence l'issue du scrutin et même qu'elle provoque une crise démocratique. Ces craintes sont pleinement justifiées. Les prochaines élections européennes sont une cible de premier choix pour les Russes. La Russie a des raisons, les moyens et l'occasion de chercher activement à influencer l'issue du scrutin.

Une Union européenne prospère et démocratique constitue une réelle menace pour le Kremlin, dans la mesure où elle représente un autre modèle suffisamment puissant pour éloigner de son giron des pays tels que l'Ukraine. Alors que nous en savons plus aujourd'hui sur son rôle dans le Brexit, et comme en atteste son soutien à la campagne de Marine Le Pen en 2017, la Russie tente d'appuyer les forces de la désintégration européenne.

Les élections européennes à venir représentent donc une occasion unique pour la Russie. Face à la montée en puissance d'un bloc d'extrême droite et à des électeurs guidés par des questions nationales et sub-nationales disparates, elle cherchera à peser de tout son poids dans la balance.

La Russie est tout à fait en mesure d'influencer les événements électoraux. Son outil le plus puissant et le plus direct est son service de renseignement, qui pirate et subtilise des informations sur les opposants politiques du candidat qui a les faveurs du Kremlin. La divulgation publique d'informations volées avant une élection, comme cela a été fait de façon très efficace lors des élections américaines de 2016 et avec moins de succès lors des élections françaises de 2017, démontre la volonté et la capacité d'ingérence des Russes.

Le principal enseignement à tirer de ces événements est que la cybersécurité doit être prise très au sérieux lors des campagnes électorales. Nous devons partir du principe qu'il y aura ingérence et être prêts à réagir. Par exemple, en introduisant de



faux documents sur son serveur, l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron a fait en sorte que la presse ne puisse pas considérer comme authentiques tous les documents publiés, empêchant de ce fait la diffusion du contenu volé. En outre, les publics américain et européen sont aujourd'hui très conscients du problème.

Il importe également que les équipes de campagne prennent des mesures pour protéger leurs données et analyses, car elles peuvent constituer des ressources précieuses pour leurs opposants. Par exemple, lors des élections américaines de 2016, les Russes ont dérobé au Comité national démocrate des analyses sensibles, qui auraient été extrêmement utiles à l'équipe de campagne de Donald Trump.

La menace la plus visible, et d'une certaine manière la plus dérangeante, est la capacité de la Russie et d'autres acteurs étrangers à influencer l'opinion publique par le biais des médias sociaux. Si les répercussions politiques de ces tentatives ont été volontiers exagérées, la Russie a souvent réussi à influencer le discours public sur des sujets controversés. Le projet Hamilton 68 du German Marshall Fund a mis au jour les

“
La menace la plus visible, et d'une certaine manière la plus dérangeante, est la capacité de la Russie et d'acteurs étrangers à influencer l'opinion publique par le biais des médias sociaux.
 ”

efforts déployés par la Russie pour amplifier des questions clivantes, telles que les caravanes de migrants et les violences policières contre la communauté noire. Le développement du sentiment anti-migrants en Europe est particulièrement intéressant pour la Russie.

La meilleure chose à faire, pour les équipes de campagne, est de se tenir prêtes à aborder les questions litigieuses comme celle de l'immigration. Compte tenu de la capacité des acteurs étrangers à amplifier et à influencer les informations, il peut être difficile d'éclipser ou de minimiser les sujets controversés. Les équipes de campagne devraient également « travailler » la presse en évoquant avec elle, dès le début de la campagne et à intervalles réguliers, les risques que des acteurs étrangers dramatisent ces questions.

Enfin, si les équipes de campagne voient quelque chose, elles doivent le dire. La sensibilisation du public aux ingérences étrangères a renforcé la résilience des citoyens et de la presse en la matière. Lors des élections américaines de mi-mandat en 2018, cette vigilance a probablement dissuadé les Russes de s'immiscer dans le processus électoral, ou a du moins atténué l'effet d'éventuelles ingérences.

Bien que le débat ait essentiellement porté sur les influences en ligne – notamment parce que c'est sur la toile que les actions des acteurs étrangers hostiles ont été les plus visibles du public – l'opacité du financement des campagnes et les formes d'espionnage plus traditionnelles représentent également un défi majeur pour les équipes de campagne, les forces de l'ordre et les services de renseignement.

Les États-Unis et l'Europe ayant réagi très mollement aux interférences étrangères, il sera difficile de dissuader des acteurs pernicieux de s'immiscer dans de futures élections. Ces ingérences sont malheureusement devenues la norme. Les campagnes progressistes et les mouvements de lutte contre l'extrême droite doivent être prêts à réagir. L'avenir de l'Europe pourrait bien dépendre de leur capacité à le faire.



Plusieurs thèmes se recoupent et soulignent un élargissement des programmes au-delà de la politique et de l'utilisation des technologies de l'Internet dans la société. Nous devons mettre un terme au cloisonnement, nous ne pouvons pas laisser subsister des ambiguïtés et des zones grises, ou laisser les groupes d'extrême droite, les populistes ou les adeptes de la politique régressive s'engouffrer dans la brèche. Nous pensons qu'il est temps de combler ce fossé, de créer de nouvelles structures, de réconcilier la politique progressiste avec la technologie, et de poser les bonnes questions.

COMBLER LE FOSSÉ ENTRE LA TECHNOLOGIE ET LA POLITIQUE PROGRESSISTE EN EUROPE

par Donatella Della Ratta et Geert Lovink

Les tensions entre, d'une part, le côté immatériel et mondial des médias sociaux et, d'autre part, le côté très concret du terrain et de l'action politique, ne cessent de s'intensifier. Curieusement, les technologies numériques se font de plus en plus petites, invisibles, et s'intègrent chaque jour un peu plus dans notre quotidien complexe et hyperconnecté. Les politiques technologiques et l'utilisation des technologies par les partis et mouvements politiques n'en sont pas devenues plus réalistes pour autant.

Force est de constater qu'il devient de plus en plus difficile pour les techniciens et pour les militants de communiquer avec la population locale. Ils semblent s'être réfugiés dans le monde beaucoup plus familier et confortable des milieux internationaux et cosmopolites animés de la même vision qu'eux. Pensez, par exemple, aux militants de la place Tahrir qui, après avoir libéré le pays, se sont vu éjectés de la place et de leur propre mouvement, devenant totalement étrangers à la politique locale, pour être ensuite remplacés par un parti local qui, à son tour, a été étouffé par un mélange plus répressif d'autoritarisme local et d'intérêts mondiaux.

“
Bien que Facebook soit perçu comme l'ennemi public numéro un, tout le monde continue de l'utiliser.
 ”

Les médias sociaux sont un outil de fantasme collectif que certains appellent la « démocratie directe ». Cette culture politique a été créée par des images qui ont perdu depuis longtemps leur fonction représentative. Nous assistons à l'avènement d'une réalité nouvelle, augmentée, dans laquelle la politique ne joue plus le rôle qui était traditionnellement le sien. Si l'écrit a toujours sa place en politique, même sur les médias sociaux tels que Facebook et Twitter, il semble inévitable que le visuel l'emportera dans un avenir proche. À quoi ressemblera la politique fondée sur l'image ?

Certains ont déjà emprunté cette voie. Le mouvement Cinq étoiles, en Italie, s'est développé à partir d'un blog personnel. Il s'est autoproclamé « peuple des réseaux », par opposition au modèle de parti politique traditionnel. Son principal objectif a toujours été de faire de la politique au niveau professionnel. Le mouvement se présente comme une entité proactive en perpétuel changement, qui emprunte la dynamique du Web 2.0 en utilisant des termes tels que démocratie participative, horizontalité, P2P ou égalité d'accès. Contrairement à ce que peut laisser croire son vocabulaire, le mouvement s'est, en réalité, construit autour d'un blog personnel (celui de Beppe Grillo). Seul un petit groupe interne de membres de l'élite a pris part aux décisions (au travers de la plateforme dite « Rousseau »). Parallèlement, Beppe Grillo a sillonné le pays, consacrant une grande partie de son temps et de son énergie à la mise en place d'une structure dont la base est constituée de militants. Son succès tient à l'association de réseaux sur Internet et du soutien du peuple au niveau local.

Au cours de la précédente décennie, la Gauche s'est totalement déconnectée de ces deux éléments vitaux. Elle n'a jamais

“

Pouvons-nous affaiblir le modèle commercial des médias sociaux en « piratant » les plateformes ou en y produisant le moins de données possible ?

”

compris la dimension organisationnelle de l'Internet, pas plus qu'elle n'a trouvé de moyens de réinventer sa relation avec les populations locales. Quels enseignements pouvons-nous tirer de la façon « originale » dont le populisme de droite a accru sa visibilité et son influence à travers l'Europe ? L'association de l'élément « web », universel et virtuel, à une action locale très concrète peut-elle aussi jouer en faveur de la politique progressiste ? Ou cette combinaison « globale » sert-elle uniquement les programmes conservateurs ? Comment les mouvements sociaux peuvent-ils réinventer leur relation avec les intérêts locaux ? La Gauche d'aujourd'hui est-elle devenue un groupe élitiste qui s'appuie uniquement sur ses liens internationaux immatériels ?

Des analyses du « moi » virtuel menées récemment ont donné lieu à deux interprétations différentes. La première a conclu que le culte du « moi » sur les médias sociaux a donné naissance à une culture de l'individualisme isolé, à une précarité désorganisée, qui finit par conduire au stress psychique, au burn-out et à la dépression. En d'autres termes, une tristesse organisée. L'autre interprétation s'en tient à la vieille promesse de la libération du « moi » comme valeur progressiste. L'autonomisation et l'autodétermination doivent favoriser la créativité, la diversité et de nouvelles formes d'innovation socio-économique. Les deux analyses restent centrées sur l'individu.

#DigitalRevolutionLes #Progressistes sont autant déconnectés des as de la technologie que des militants locaux @glovink, @donatelladr



Bien que Facebook soit perçu comme l'ennemi public numéro un, tout le monde continue de l'utiliser. La question n'est pas de savoir s'il faut renoncer à Facebook puisqu'il existe aussi Instagram, WhatsApp, et les autres applications du même ordre (sans parler de Google). Pour nombre d'entre nous, quitter Facebook n'est pas envisageable, car cela mènerait à l'isolement social et réduirait les possibilités à court terme de mobiliser et d'informer le public potentiel au travers de différents événements et campagnes. Nous avons besoin d'une alternative post-coloniale, car une grande partie de la population mondiale se rabat massivement sur Facebook en l'absence d'autres espaces physiques où se rencontrer et discuter/conspirer. Quitter les grandes plateformes de médias sociaux est donc un choix élitiste réservé aux bien-pensants. Comment développer des solutions organisationnelles alternatives à l'ombre des plateformes, vers lesquelles nous importerions ensuite les résultats, en les utilisant uniquement à des fins de « diffusion » - étant donné que c'est là que se situe la masse critique d'individus ? Pouvons-nous affaiblir le modèle commercial des médias sociaux en « piratant » les plateformes, en les exploitant et en les monopolisant tout en y produisant le moins de données possible ?



> AUTEUR

Donatella Della Ratta est une théoricienne des médias et écrivaine italienne, spécialiste des cultures arabes contemporaines. Elle a coécrit *Arab Media Moguls* (2015). En 2018, Pluto Press a publié son ouvrage intitulé *Shooting a Revolution-Visual Media and Warfare in Syria*.

L'internet au service du bien commun

par *Geert-Jan Bogaerts*

Les mouvements de droite dépeignent l'Europe comme un monstre bureaucratique assoiffé de pouvoir et d'argent. Une partie de la Gauche progressiste la considère comme un club de privilégiés représentant les intérêts industriels mondiaux des banques et des géants de la finance. Comment redéfinir l'Europe autrement, en évitant cette opposition réductrice? Comment concilier l'élément local que nous prônons ici et des formes de solidarité transnationales? Comment rapprocher le macro du micro, comment empêcher le macro de devenir une dimension immatérielle et distante, tandis que le micro dégénère en un provincialisme ennuyeux et égoïste?

Si nous ne réagissons pas, si nous ne gagnons pas les élections, rien ne changera. Comment surmonter l'ennui, projeté au niveau national? Que signifie le fait que nous céditions les organes de l'État-nation à des populistes de droite, et combien de temps encore agirons-nous de la sorte?



> AUTEUR

Geert Lovink est un théoricien des médias et critique d'Internet néerlandais. Il est également le directeur de l'Institute of Network Cultures et l'auteur de *Social Media Abyss* (2016), *Organization after Social Media* (2018, co-écrit avec Ned Rossiter) et *Sad by Design* (2019).



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Geert-Jan Bogaerts est à l'origine de la coalition néerlandaise *PublicSpaces*, dont l'objectif est de renforcer le domaine public sur internet. Il dirige le service Innovation et médias numériques de la chaîne néerlandaise *VPRO*, où il se consacre au développement numérique, à l'innovation et à la stratégie de distribution.

MICROCIBLAGE ET IA EN PÉRIODE D'ÉLECTION : LE NOËUD SE RESSERRE

par Tom Dobber, Judith Möller et Frederik Zuiderveen Borgesius

| Le microciblage est une technique opaque par nature, une forme de communication directe avec l'électeur individuel.

L'intelligence artificielle est-elle en train de tuer la démocratie ? La réponse courte est non, mais elle affecte bel et bien les principes au cœur des sociétés démocratiques.

Examinons l'un des piliers de la démocratie : les élections. Elles sont précédées d'une période de campagne, pendant laquelle les électeurs peuvent faire leur marché parmi tout un éventail d'idées politiques. Les partis politiques cherchent à atteindre les électeurs au travers des médias et en les abordant directement, dans le but de remporter leur vote. Dans une démocratie idéale, les citoyens peuvent ainsi voter pour leur parti favori en toute connaissance de cause et le résultat du scrutin reflète la volonté du peuple.

Puis est arrivée l'intelligence artificielle. L'affaire Cambridge Analytica a montré que grâce à l'intelligence artificielle, les

partis politiques pouvaient cibler chaque citoyen avec des informations sur mesure. Ce microciblage politique en ligne consiste à surveiller le comportement des usagers de la toile et à utiliser les données ainsi collectées – parfois accompagnées d'autres informations – pour leur envoyer des publicités politiques ciblées. Il ne représente pas forcément une menace pour le processus électoral. En réalité, cette technologie est autant synonyme de promesses que de menaces pour la démocratie.

Pour les citoyens, le microciblage offre la possibilité de recevoir des publicités plus pertinentes. Les publicités microciblées sont conçues pour des électeurs spécifiques, ce qui augmente la probabilité

que le destinataire se préoccupe réellement des questions qui y sont abordées. Par exemple, une infirmière pourrait être intéressée d'apprendre que les politiques ne se préoccupent pas seulement de l'inflation, de la discipline budgétaire ou du commerce international, mais bien d'autres enjeux tels que le don d'organes, le pouvoir des assurances maladie et la diminution de la pression au travail dans le milieu médical. Ce type d'informations peut être plus utile à l'infirmière pour faire un choix en toute connaissance de cause une fois dans l'isolement.

Pour les partis politiques, l'avantage du microciblage est qu'il permet de communiquer de manière plus efficace. Par le passé,

L'#IA n'est en pas en train de tuer la démocratie, du moins pas encore ! @TomDobber, @judith_moeller & @fborgesius



les partis perdaient du temps et gaspillaient des ressources à toucher des électeurs qui ne comptaient de toute façon pas voter, ou du moins pas pour eux. Les analyses de données permettent aux partis de mieux cerner leur électorat et, par conséquent, de dépenser leurs ressources et leur temps à meilleur escient, en touchant uniquement leurs électeurs potentiels, avec un message plus direct.

Les techniques de microciblage peuvent également diversifier le débat public. Les campagnes politiques traditionnelles de communication de masse se limitent souvent à quelques grands enjeux. Le microciblage permet aux partis d'informer leur électorat sur un éventail plus large de questions, telles que la pression au travail dans le secteur de la santé, par exemple.

Ce procédé soulève toutefois de sérieuses préoccupations. Il constitue notamment une

menace pour la vie privée. La promesse de cette technique peut pousser les entreprises et les partis politiques à collecter des données en masse sur les électeurs, ce qui compromet le secret du vote, mais entraîne aussi la création d'ensembles de données contenant des informations sur les préférences et les comportements de chaque citoyen.

De plus, il s'agit d'une technique opaque par nature, une forme de communication directe avec l'électeur individuel. En conséquence, les publicités ciblées ne sont vues que par quelques électeurs. On pourrait imaginer que chaque citoyen reçoit des informations uniques, sur mesure, que personne d'autre ne pourrait voir ni même connaître. De telles extrémités ouvriraient la voie à la manipulation et à la tromperie des électeurs. Par exemple, à un étudiant, un parti pourrait promettre des investissements dans l'enseignement et une diminution des retraites en

contrepartie, puis promettre exactement l'inverse à un retraité. L'étudiant ne verrait pas les clips de campagne visionnés par le retraité, et vice-versa. Les partis politiques pourraient également utiliser l'analyse de données pour cerner les craintes d'une personne et les exploiter avec des publicités personnalisées.

Le microciblage peut par ailleurs exacerber les inégalités entre les partis riches et ceux qui disposent de moins de fonds. Les partis plus fortunés peuvent acheter plus de données, engager de meilleurs analystes, de meilleurs concepteurs, et ainsi couvrir les enchères des partis plus pauvres pour un spot sur le flux Instagram d'électeurs potentiels.

Enfin, il convient de s'inquiéter de la fragmentation de la sphère publique. Les citoyens reçoivent de plus en plus de messages à propos des quelques enjeux qui les intéressent personnellement ; ces

messages étant envoyés uniquement par les partis correspondant à leurs préférences politiques. En bref, les risques sont considérables, et s'ils se matérialisent, notre processus démocratique sera en danger.

Nous ne devrions pour autant pas exagérer l'impact du microciblage. Katherine Haenschen et Jay Jennings ont récemment publié une étude intitulée « Mobilizing Millennial Voters with Targeted Internet Advertisements » (mobiliser le vote de la génération Y au moyen de publicités ciblées sur Internet). Cette étude révèle que les publicités en ligne permettent bel et bien de mobiliser des électeurs, en particulier les jeunes, habitant dans des circonscriptions où les sondages sont serrés, mais l'impact reste faible (moins de 2 % des électeurs sont concernés).

Néanmoins, parfois, un parti n'a besoin que de quelques voix supplémentaires pour remporter une élection : Donald Trump a remporté l'État du Michigan avec une marge de 0,3 point de pourcentage (10 704

voix), et Hillary Clinton a remporté l'État du New Hampshire avec la même marge (2 736 voix).

En outre, à mesure que la technologie se développe, le microciblage pourra de plus en plus tirer parti des failles des électeurs, en exploitant leurs préférences et leurs peurs. L'intelligence artificielle peut également être utilisée pour mettre au point des messages sur mesure convaincants. L'infirmière pourrait, l'air de rien, recevoir une série d'articles sur les "burnouts" dans le milieu médical, juste avant d'être ciblée par des informations personnalisées sur un parti politique dont l'objectif est d'alléger la pression que subissent les infirmières. En d'autres termes, le microciblage permettrait de produire des publicités capables de convaincre, à un moment donné, une personne spécifique de voter pour un parti, sans que personne ne s'en rende compte. C'est à la lumière de ces possibilités que nous devons nuancer la réponse donnée en début d'article. L'IA n'est pas en train de tuer la démocratie, du moins pas encore.

“
*À mesure que
 la technologie
 se développe, le
 microciblage pourra
 de plus en plus tirer
 parti des failles des
 électeurs, en exploitant
 leurs préférences
 et leurs peurs.*
 ”



> AUTEUR

Tom Dobber prépare son doctorat à l'Amsterdam School of Communication Research (ASCoR) de l'Université d'Amsterdam.



> AUTEUR

Judith Möller est professeure adjointe de communication politique à l'Amsterdam School of Communication Research (ASCoR) et chercheuse à l'IViR Institute for Information Law de l'université d'Amsterdam.



> AUTEUR

Frederik Zuiderveen Borgesius est professeur de droit à l'Institute for Computing and Information Sciences de l'université Radboud de Nijmegen et chercheur à l'IViR Institute for Information Law de l'université d'Amsterdam.



LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU DÉFI DU CYBERESPACE

par Christophe Rouillon

Comment combler le fossé entre la technologie et les progressistes ? En faveur d'une formation des militants et des élus progressistes, Christophe Rouillon encourage les sociaux démocrates à s'inscrire dans la démocratie 2.0. Un challenge pour les prochaines élections européennes.

“

Est-ce une coïncidence si l'affaiblissement de la social-démocratie a débuté avec l'arrivée d'internet et s'est accélérée avec la montée en puissance des réseaux sociaux ?

”

*#Gauche #Democratie Les
#Progressistes doivent passer à la
vitesse supérieure en recourant à des
spécialistes de la démocratie 2.0, en
formant les activistes, les militants
et les élus à la culture des réseaux
sociaux @ch_rouillon @PES_CoR*



Le cyberspace numérique constitue un nouvel espace d'expression publique que les responsables politiques ne peuvent plus ignorer. C'est à la fois une avancée dans la mesure où le débat public est élargi et participatif. Mais c'est également un risque du fait d'une remise en cause perpétuelle de la valeur démocratique de la délégation de pouvoir par voie électorale, de l'inégalité d'accès au numérique source d'inégalité sociale, de la priorité donnée à la polémique et à l'instant présent, plutôt qu'à la réflexion et une politique au long terme.

La Social-démocratie au gouvernement tant au plan local que national intègre l'idée de compromis, d'avancées pas à pas, de confrontations constructives des idées dans le cadre de la démocratie représentative et de la modération. Est-ce une coïncidence si l'affaiblissement de la social-démocratie a débuté avec l'arrivée d'internet et s'est accélérée avec la montée en puissance des réseaux sociaux ?

La société numérique pousse à la radicalisation des opinions, à la provocation disruptive et à la culture de la post-vérité. L'exacerbation des peurs, la haine des élites, le rejet des contraintes et le simplisme politique discréditent notre modèle de légitimité

politique basé sur la conquête des connaissances, sur la réussite académique ou sur l'éducation populaire.

Les sociaux démocrates misent sur la réflexion, l'analyse, le raisonnement cartésien, le fruit de l'expérience, le temps long de l'explication. Comme le disait Jean Jaurès dans son discours à la jeunesse à Albi en 1903 : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »

Les médias sociaux donnent une prime aux émotions, à l'irrationnel, à l'image contre l'écrit, à l'instrumentalisation de la haine. Les grands vainqueurs de cette nouvelle donne sont Beppe Grillo, Matteo Salvini, Boris Johnson, Donald Trump, Rodrigo Duterte ou encore Flacio Bolsonaro. La vague qui submerge la Social-démocratie vient de toutes parts. En Italie, ce sont la Lega et les Cinque Stelle. En Allemagne, c'est l'AfD. En France, ce sont les Insoumis ou le Front National. Bien entendu, les sociaux-démocrates sont actifs sur les réseaux sociaux. Mais avons-nous pris la mesure de la révolution en route ? Je ne le pense pas.

“

*Face à la dictature
de l'émotion, de
la dérision, de la
calomnie, de la haine,
nous ne gagnerons
jamais sur le registre
de la seule vérité et de
la rationalité. Nous
devons articuler la
raison et l'émotion,
le cerveau et le cœur,
le cœur et les tripes.*

”

Face à la dictature de l'émotion, de la dérision, de la calomnie, de la haine, nous ne gagnerons jamais sur le registre de la seule vérité et de la rationalité. Nous devons articuler la raison et l'émotion, le cerveau et le cœur, le cœur et les tripes. Le succès médiatique des Gilets jaunes doit nous faire réfléchir sur la force de l'image, du témoignage dans son salon ou dans son camion, sur la force de la vidéo en moins d'une minute.

Les sociaux démocrates restent attachés au modèle des grands discours et des réunions de sections alors que l'expression politique s'est déportée en B2B dans la rue, sur les ronds-points, sur les places de nos villes et de nos villages. La communication politique est aussi une arme géostratégique, la continuation de la guerre par d'autres moyens. Nous avons été naïfs au moment du Brexit face aux manipulations d'État de Cambridge Analytica. Sommes-nous plus lucides face à Steve Bannon, aux usines à Trolls de Saint Pétersbourg, à Russia Today ou à Sputnik ? Il faut prendre la mesure des ingérences extérieures des partisans de la Demokratur qui perçoivent les sociaux-démocrates comme un obstacle sur la voie de la destruction du modèle libéral et démocratique européen.

Les sociaux démocrates doivent passer à la vitesse supérieure en recourant à des spécialistes de la démocratie 2.0, en formant les activistes, les militants et les élus à la culture du post, du tweet et de la vidéo express. Dans la perspective des élections européennes, la formation de ses maires, de ses présidents de Régions, de ses représentants locaux à l'utilisation des réseaux sociaux sera la priorité du Groupe Socialiste du Comité européen des Régions.

Il n'y a pas de rente politique. La dernière campagne présidentielle en France l'a montré. La Roche Tarpéienne reste proche du Capitole. La social-démocratie est vitale pour l'avenir et la cohésion de l'Europe. Le populisme de gauche n'est que l'antichambre du populisme de droite. La social-démocratie peut encore apporter une alternative crédible et durable à l'ultra-libéralisme. Sans renier nos valeurs, changeons de braquet, renforçons notre communication numérique. Articulons la rationalité avec les émotions. Faisons encore rêver même si nous devons toujours conjuguer désir de changement et culture de gouvernement. Soyons populaires sans être ni populistes, ni « populaciers » selon l'expression de Cicéron face au conjuré Catilina !



> **AUTEUR**

Christophe Rouillon est maire PS de Coulaines en France et 2ème Vice-président de Le Mans Métropole. Il est également Membre du Comité européen des Régions.



Résister à la surveillance

Interview avec **Shoshana Zuboff** par **Olaf Bruns**

Shoshana Zuboff

est professeur honoraire à la Harvard Business School.

Depuis la publication de son livre « In the Age of the Smart Machine » en 1998, elle consacre sa carrière à l'étude du numérique, ses conséquences sur les individus et sur la société, ainsi que sa relation avec l'avenir du capitalisme. Son nouveau livre, intitulé « The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power », est paru en janvier 2019.

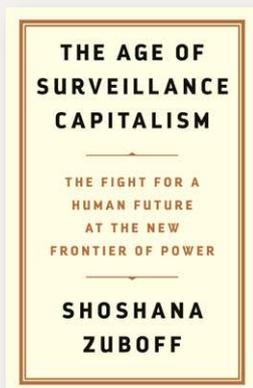
Dans son nouveau livre, « Surveillance Capitalism », Shoshana Zuboff explore une nouvelle page de l'histoire du capitalisme, où les géants de la technologie et de plus en plus d'autres secteurs de l'économie engrangent des bénéfices grâce à des données obtenues des citoyens sans leur consentement et transformées en matière première pour la prévision des comportements – avec des effets dévastateurs sur l'économie, la démocratie et la vie des individus.

Progressive Post : *Votre nouveau livre s'intitule « Surveillance capitalism » (le capitalisme de surveillance). Comment décririez-vous précisément ce concept ?*

Shoshana Zuboff : Le capitalisme évolue en prenant des éléments qui se trouvent en dehors du marché pour ensuite les intégrer dans la dynamique du marché, afin qu'ils puissent être vendus et achetés. À cet égard, le capitalisme de surveillance suit le modèle traditionnellement observé dans l'histoire du capitalisme. Mais il le fait en marquant un sombre tournant. Le capitalisme de surveillance s'empare unilatéralement d'expériences privées pour les injecter sur le marché sous la forme de données comportementales. Ces données servent ensuite de matière première pour des procédés informatiques permettant de discerner des modèles de prévision. Et ces nouveaux « produits de prévision » sont ensuite vendus sur un marché d'un nouveau genre, qui se spécialise exclusivement dans ces paris sur les comportements humains futurs.

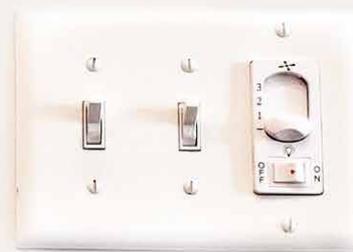
PP : *Comment a-t-il vu le jour ?*

SZ : Le capitalisme de surveillance a été inventé par Google en 2001, en réaction à une urgence financière. Il a été créé afin de rapidement monétiser les services de recherche en ligne. Et il a rencontré un tel succès qu'il a migré sur Facebook et, quelques années plus tard, il est devenu l'option par défaut de la plupart des startups du secteur des technologies, sur les applications, etc. Mais nous ne pouvons plus dire que le capitalisme de surveillance se limite au secteur des technologies, car il s'étend désormais à l'ensemble de l'économie. On le retrouve dans le secteur des assurances, de l'automobile, de la finance et de la santé, dans l'enseignement et dans presque chaque produit qualifié d'« intelligent ». Et chaque service qui se veut « personnalisé »



#CapitalismeDeSurveillance :
*comment s'en défaire et retrouver
notre liberté – un entretien avec
@shoshanazuboff #EP2019*





“

Les capitalistes de la surveillance sont conscients que plus les gens seront au fait de ce genre de pratiques, plus ils voudront s'en protéger. S'ils veulent recueillir des données sur notre comportement, ils doivent le faire en secret.

”

participe à ces écosystèmes qui définissent les chaînes d'approvisionnement du capitalisme de surveillance.

PP : *Laissez-moi faire preuve d'un peu de naïveté : ils n'en ont pas plus après mes informations bancaires qu'ils ne jugent ou font chanter quelqu'un qui regarderait des vidéos pornographiques en ligne ou même lirait du contenu politique subversif sur la toile. Pourquoi devrions-nous avoir peur de ce phénomène ?*

SZ : L'appropriation unilatérale d'expériences humaines privées est l'essence même de la relation de surveillance. Personne ne vient vers vous pour vous dire : « Voici ce que nous voulons faire. Vous nous y autorisez ? » Les

| Nest est un thermostat qui peut être connecté à d'autres appareils de la maison. Il collecte des données sur tous les aspects du comportement des occupants de l'habitation.

capitalistes de la surveillance sont conscients que plus les gens seront au fait de ce genre de pratiques, plus ils protesteront et voudront se protéger. Si ces nouvelles entités veulent recueillir des données pour prédire nos futurs comportements, elles doivent le faire en secret. C'est le fondement de la relation sociale du capitalisme de surveillance : c'est un miroir sans tain.

Au niveau sociétal, avec le capitalisme de surveillance et ses manœuvres secrètes pour collecter toutes sortes d'informations à notre propos, nous avons créé des institutions privées qui existent en dehors de la gouvernance constitutionnelle. C'est à n'en pas douter le cas aux États-Unis, même si en Europe, la situation est légèrement différente. Donc jusqu'à présent, ces entités échappent largement aux règles de l'état de droit, à la surveillance et aux valeurs démocratiques, et elles génèrent une formidable asymétrie des connaissances. Elles savent tout de nous, mais nous ne savons presque rien d'elles. Elles utilisent leurs connaissances pour servir les objectifs commerciaux d'autres entités.

PP : *Nous ne les avons pas encore nommés, mais nous parlons des géants du secteur : Facebook, Google, etc. Google continue de marteler « Don't be evil » (littéralement, « ne soyez pas malveillants »), mais ne le sont-ils pas ?*

SZ : Ça n'a rien à voir avec la malveillance des gens, bien que cette question soit cruciale au regard du droit et de la réglementation. Il ne s'agit même pas de savoir qui fait partie des

gentils ou des méchants. Il s'agit d'une nouvelle logique économique, dictée par des impératifs économiques spécifiques. Ces entreprises doivent désormais répondre à ces impératifs économiques si elles veulent réussir.

PP : *Karl Marx a un jour écrit « le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel ». Y a-t-il un certain déterminisme dans la technologie aussi ? Si vous parvenez à enfermer les gens dans des millions de petits moulins de discipline virtuels et isolés, vous obtiendrez le capitalisme de surveillance ?*

SZ : Je pense qu'il s'agit là d'une erreur de catégorie fondamentale : la confusion entre la technologie et le capitalisme de surveillance. Je tiens à préciser que le capitalisme de surveillance et le numérique sont deux choses différentes.

Laissez-moi vous donner un exemple. Dans les années 2000, avant l'invention du capitalisme de surveillance, un petit groupe d'élites composé de concepteurs, de spécialistes des données et d'ingénieurs de l'université Georgia Tech a eu l'idée d'inventer la « maison consciente » (« aware home »), un concept très similaire à ce que nous appelons aujourd'hui les « maisons intelligentes ». Mais elle fonctionnait en circuit fermé : toutes les informations recueillies étaient directement destinées aux occupants de la maison. Et ils étaient très clairs : ces données étaient si intimes et personnelles que seuls

les occupants pouvaient décider de ce qu'ils voulaient en faire.

Avance rapide jusqu'en 2017 : l'Université de Londres a analysé un seul appareil de la « maison intelligente » : le « thermostat Nest », un produit de Google. « Nest » est un écosystème composé d'un thermostat et d'autres appareils de votre habitation pouvant s'y connecter. Il collecte une foule de données sur tous les aspects de votre comportement au sein de votre maison. Les chercheurs ont découvert qu'en installant un thermostat Nest, un consommateur consciencieux devrait examiner au minimum un millier de contrats de confidentialité, car toutes ces données comportementales sont désormais transmises à des tiers au travers du Nest.

Donc, nous avons les mêmes technologies, mais chacune est habitée par une logique économique fondamentalement différente. Et ici, c'est la logique économique, comme Max Weber le disait il y a longtemps déjà, qui détermine la manière dont ces technologies entrent dans nos vies, comment elles sont utilisées et leurs conséquences.

PP : *Dans la perspective des élections européennes, comment les méthodes du capitalisme de surveillance interfèrent-elles avec la démocratie ?*

SZ : Et c'est ici qu'intervient la deuxième erreur de catégorie : nous ne pouvons pas réduire le capitalisme de surveillance à une seule entreprise. À l'heure actuelle, beaucoup de regards se tournent vers Facebook, car nos processus électoraux en Europe et aux États-Unis ont surtout été altérés par le biais des médias sociaux. Mais je pense qu'il faut garder à l'esprit que les méthodes utilisées dans l'affaire Cambridge Analytica pour fausser les élections sont les mêmes que celles que les capitalistes de la surveillance utilisent au jour le jour pour influencer notre comportement au profit de leurs objectifs commerciaux.

“

Au XX^e siècle, nous sommes parvenus à trouver un équilibre entre les marchés et les démocraties au travers de l'élaboration de lois et de réglementations qui ont limité les excès du capitalisme, qui les ont subordonnés aux besoins d'une société démocratique.

”

Il existe aujourd'hui une série de moyens pour modifier les comportements, et ces moyens peuvent également être utilisés à des fins politiques. Et ce de la manière la plus viscérale qui soit : les arguments politiques et les informations qui nous parviennent semblent avoir été élaborés par le Quatrième pouvoir, par des journalistes professionnels qui respectent des normes et des critères spécifiques en matière de véracité de l'information. Mais ces informations sont corrompues intentionnellement pour nous tromper, pour influencer subrepticement notre comportement. Il s'agit évidemment d'un défi de taille pour la démocratie.

PP : *La démocratie est-elle confrontée à d'autres défis ?*

SZ : Il y a aussi des défis plus subtils : notre société démocratique est également érodée de l'intérieur par ces méthodes. Et ce,

car notre vie est de plus en plus définie par des réponses à des stimuli et par les récompenses et les sanctions subliminales qui saturent notre environnement dans cette nouvelle ère des médias numériques. Ces mécanismes érodent lentement notre autonomie morale.

Cette intervention dans notre autonomie est littéralement testée sur la population. En 2012, Facebook a lancé une gigantesque expérience en ligne sur le phénomène de « contagion », afin de voir s'il était possible d'utiliser des signaux subliminaux et des mécanismes de façonnement de la conscience pour modifier notre comportement de vote dans le monde réel. Un an plus tard, une autre expérience de ce type a été menée, également avec des signaux subliminaux, pour déterminer si ces derniers pouvaient modifier notre valence émotionnelle, de sorte à nous rendre plus tristes ou plus heureux. Les deux expériences ont fonctionné. Et dans les articles que les chercheurs ont écrits à ce sujet dans les revues scientifiques, ils se sont vantés que ces méthodologies permettaient de contourner la conscience de l'utilisateur.

PP : *Mais si ces entreprises sont déjà parvenues à s'immiscer si loin sous notre peau, ou plutôt dans notre tête, est-il encore possible d'envisager d'y résister ?*

SZ : Je ne pense pas que la résistance sera le problème. Aujourd'hui, il est impossible de savoir exactement quels aspects de notre expérience sont transformés en données, où sont envoyées ces données, qui les utilise et à quelle fin. Donc la première chose à faire, c'est de mettre un nom sur les choses, car nous savons que lorsque les gens apprennent l'existence de ce type de procédés, ils ont envie d'y résister. Ils veulent dire non. Donc il faut d'abord lever le voile, mettre au jour tous ces processus, puis la résistance viendra comme une réaction toute naturelle.

Cela amènera un changement radical dans l'opinion, et le public exigera que des mesures soient prises. Les responsables que nous avons élus seront obligés de se montrer plus rigoureux dans l'élaboration de la prochaine génération de lois et de réglementations censées nous protéger contre ce genre de procédés. Évidemment, le règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne constitue déjà un fameux pas en avant par rapport à ces vingt dernières années. Nous pouvons à présent nous appuyer sur le RGPD pour mettre au point des régimes réglementaires spécifiquement consacrés à ces mécanismes.

La propriété des données est avancée comme une solution pour la protection de la vie privée. Mais lorsque nous comprenons la voracité du capitalisme de surveillance et la manière dont il se nourrit, sans autorisation, de chaque aspect de nos expériences, la propriété des données est-elle vraiment suffisante ? Voulons-nous vraiment débattre de la propriété de données qui ne devraient pas exister en premier lieu ? Je compare cela à une discussion sur le nombre d'heures qu'un enfant de sept ans devrait travailler au sein d'une usine, quand nous devrions en réalité nous préoccuper du fait qu'aucun enfant ne devrait travailler.

Nous devons poser des questions de principe ici : est-il légitime que notre expérience soit récupérée sans aucune forme de consentement de notre part ? Est-il légitime que notre expérience soit transformée en données comportementales, en matière première pour la réalisation de prévisions ? Est-il légitime que ces prévisions soient vendues sur des marchés secondaires à des entreprises commerciales qui ont un intérêt à imaginer nos comportements futurs ? Et que ces opérations ne nous soient pas accessibles et que nous n'ayons rien à dire et aucun contrôle sur ces procédés ?

Combien de temps faudra-t-il encore pour que les gens décident de résister au #CapitalismeDeSurveillance ? @shoshanazuboff



PP : *Au-delà de l'indignation possible des citoyens lorsqu'ils comprendront comment la réalité est fabriquée autour d'eux, voire à l'intérieur de leur tête, quel est votre message aux décideurs politiques ?*

SZ : Le premier message à nos décideurs est que nous devons comprendre que s'il est important de réglementer le fonctionnement d'une entreprise et d'appliquer nos lois antitrust et nos lois sur la vie privée, il faut aussi aller plus loin : nous devons prendre conscience que le capitalisme de surveillance se répand dans notre économie. Nous devons comprendre les mécanismes qui lui sont propres et nous devons mener un débat public pour déterminer si ces mécanismes sont compatibles avec la souveraineté individuelle et avec la souveraineté démocratique. Nous devons ensuite chercher comment nous pourrions décider d'interrompre et de proscrire ces mécanismes.

PP : *Mais comment y parvenir selon vous ?*

SZ : Je pense que le capitalisme de surveillance est une mutation pernicieuse du capitalisme. Au XXe siècle, nous sommes parvenus à trouver un équilibre entre les marchés et les démocraties. Mais nous n'y sommes arrivés qu'au travers de l'élaboration de lois et de réglementations qui ont limité les excès du capitalisme, qui les ont subordonnés aux besoins d'une société démocratique et au bien-être des individus, tant sur le plan social qu'économique. Nous en sommes à ce moment de l'histoire.

Nous sommes dans un monde où nous ne pouvons fonctionner efficacement au quotidien sans emprunter les canaux qui constituent également les chaînes d'approvisionnement du capitalisme de surveillance. Nous leur fournissons nos expériences qu'ils transforment en données comportementales, lesquelles seront utilisées pour ces opérations secondaires à notre insu ou sans que nous puissions le contrôler. Nous devons donc trouver des alternatives. Et dès que ces alternatives existeront, nous y aurons tous recours.

PP : *Il existe déjà des alternatives : Telegram au lieu de WhatsApp, ou d'autres moteurs de recherche comme DuckDuckGo au lieu de Google. Mais ces initiatives n'ont pas encore véritablement décollé.*

SZ : Ces initiatives doivent prendre de l'ampleur. Nous avons des moteurs de recherche tels que DuckDuckGo qui préservent notre vie privée et c'est terriblement important. Certains pourraient arguer que Google est un meilleur moteur de recherche, mais ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que Google est sans doute meilleur en raison justement des pratiques que nous venons de décrier, et que l'amélioration de ses capacités de recherche a un prix que la plupart d'entre nous ne connaissent pas. Nous devons prendre conscience du vrai prix payé à Google pour ses recherches et de ses pratiques qui nous emmènent sur la voie au bout de laquelle nous trouvons Cambridge Analytica.

Nous sommes face à deux choix très différents ici. Et lorsque nous les confrontons, nous devons le faire sur tous leurs aspects, en étant bien conscients de leurs implications respectives. Et comme je l'ai dit au début : lorsque les choses sont transparentes et que les individus ont tous les éléments en leur possession, ils rejettent ces pratiques.



Les citoyens doivent s'organiser contre l'actuel régime des médias sociaux

Interview avec **Vincent Mosco** par Justin Nogarede

Vincent Mosco est professeur honoraire à l'Université Queen's et ancien titulaire de la Chaire de recherche du Canada en Communication et Société. Il a également enseigné la sociologie au sein de cette université.

Les « Big Tech » et les gouvernements sont en train de créer un puissant système de capitalisme de surveillance. Vincent Mosco propose des solutions, dont la mobilisation citoyenne, l'application de la législation anti-monopole, le démembrement de Google, Facebook et les autres, et la création d'alternatives européennes.

Progressive Post : *Dans votre livre « Becoming Digital », vous analysez la convergence entre différentes technologies (l'Internet des objets, le cloud computing, le big data) et le développement de l'« Internet de demain ». Quelles relations de pouvoir et quels intérêts entrent en jeu dans ce contexte ?*

Vincent Mosco : L'« Internet de demain » élargit considérablement l'Internet d'aujourd'hui en y introduisant de puissants systèmes et technologies. L'Internet des objets intègre des capteurs et des appareils de surveillance miniatures dans les objets du quotidien, et même dans les êtres humains. Des volumes considérables de données sont ainsi générés et sont de plus en plus stockés dans le cloud ou dans des centres de données qui en assurent la gestion et le traitement. Les outils d'analyse du big data utilisent des données pour étudier le comportement des objets et des individus, afin d'effectuer des prévisions et de définir des règles de décision connues sous le nom d'algorithmes. Ces derniers régissent de plus en plus nos vies. C'est dans un intérêt commercial qu'Amazon, Apple, Facebook,

Google et Microsoft promeuvent l'« Internet de demain » comme un moyen de vendre du matériel informatique, des logiciels, des produits et des services, ainsi que les données collectées sur les personnes et les objets. Les gouvernements, en particulier les États-Unis et la Chine, les soutiennent car ils peuvent ainsi mieux contrôler leurs citoyens grâce à une surveillance constante et élargir leur puissance militaire (je pense aux drones de combat notamment). Ils considèrent en outre ces entreprises comme vitales pour leur croissance économique. Ensemble, les « Big Tech » et leurs soutiens au sein des gouvernements ont mis en place un puissant système de capitalisme de surveillance.

PP : *Face à la convergence des intérêts des grandes entreprises technologiques et de l'État, que peuvent faire les citoyens ?*

VM : Les citoyens doivent comprendre l'histoire du pouvoir des entreprises dans le secteur de la communication. Aux États-Unis, et ailleurs à divers degrés, chaque nouvelle technologie médiatique – du télégraphe au téléphone, en passant par la

GDPR



Data Protection
Officer (DPO)



Conformité



25 mai 2018



Data Breaches



Personal Data

radiodiffusion – a souffert de la concentration des entreprises, du commercialisme, et de la dépendance face aux structures de l'armée et du renseignement. À chaque fois, les citoyens se sont mobilisés et ont remporté des victoires, dont le démantèlement de monopoles, la réglementation des prix et des services, la mise en place d'alternatives publiques aux systèmes commerciaux et la limitation de la militarisation des ressources de communication.

La montée du néolibéralisme a fait reculer bon nombre de ces initiatives citoyennes, avec des politiques en faveur de la déréglementation et de la privatisation, et la fin de l'application de la législation anti-monopole. Comme ils l'ont fait par le passé, les citoyens doivent s'organiser contre le régime actuel des médias sociaux, plaider pour une réglementation stricte du secteur dans l'intérêt de la population, et créer des alternatives publiques contrôlées par eux face aux grandes entreprises. Ils doivent se mobiliser pour empêcher les entités de l'armée et du renseignement d'enfreindre les droits de l'Homme, en limitant la surveillance exercée par le gouvernement et en réduisant massivement l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle pour mener des guerres contre des populations civiles.

PP : *Vous mentionnez les « mythes culturels » qui sous-tendent ces nouvelles technologies, permettant à la population de leur donner*

du sens et d'avoir moins peur. La technologie numérique est souvent assimilée à l'« innovation » et à l'« avancée inévitable du progrès », il est donc difficile de la critiquer.

VM : Nous construisons des mythes à chaque fois que nous créons de nouvelles technologies. Ces mythes ne s'apparentent pas seulement à des mensonges, à des histoires que l'on se raconterait pour surmonter les difficultés de la vie. Avec l'aide des grandes entreprises, les technologies numériques se sont vu doter d'un ensemble de superpouvoirs mythiques, dont celui de perturber, d'accélérer le progrès et de créer des transformations sociales, contribuant à l'élaboration de mythes encore plus importants sur la fin de l'histoire, la fin de la géographie et la fin de la politique.

Mais les cultures finissent toujours par générer des contre-discours qui transgressent les idées dominantes. Dans le cas du numérique, je recenserais trois idées, en commençant par la démocratie, ou la participation citoyenne la plus large possible aux décisions qui ont des répercussions sur nos vies. Il y a également la justice sociale, selon laquelle les individus, et l'ensemble des êtres vivants, ont le droit d'exister et de s'épanouir autant que possible. En particulier, les individus ont le droit de se construire en tant que personnes, à l'abri du capitalisme de surveillance, au travers notamment de la colonisation et de la quantification du soi. Enfin, il y a le mythe de l'universalité, qui porte sur l'utilisation du numérique pour

“

Les technologies numériques se sont vu doter d'un ensemble de superpouvoirs mythiques, dont celui de perturber et de créer des transformations sociales, contribuant à l'élaboration de mythes encore plus importants sur la fin de l'histoire, la fin de la géographie et la fin de la politique.

”



promouvoir l'égalité et créer une vision largement partagée du monde comme étant la responsabilité commune de l'humanité. Chacun de ces mythes coexiste avec la mythologie dominante, mais doit générer un plus large soutien pour supplanter les mythes principaux, les idées imaginaires dominantes de l'appareil culturel au pouvoir.

PP : *Vous dites que les infrastructures de communication ont été conçues par le passé comme un service public et que ce devrait toujours être le cas aujourd'hui. Comment cela se traduirait-il dans la pratique ?*

VM : La plupart des gens ne savent pas que les États-Unis ont établi un service public de communication dès leur fondation et qu'ils l'ont consacré dans la Constitution. Avec la création du Service postal américain, les pères fondateurs ont défini la communication comme un service indispensable auquel ont droit tous les Américains. À mesure que le capitalisme s'est développé, le concept de service public a été mis à mal par chaque nouvelle génération de médias de communication. Le passage à une mainmise totale du secteur privé, sans réglementation substantielle, à l'ère de l'informatique, a permis d'accélérer les innovations, mais il en a également résulté la création d'un capitalisme de surveillance qui menace les institutions publiques, les processus politiques et la vie personnelle des individus. Le retour au concept de service d'utilité publique, qui

régit l'approvisionnement de ressources essentielles telles que l'eau et l'électricité, est un moyen de reprendre le contrôle sur le monde numérique.

Il faudrait commencer par proclamer que la communication numérique est essentielle à la vie sociale, et définir des niveaux minimums de service et de connectivité pour tous. Une telle évolution pourrait nécessiter la mise en place d'une structure publique aux côtés, ou à la place, des sociétés commerciales qui dominent la sphère des médias sociaux. Des réglementations garantirait un accès universel aux moyens de communication et à l'information publique, le droit de contrôler nos données personnelles et de les déplacer vers le système de notre choix, y compris des centres de données contrôlés par les citoyens. La mise en place d'un service public permettrait de contrôler de manière stricte la surveillance exercée par les entreprises et les gouvernements. Elle garantirait également la transparence totale dans la définition et l'application des algorithmes.

PP : *En Europe, certains pensent que l'UE a « loupé le coche », qu'elle devrait retrouver sa souveraineté numérique, voire créer ses propres géants numériques. Que ce soit possible ou pas, nous avons le sentiment que l'UE devrait s'efforcer de mettre au point un nouveau modèle, qui se distinguerait de*

celui des États-Unis (dominé par le capital-risque, les monopoles, l'armée) et de la Chine (surveillance et contrôle de l'État). Qu'en pensez-vous ?

VM : Il convient de rappeler que les entreprises européennes ont un jour été des leaders de l'industrie mondiale des télécommunications. Il en va de même pour le Canada, où Nortel, JDS Uniphase et Blackberry ont dominé le secteur mondial. Ni les entreprises européennes ni les entreprises canadiennes ne sont parvenues à rivaliser avec les firmes américaines en pleine expansion. La croissance récente des secteurs des hautes technologies et des télécommunications en Chine a intensifié la concurrence à l'échelle mondiale.

Je suis d'accord qu'il serait bénéfique que l'industrie technologique numérique européenne se développe, mais pas seulement parce qu'elle pourrait rivaliser économiquement avec les firmes américaines et chinoises. Le succès économique des « Big Tech » aux États-Unis s'est fait aux dépens de la société et de la politique américaines, dont les valeurs fondamentales et les institutions s'effritent en partie à cause du pouvoir illimité des entreprises technologiques. La raison première de la création d'une version européenne des « Big Tech » serait d'offrir aux citoyens de l'UE et au monde une alternative aux modèles américain et chinois. La seule valeur positive du système américain qui vaudrait la peine d'être reproduite est son ferme engagement en faveur de l'éducation et de la recherche. Il

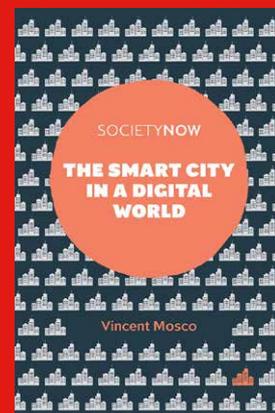
Les #BigTech et les gouvernements bâtissent les infrastructures du #CapitalismeDeSurveillance - Des contre-modèles #Européens pourraient offrir une alternative@Vmosco

faut l'admettre, cet engagement découle en partie des priorités militaires, mais beaucoup moins que nous pourrions le penser. En réalité, les États-Unis financent depuis toujours l'enseignement et la recherche avec des crédits de l'armée, même si ces activités n'ont rien à voir avec des applications militaires.

À l'exception du soutien à l'éducation, je ne reproduirais aucune des autres caractéristiques américaines. Un modèle alternatif, qui se fonde sur un développement significatif de l'enseignement et de la recherche, devrait également permettre aux citoyens de participer pleinement à l'urbanisme et à l'élaboration des politiques, comme l'a fait la ville de Barcelone. Ce nouveau système devrait être accessible à tous, garantir la protection de la vie privée et être conçu de sorte à bloquer le capitalisme de surveillance. Il devrait reposer sur des logiciels open source, donner aux citoyens le droit de contrôler leurs données personnelles et de les transférer vers les réseaux de leur choix. En réalité, il serait sage selon moi d'envisager un modèle de service public qui traite l'information de la même manière que l'eau et l'électricité, comme une ressource essentielle. Ces principes de base exigeraient une forte intervention de l'État, y compris la réglementation des entreprises actives dans l'UE et en dehors. Le règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE constitue un pas important dans la bonne direction, mais il faudra en faire beaucoup plus pour contrer le pouvoir des modèles américain et chinois.

The Smart City in a Digital World

Le nouveau livre de Vincent Mosco, *The Smart City in a Digital World*, sera publié en juin. Dans cet ouvrage, l'auteur s'interroge sur ce qui fait une ville intelligente. Il décrit, remet en question et propose des alternatives démocratiques à la vision selon laquelle tout commence et tout finit avec la technologie.



VM: « Au lendemain de la crise financière mondiale de 2008, les entreprises ont convergé vers les grandes villes pour vendre des technologies, collecter des données précieuses et renforcer la mainmise du secteur privé sur la vie urbaine. Elles se sont associées aux gouvernements pour promouvoir ce qui, en surface, ressemble à des avantages significatifs pour les citoyens : des rues plus sûres, un air plus pur, des transports plus efficaces, une communication instantanée pour tous, et des algorithmes qui s'occupent de tout régir à la place des êtres humains imparfaits. »

« Mais il y a un revers à la médaille : les villes intelligentes qui reposent sur la technologie renforcent leur surveillance, confient la gestion urbaine à des chefs d'entreprise non élus, avec leurs zones d'amélioration commerciale et leurs partenariats public-privé. Elles font reculer la démocratie, créent un paradis pour les hackers et accélèrent l'arrivée d'un changement climatique catastrophique. Pour l'auteur de *The Smart City*, il est important que l'humain reste aux commandes. Il explique que ce sont les citoyens qui font les villes intelligentes, et que les villes véritablement intelligentes se fondent sur une démocratie solide, soutiennent l'espace public et s'engagent en faveur d'un contrôle des citoyens sur la technologie. Dans cette perspective, il est essentiel de comprendre les technologies, les organisations et les mythes qui sous-tendent le mouvement mondial des villes intelligentes. Il faut également tenir compte de la résistance croissante à ce phénomène observé dans certaines villes européennes, dont Barcelone, Amsterdam et Oslo. Sur la base d'études de cas réalisées un peu partout dans le monde pour documenter la refonte d'anciennes villes et la création de tout nouveaux centres urbains, *The Smart City* nous guide à travers les méandres de la vie urbaine du futur à l'ère du numérique. »

LE CAPITALISME COGNITIF ET L'AGRESSION DE LA DÉMOCRATIE

par Laurent Alexandre

L'intelligence artificielle est une bombe à fragmentation pour la démocratie libérale. Selon notre conception d'un être humain dans tous les aspects de la société, il faudra tout repenser. Nous et notre société ne nous sauverons pas sans une remise en cause profonde des modes de fonctionnement actuels de la démocratie et des dirigeants qui comprennent les défis du tsunami technologique.

L'Intelligence Artificielle (IA) organise un vertigineux changement de civilisation en permettant le déchiffrement de nos cerveaux, le séquençage ADN et les modifications génétiques, la sélection embryonnaire et donc le « bébé à la carte » : cela bouleverse les consciences, choque les croyances et explose les clivages politiques traditionnels.

Elle transforme le monde des médias et autorise des formes radicalement nouvelles de manipulations des électeurs : le jeu et les équilibres politiques en sont compliqués.

Elle permet aux géants du numérique, à leurs clients et aux services de renseignement de comprendre, d'influencer et de

manipuler nos cerveaux : cela remet en cause les notions de libre arbitre, de liberté, d'autonomie et d'identité, et ouvre la porte au totalitarisme neuro- technologique.

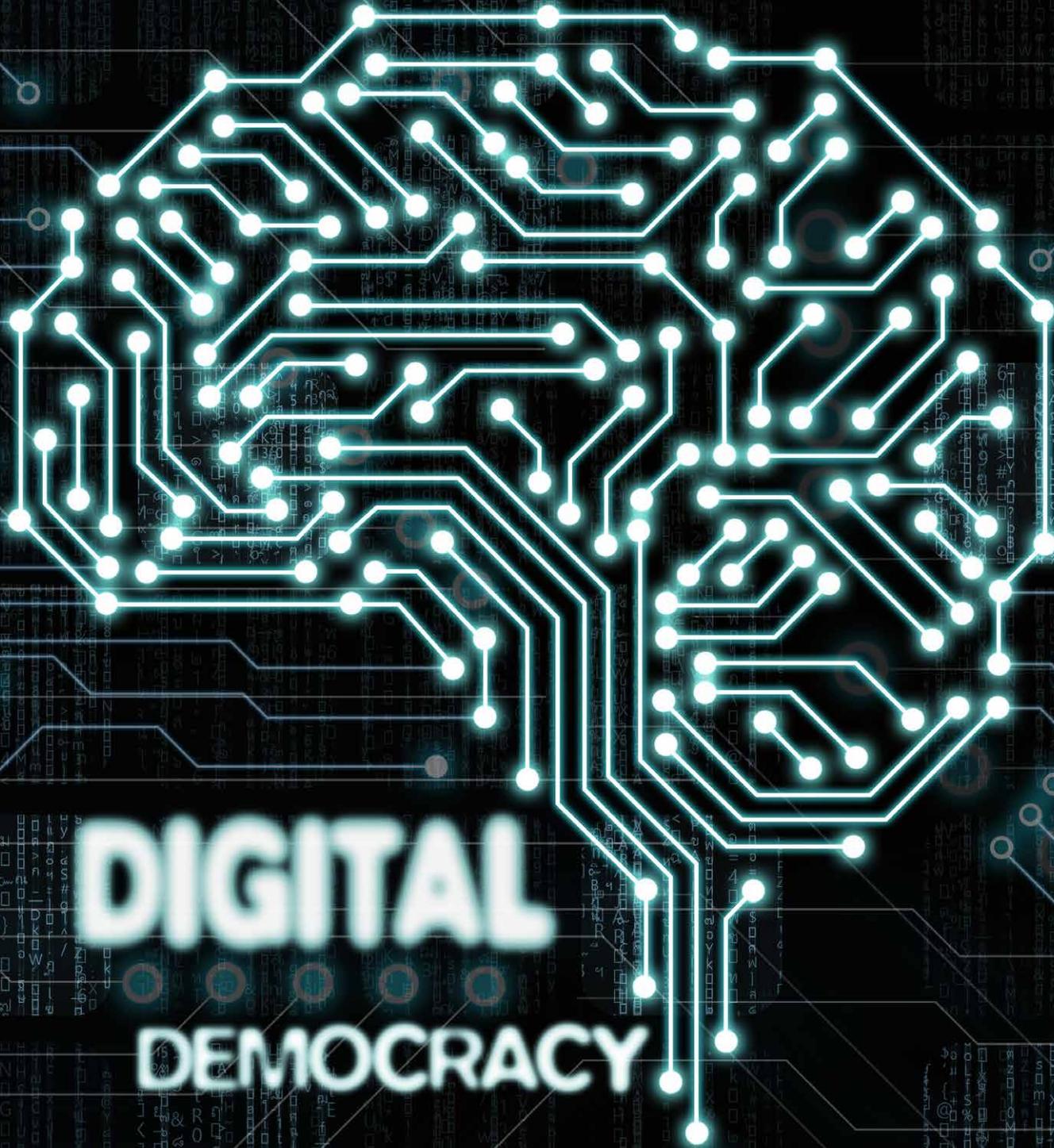
Elle accélère l'histoire en générant un étourdissant feu d'artifice technologique : les lents, archaïques et laborieux mécanismes de production du consensus politique et de la Loi sont bien incapables de suivre et de réguler tous ces chocs simultanés.

Elle remet en cause tous les ancrages et références traditionnels : dépassés par la violence et la rapidité des changements, les classes populaires s'ouvrent à toutes les aventures politiques même les plus baroques.

Face à l'AI peut-on encore sauver la démocratie ?
[@dr_l_alexandre](#)



© Shutterstock



DIGITAL DEMOCRACY

Elle confère à ses propriétaires – les patrons des géants du numérique – un pouvoir politique croissant : cela produit un coup d'État invisible.

Elle fait l'objet d'une guerre technologique sans merci : les hiérarchies entre individus, entreprises, méga-pôles et pays changent à une vitesse folle, ce qui crée quelques gagnants et beaucoup de perdants.

Elle donne un immense avantage aux individus dotés d'une forte intelligence conceptuelle à même de manager le monde complexe qu'elle construit : cela alimente le rejet des élites, le complotisme et la contestation des experts.

Elle génère mécaniquement des inégalités croissantes et des monopoles en concentrant la richesse autour des géants du numérique : cela attise le populisme.

Elle n'est pas comprise par les systèmes éducatifs qui précipitent les enfants vers les métiers les plus menacés par son développement, ce qui nous promet bien des gilets jaunes.

Elle se bâtit sur le premier territoire privatisé – le cyberspace – qui appartient aux géants

du numérique : cela réduit la souveraineté des états démocratiques.

Elle se fabrique quasi exclusivement à partir de données comportementales personnelles : les géants du numérique sont favorisés mais davantage encore le régime chinois orwellien de surveillance sociale qui devient son meilleur terreau.

Elle apporte, pour la première fois dans l'histoire moderne, un avantage économique et organisationnel aux régimes autoritaires : cela sape l'exemplarité du modèle occidental de démocratie libérale.

Elle ne pourrait être régulée que par des politiciens brillants, mais la vague populiste qui l'accompagne conduit l'opinion à réclamer au contraire une baisse des salaires des ministres et hauts fonctionnaires. Les géants du numérique peuvent donc récupérer les meilleurs talents, la défense de la démocratie est affaiblie.

Dans un monde remodelé par l'intelligence artificielle, technologie et démocratie deviennent contradictoires, faute d'une classe politique adaptée aux enjeux. Nous sommes

“

*L'Intelligence
Artificielle se bâtit
sur le premier
territoire privatisé
– le cyberspace – qui
appartient aux géants
du numérique :
cela réduit la
souveraineté des états
démocratiques.*

”

AI

dans une course de vitesse pour sauver la démocratie, hackée par la technologie.

Le sauvetage de la démocratie suppose un changement des élites politiques

Le capitalisme doit être réinventé. Les mécanismes traditionnels de régulation économique – fiscalité, droit de la concurrence, droit des brevets... – ne fonctionnent plus à l'ère du capitalisme cognitif.

L'ingénierie technologico-politique chinoise est une réussite éblouissante. La vision à long terme des démocraties qui deviennent des « technotatures » sera supérieure au modèle en crise du libéralisme politique et de l'économie sociale de marché. Nos élites doivent retrouver le sens du temps long.

La classe politique fait semblant de croire que l'école et la formation professionnelle vont mettre à niveau la population face à l'IA. L'éducation va beaucoup décevoir : elle n'a jamais démontré sa capacité à augmenter les capacités intellectuelles. Il faudrait que la classe politique admette qu'il faut investir autant dans la recherche en pédagogie que nous investissons dans la lutte contre le cancer pour commencer à réduire les inégalités intellectuelles.

Sauver la démocratie va exiger des décennies de travail et ne pourra passer que par une profonde remise en cause de son fonctionnement actuel et l'émergence d'élites comprenant le tsunami technologique.



> AUTEUR

Laurent Alexandre est un spécialiste des développements technologiques et des défis qu'ils génèrent. Il est chirurgien, neurobiologiste fondateur de Doctissimo, et de nombreuses entreprises de haute technologie. Son dernier livre est L'IA va-t-elle aussi tuer la démocratie?

Interview de Gustavo Cardoso,

Professeur en science de la communication - ISCTE-IUL Lisbonne





Renoncer à l'austérité, créer des emplois et augmenter les salaires pour sauver la #ZoneEuro par @Jayati1609



| Le meilleur choix pour l'Europe : concevoir une stratégie de relance axée sur l'emploi, capable de redresser aussi les déséquilibres de la balance courante dans la zone euro.

Dans les cadres juridiques existants, les problèmes de l'Europe semblent quasiment impossibles à résoudre, compte tenu des tendances politiques de plus en plus caractérisées par la colère et des réactions nationalistes de toutes parts. Mais comment se tirer de ce pétrin en évitant la sortie chaotique de l'un ou de plusieurs membres de l'UE, voire l'effondrement de celle-ci ? Les autres stratégies encore viables ne jouissent pas du soutien politique nécessaire et entraînent dans leur chute les chances de s'en sortir.

La source fondamentale du problème est la suivante : les déséquilibres de la balance courante entre les pays de la zone euro sont devenus insoutenable lorsque les marchés privés ont réagi en retenant les flux de capitaux. En réalité, les économies dites « périphériques » n'étaient pas menacées par des déséquilibres budgétaires, mais par la combinaison des entrées de capitaux et l'accumulation rapide des déséquilibres de la balance courante générés par le secteur privé lors de la décennie précédente. Les flux de capitaux privés ont entraîné des divergences entre les taux de change réels et les balances commerciales. En Europe,

l'Allemagne et d'autres pays exportateurs de capitaux ont agi comme la Chine l'a fait vis-à-vis des États-Unis : en injectant des flux de capitaux permettant la croissance continue de leurs propres exportations.

Ce processus a été interprété, à tort, comme si dans les pays bénéficiaires des entrées de capitaux, les gouvernements et les ménages avaient été trop prodigues. Cette erreur de diagnostic a elle-même provoqué la prescription du mauvais traitement. Face à l'impossibilité de dévaluer leurs taux de change, les pays de la zone euro ont dû procéder à d'importantes « dévaluations

internes » en réduisant les salaires et la consommation, ce qui a entraîné une grave contraction de leur économie. Partout, ce sont les réductions des dépenses et non la croissance économique qui ont été avancées comme solutions pour sortir de la crise.

Les pays en déficit ont dû générer des excédents d'exportations en comprimant les salaires et en étouffant la consommation intérieure. Mais comme les pays excédentaires dans la zone euro, notamment l'Allemagne, avaient l'intention de préserver leur propre modèle de génération d'excédents d'exportations en contenant leur consommation

DES SALAIRES PLUS ÉLEVÉS POUR SAUVER LA ZONE EURO !

par Jayati Ghosh

intérieure, tous les ingrédients étaient réunis pour une récession européenne. Le seul moyen de régler le problème était que l'UE dans son ensemble enregistre des excédents d'exportations. Mais cette situation n'a pu durer qu'un temps et a renforcé les inégalités internes. À mesure que l'économie mondiale affiche une plus grande fragilité et que la demande ralentit dans des régions autrefois dynamiques, la demande d'exportations ne peut tout simplement pas empêcher un ralentissement de l'activité économique européenne.

Par conséquent, l'Europe doit se préparer à une récession prolongée du marché du travail, qui – à moins d'être enrayerée par des politiques proactives – entravera tout retour à la stabilité et à la croissance à moyen terme et pourra provoquer des bouleversements politiques menaçant l'existence même de l'UE. L'obsession de l'austérité budgétaire s'est non seulement révélée contre-productive en soi, mais elle a aussi empêché une réforme plus que nécessaire du système financier. Véritable point de départ de la crise, ce système continuera d'empoisonner les économies tant que des réglementations plus strictes ne seront pas appliquées.

Mais tout n'est pas perdu. La situation met plutôt en exergue l'énorme manque d'imagination des dirigeants européens. Il est encore possible de concevoir une stratégie de relance fondée sur l'emploi, qui redresserait également les déséquilibres de la balance courante dans la zone euro. Au lieu de réduire les salaires, il faudrait envisager de les augmenter. Les pays excédentaires devraient assurer une hausse des salaires proportionnelle à la croissance de la productivité, afin de stimuler la demande et de favoriser un rééquilibrage. Dans les pays

“

Une relance axée sur l'emploi et basée sur l'expansion budgétaire et l'imposition des riches et des grandes entreprises est le seul moyen de résoudre les problèmes persistants de l'UE.

”

déficitaires, l'augmentation relative des coûts salariaux unitaires depuis l'introduction de l'euro s'est en grande partie inversée à partir de 2008, via des diminutions de salaire et des améliorations de la productivité de la main-d'œuvre. Ces mesures ont toutefois été trop loin. Il faut à présent augmenter les salaires pour stimuler la demande intérieure. La relance économique et la croissance future requièrent inévitablement une augmentation des dépenses publiques, en particulier dans des activités génératrices d'emplois présentant un effet multiplicateur élevé, comme les activités de soins. L'élargissement de la base de l'impôt foncier ou la taxation de certains types de transactions financières, par exemple, pourraient même permettre que ces dépenses n'aient pas d'incidence sur le budget. Bien sûr, des mesures visant à contrôler le monde de la finance et à créer une sorte d'union bancaire s'imposent également.

Un pacte pour l'emploi s'avère en outre absolument essentiel à la stabilité de la zone euro en tant que zone d'unité monétaire. Les pays doivent par ailleurs mieux se coordonner, et donc davantage se faire confiance et coopérer. Bien que l'on puisse soutenir que les conditions politiques nécessaires à ces changements ne sont actuellement pas réunies en Europe, c'est précisément la diffusion d'arguments raisonnés tels que ceux-ci et la mobilisation sociale qu'ils suscitent qui permettront de changer l'équilibre politique. Et évidemment, si ces idées pouvaient se répandre en dehors de l'Europe, l'avenir s'annoncerait également bien plus radieux pour l'économie mondiale.



> AUTEUR

Jayati Ghosh est experte en économie du développement et professeur d'économie au Centre for Economic Studies and Planning de l'Université Jawaharlal Nehru à New Delhi. Ses spécialisations comprennent la mondialisation, la finance internationale, les modèles d'emploi dans les pays en développement, la politique macroéconomique, et les questions liées au genre et au développement.

RELANÇER LA COMPÉTITIVITÉ : LA BAISSSE DES SALAIRES N'EST PAS LA PANACÉE

par Marta Pilati

Tenter de retrouver de la compétitivité à l'export en réduisant les coûts de production – et donc les salaires – est douloureux sur le plan social et parfois inefficace. D'autres pistes doivent être explorées pour une stratégie de compétitivité à long terme sur le marché mondial.

Depuis la dernière crise économique, la relance de la compétitivité est au cœur des réformes visant à soutenir la croissance dans de nombreux pays de la zone euro en difficulté. En général, la compétitivité peut être rapidement retrouvée grâce à une dépréciation du taux de change, avec pour effet, des prix à l'exportation relativement moins élevés. Les exportations s'en portent mieux, et la croissance aussi. Mais dans une union monétaire, un réajustement des taux de change est exclu. L'autre solution est la « dévaluation interne », caractérisée par une diminution des prix nominaux. De nombreux pays de la zone euro ont déjà eu recours à ce procédé après la crise pour retrouver leur compétitivité à l'export. Le réajustement des prix intérieurs s'obtient au moyen d'une réduction du coût unitaire de la main-d'œuvre (le critère de compétitivité par excellence). Dans la pratique, il s'agit de geler et de couper dans les salaires et la sécurité sociale. L'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce ont largement eu recours à ce type de politiques, et c'est la population qui en a payé le lourd tribut.

Dans certains cas, il peut être souhaitable de procéder à une dévaluation interne pour

“

Pour ce qui est de regagner de la compétitivité, le réajustement des salaires a ses limites.

”

rétablir la compétitivité. Par exemple, les États baltes ont préféré une dévaluation interne à une rupture de l'arrimage de leur taux de change dans le sillage de la crise financière. Mais pour ce qui est de regagner de la compétitivité, le réajustement des salaires a ses limites.

Premièrement, la baisse des coûts de production ne se reflète pas nécessairement

dans les prix finaux, dans la mesure où elle peut se traduire par des marges bénéficiaires plus élevées. Les marges des entreprises devraient être contrôlées lorsqu'un réajustement salarial est imposé. En outre, si les prix baissent moins que les salaires, la demande intérieure, et donc la croissance, peuvent en être affectées.

Deuxièmement, ce n'est pas parce que les prix intérieurs sont plus bas que les résultats des exportations seront forcément meilleurs. Les avis sont partagés quant au lien entre compétitivité des coûts et hausse des exportations. Par exemple, l'impact sur les exportations peut être minime si la plupart des ajustements de prix sont opérés dans des secteurs non exportateurs.

Troisièmement, même si la compétitivité augmente, le coût social et politique d'une dévaluation interne peut contrebalancer ses avantages. C'est la population qui porte le fardeau d'un réajustement. Elle peut voir son pouvoir d'achat (perçu) et sa situation économique se détériorer, en particulier si elle bénéficiait depuis longtemps de prestations sociales et de salaires élevés.



| Manifestation au Portugal en Mars 2018 contre le travail précaire. Pour Marta Pilati, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce ont largement eu recours à ce type de politiques, et c'est la population qui en a payé le lourd tribut.

Quatrièmement, il ne faut pas oublier qu'au sein d'une union monétaire, la charge d'un réajustement devrait être symétrique. Si une certaine inflation était permise dans les pays excédentaires, la perte de compétitivité qui en résulterait permettrait aux pays déficitaires de tirer plus de profit de leurs exportations. La perte d'un certain volume d'export dans les pays excédentaires serait compensée par une demande intérieure plus forte due à des salaires plus élevés : tout le monde serait gagnant.

Outre le fait que la dévaluation monétaire est déjà en soi une solution discutable pour favoriser la compétitivité à long terme, la dévaluation interne ne peut devenir la norme pour les pays de l'union monétaire. Se baser uniquement sur les facteurs prix – les salaires et les prix finaux – pour évaluer la compétitivité peut donner des résultats trompeurs. Dans les pays de la zone euro, la stratégie à long terme devrait être axée sur les facteurs de la compétitivité qui ne sont pas liés aux prix.

Les pays occidentaux sont des économies à coûts élevés (coûts de la main-d'œuvre et de l'énergie, par exemple), et ils sont donc vulnérables face aux pays émergents. Il faut

chercher un avantage concurrentiel dans les marchés où ces pays à bas coûts ne sont pas présents. Le résultat des exportations dépend bien sûr du prix des produits, mais aussi, et de manière significative, d'autres facteurs tels que la qualité des produits et les préférences. Au lieu de diminuer les prix, les pays de la zone euro en mal de compétitivité devraient s'orienter vers les marchés aux produits plus complexes et à plus grande valeur ajoutée. Pour étoffer le panier des exportations, il faut miser sur la qualité, la haute technologie et l'intensité de connaissances. Les produits présentant ces caractéristiques sont moins sensibles à l'évolution des prix et peuvent donc protéger les exportations d'un pays face à la concurrence.

Les réajustements des salaires sont douloureux sur le plan social et potentiellement inefficaces pour gagner en compétitivité selon @Marta_Pilati22 de @epc_eu



Une telle restructuration de l'économie à long terme devrait aller de pair avec des investissements dans le capital humain et technologique pour améliorer la qualité des exportations. La politique publique devrait en outre soutenir la transition d'une position intermédiaire dans les chaînes de valeur mondiales vers le segment supérieur, où se génère le plus de valeur ajoutée.



> AUTEUR

Marta Pilati est analyste politique au European Policy Centre (EPC), un think tank où elle se consacre à la politique économique et à la politique régionale de l'UE.

État des lieux des salaires en Europe

La croissance des salaires réels a fortement ralenti à l'échelle mondiale au cours de la période qui a suivi la crise économique de 2008. Les salaires ont arrêté de baisser depuis 2010, mais il n'y a pas vraiment de signes de reprise.

Les différences de salaires entre les États membres constituent la principale source d'inégalité dans l'Union européenne. Le coût horaire de la main d'oeuvre en Bulgarie, par exemple, est de 4,9 euros en 2017 contre 36 euros pour la France. Un coût qui a toutefois doublé en 10 ans, passant de 2,6 en 2008 à 4,9 euros en 2017.

Les salaires du secteur public dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) sont aussi sous-évalués que ceux du secteur manufacturier et contribuent donc de manière significative à accroître l'écart salarial.

Sur les 28 États membres, 22 disposent d'une législation nationale qui établit un salaire minimum. Les six autres pays, l'Autriche, Chypre, le Danemark, la Finlande, l'Italie et la Suède ont fixé un salaire minimum par branches ou prévoient que les salaires minimums soient déterminés par négociation entre les partenaires sociaux.

Légende: Coût horaire en € en 2017



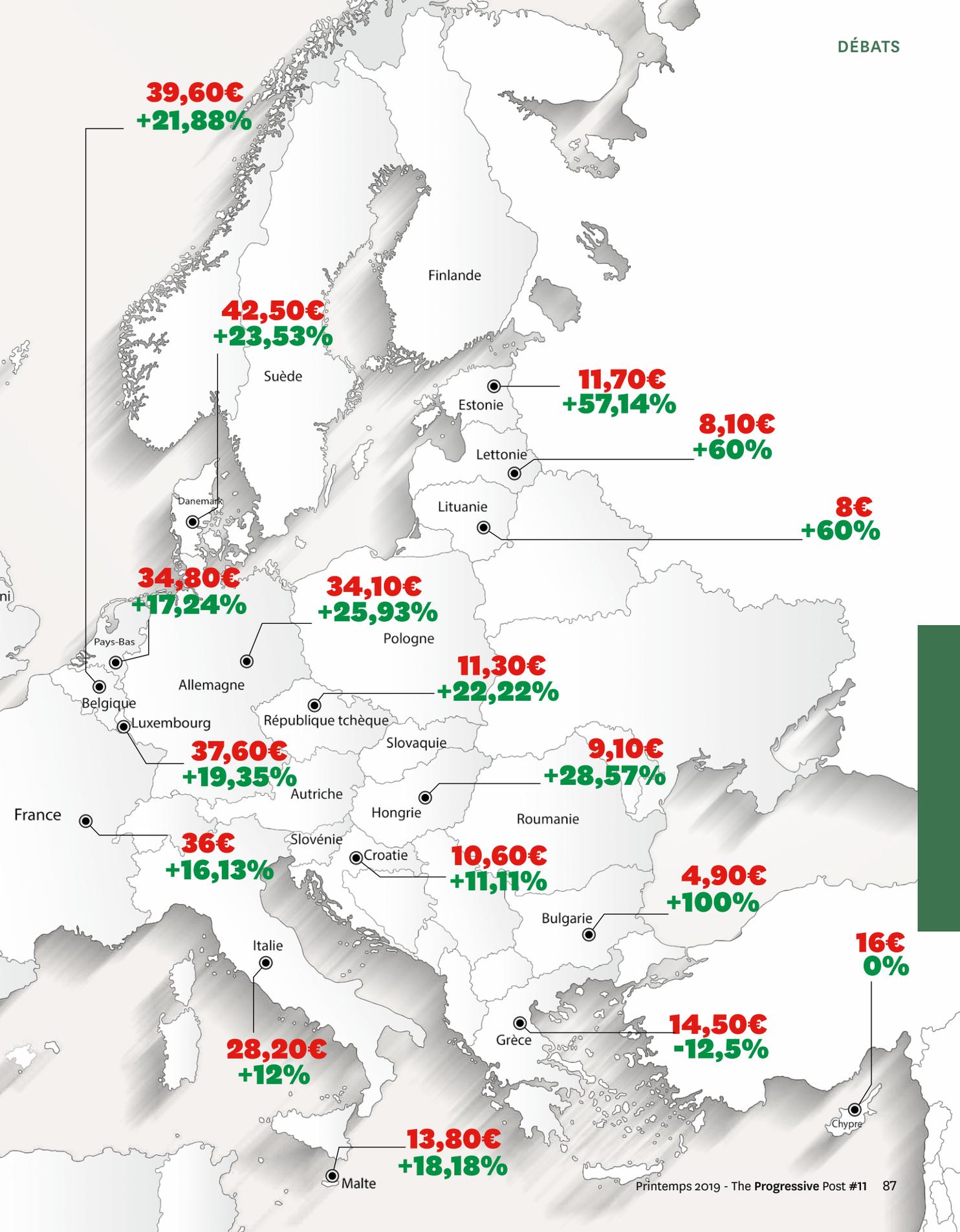
Le coût horaire de 2017



Taux d'évolution entre 2008 et 2017

31€
+10,71%

21,20€
+10,53%





L'AVENIR DE LA SANTÉ EN EUROPE : RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

par Vytenis Andriukaitis

“

La plupart des maladies chroniques sont liées à des facteurs de risques évitables, découlant du mode de vie des personnes et touchant plus souvent les groupes défavorisés.

Pourquoi les pays de l'OCDE consacrent-ils donc seulement 3% de leurs budgets de santé à la prévention ?

”

Dans un monde qui recèle tant de richesses, pourquoi de si nombreux citoyens ne disposent-ils que d'un accès limité, voire nul, aux soins de santé ? Comment est-il possible que certaines personnes soient en moins bonne santé en raison de leur situation socioéconomique, de leur sexe ou de leur nationalité ? En tant que médecin, social-démocrate et commissaire européen chargé de la santé et de la sécurité alimentaire, cette situation est inacceptable.

Des progrès ont indéniablement été réalisés dans l'Union européenne et le reste du monde pour améliorer l'accès aux soins de santé. En 2015, les Nations Unies ont adopté leurs objectifs de développement durable, reconnaissant l'importance de « permettre à tous de vivre en bonne santé et [de] promouvoir le bien-être de tous à tout âge ». Un an plus tard, la signature du socle européen des droits sociaux – avec la santé au cœur des préoccupations – a consacré l'engagement de l'UE dans la lutte contre les inégalités.

Toutefois, comme l'indique le rapport « Panorama de la santé: Europe » de 2018, le bilan reste mitigé. D'un côté, le nombre d'Européens déclarant des besoins de santé non satisfaits pour des raisons financières a baissé, mais de l'autre, les personnes ayant un niveau d'éducation faible vivent six ans de moins que celles présentant un niveau d'instruction plus élevé. Comment agir de manière concrète

pour rendre la santé plus équitable ? À quels niveaux les mesures doivent-elles être prises ?

L'accès universel aux soins de santé et aux médicaments : une utopie ?

Ces deux points constituent clairement la clé du problème. La bonne santé des personnes ne devrait pas dépendre du prix qu'elles sont capables de payer pour être soignées et l'accès aux médicaments ne devrait pas découler des règles dictées par leur pays de résidence. Le secteur européen des soins de santé doit donc viser ces objectifs en priorité et je pense qu'il peut les atteindre en déployant suffisamment d'efforts dans la bonne direction.

Bien que les États membres restent responsables de l'accès aux médicaments, une approche européenne pourrait rendre les innovations accessibles et abordables pour tous les citoyens. En outre, en investissant



L'égalité est une valeur clé de l'UE, mais pourquoi la #Santé présente-t-elle tant d'inégalités ? Et comment y remédier ? @V_Andriukaitis



dans des recherches axées sur la santé, menées à l'échelle de l'UE, nous pourrions rassembler nos connaissances et proposer encore plus d'innovations. Dans le cas des maladies rares, par exemple, s'ils suivent une approche fragmentée, les pays ne disposent chacun que de données et d'une expertise limitées. Cependant, nous pouvons alimenter nos bases de données via les réseaux européens de référence (REF) et ainsi créer un écosystème de recherche collaborative, afin de traiter ces maladies de manière uniforme dans l'ensemble l'UE.

devons nous souvenir de ces valeurs et ne pas leur tourner le dos. L'Union est responsable de la santé de chacun de ses citoyens, quelle que soit leur nationalité.

nous ne changeons pas la donne, nous ne pourrions pas progresser en matière de soins de santé face au vieillissement de la population et à l'augmentation de la multimorbidité.

Mais ne soyons pas dupes : les ministres de la Santé ne peuvent pas y parvenir seuls. La santé doit figurer dans les politiques de tous les secteurs, car seule une approche globale permettra d'attaquer à la racine les facteurs déterminants de la santé. L'éducation, par exemple, est un déterminant social clé de la santé. Le succès de toutes les interventions en matière de santé publique (y compris les politiques de prévention) en dépend entièrement. En effet, comment pouvons-nous demander aux citoyens de modifier leurs comportements s'ils n'en saisissent pas les conséquences ?

Priorité à la santé

Toutes ces mesures reposent clairement sur une coopération transfrontalière. Comme mentionné ci-dessus, une approche européenne nous permettrait de bénéficier de vastes connaissances partout dans l'Union – une opportunité particulièrement intéressante pour les plus petits pays, qui ne pourraient autrement pas disposer de ces ressources.

N'oublions pas que l'UE a été fondée sur des valeurs de solidarité et d'égalité. En cette période de changement et d'agitation, nous

Intégrer les questions de santé dans toutes les politiques

Représentant de loin la principale cause de mortalité dans l'UE, les maladies chroniques sont un autre domaine de la plus haute importance. Pourtant, la plupart de ces maladies sont liées à des facteurs de risques évitables, découlant du mode de vie des personnes et touchant plus souvent les populations défavorisées. Ces quatre dernières années, j'ai donc demandé à tous les ministères et parlements nationaux pourquoi les pays de l'OCDE ne consacraient que 3 % de leurs budgets de santé à la prévention. Si

Santé et désinformation

Comme en témoignent les récentes épidémies de rougeole causées par de fausses informations sur les vaccins, l'éducation est intrinsèquement liée à la désinformation, dont les répercussions sur la santé sont considérables. Les personnes ayant un niveau d'éducation plus faible sont les

plus vulnérables face à ce phénomène. La Commission européenne lutte actuellement contre la désinformation, mais nous devons aussi responsabiliser les citoyens en leur présentant les bonnes informations et en intégrant la santé au cœur des politiques d'éducation.

Enfin, nous ne pourrions évidemment pas atteindre ces objectifs sans investissements. Nous oublions souvent que la santé est une ressource. Elle est précieuse pour les individus, mais elle assure aussi une main-d'œuvre performante, une forte productivité, ainsi que de nombreux avantages économiques. C'est en investissant dans la santé que nous créerons une société plus saine sur tous les plans.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, mais elle donne une vision générale des mesures à prendre pour rendre les soins de santé plus équitables. Les normes sociales européennes comptent parmi les plus strictes au monde, mais nous devons rester vigilants. Je suis fier de dire que la santé est inscrite au cœur du socle européen des droits sociaux. En le signant, nous nous sommes engagés à lutter contre les inégalités collectivement, au niveau européen.

Respectons donc cet engagement. Car la santé est un droit, et non un privilège.



> AUTEUR

Vytenis Andriukaitis est ancien ministre de la Santé en Lituanie, il est aujourd'hui commissaire européen chargé de la santé et de la sécurité alimentaire. Chirurgien cardiaque de formation, il a cosigné l'Acte de rétablissement de l'État lituanien en 1990. Vytenis Andriukaitis est également l'un des auteurs de la constitution lituanienne et l'un des fondateurs du parti social-démocrate lituanien.

À voir d'autres réactions sur les inégalités en matière de santé

Richard Wilkinson, professeur honoraire d'épidémiologie sociale, auteur de « Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous » (2008) et de « The Inner Level » (2018). Voir la version courte et longue en ligne.



Timon Forster, candidat au PhD de la "Berlin Graduate School for Transnational Studies" à l'Université libre de Berlin. Il est co-auteur de l'étude FEPS-TASC sur les inégalités en matière de santé en Europe.



Alexander Kentikelenis est professeur assistant de sociologie et d'économie politique à l'Université Bocconi. Il est co-auteur de l'étude FEPS-TASC sur les inégalités en matière de santé en Europe.





LE PEUPLE AUX COMMANDES !

par Sean Kippin

Les dernières élections et la montée du populisme prouvent que le centre gauche perd du terrain. Une politique d'appropriation, qui donnerait du pouvoir aux citoyens en les impliquant dans l'économie et les affaires de l'État, pourrait permettre de relever ces défis complexes.

| Un nouveau programme, centré sur la démocratie, l'appropriation et la participation, s'avère donc nécessaire pour enrayer ce déclin et pour aider ceux qui n'ont pas prospéré dans ce nouveau monde.

La Social-démocratie européenne décline à toute allure. Alors que de nombreux progressistes espéraient que la crise financière déboucherait sur une ère d'hégémonie sociale-démocrate, les partis de centre gauche se sont retrouvés coincés entre la gauche et la droite. Ils ont en outre été confrontés à des partis de centre droit mieux à même de répondre aux inquiétudes culturelles provoquées par 20 à 30 ans de changement social et économique. Les partis populistes et d'extrême

droite ont quant à eux apporté des réponses simples et claires à ces problèmes. Ils ont également rallié de nombreux partisans traditionnellement de centre gauche en Europe.

Dans le même temps, la Social-démocratie contemporaine se débat avec des hypothèses politiques rigides, aujourd'hui désuètes. Dépouillées du soutien des puissants mouvements syndicaux et des structures économiques fortes qui les étayaient, ces hypothèses battent de l'aile.

La politique suit désormais un axe opposant le communautaire au cosmopolite, plutôt que la droite à la gauche. Un clivage s'établit ainsi entre les « gagnants » et les « perdants » de la mondialisation. Un nouveau programme, centré sur la démocratie, l'appropriation et la participation, s'avère donc nécessaire pour enrayer ce déclin et pour aider ceux qui n'ont pas prospéré dans ce nouveau monde.

De nombreuses nations européennes se

#Démocratie Le peuple aux commandes ! Mais à quoi pourraient ressembler ces institutions ?
@se_kip



retrouvent dans cette situation. Le Brexit au Royaume-Uni, la progression de l'AfD en Allemagne, la récente influence de la Ligue au sein du gouvernement italien et la montée de plusieurs partis d'extrême droite en Scandinavie démontrent l'ampleur grandissante des idées réactionnaires liées au passé sombre et regrettable du continent. En attendant, le centre gauche décline et amenuise ainsi les perspectives de changements susceptibles de répondre aux préoccupations matérielles souvent exprimées dans les doléances culturelles.

Si elle s'engage fermement en faveur de la politique d'appropriation et de la construction d'institutions au service d'un tel programme, la gauche pourra sans doute se renouveler et relever les défis du moment. Le centre gauche peut saisir cette opportunité, en cherchant à généraliser le sentiment d'appropriation, en donnant la parole aux citoyens et en les impliquant dans l'économie et les affaires de l'État. S'ils se concentrent sur cette appropriation, les progressistes pourraient avancer des solutions constructives, permettant de tirer un trait sur le sentiment d'impuissance que trois décennies de centre gauche n'ont pas réussi à effacer.

Mais à quoi pourraient ressembler ces institutions ? Plusieurs pistes pourraient être envisagées. Par exemple, avec le soutien des États, la croissance du secteur mutualiste et coopératif, notamment dans la finance, pourrait contribuer à ancrer la finance au niveau local, à prévenir les comportements à risques et à éviter une répétition des événements à l'origine des crises de la fin des années 2000. Afin d'éviter le fléau de l'« accaparement des terres »

qui touche aujourd'hui les États post-communistes, nous pourrions mettre l'accent sur la propriété foncière pour renforcer le sentiment d'appropriation et, par conséquent, le pouvoir des laissés-pour-compte.

La mise en place de véritables services publics ou de services gérés par leurs propres membres offre également un beau potentiel. Les partis sociaux-démocrates doivent profiter de la vague de

“

Les partis sociaux-démocrates doivent profiter de la vague de remunicipalisation.

”

remunicipalisation, qui a permis aux villes de récupérer la gestion de l'approvisionnement en eau, après l'échec et les mauvais résultats enregistrés par les fournisseurs privés. La marchandisation de ce service des plus essentiels devrait poser problème aux partis progressistes, qui s'emploient depuis toujours à couvrir les premières nécessités de la population. Les manifestations organisées dans le cadre de l'initiative Right2Water ont prouvé que l'eau constituait un enjeu politique majeur, offrant aux progressistes l'occasion de démontrer qu'ils accordent plus d'importance à l'intérêt de la population et à la sphère publique au sens large qu'aux intérêts privés.

Les progressistes pourraient saisir cette opportunité en cherchant à assurer une réelle appropriation des réserves d'eau

par les pouvoirs publics et en établissant un conseil représentatif chargé de prendre des décisions cruciales quant à l'approvisionnement, la qualité et la conservation de l'eau. Les mêmes idées peuvent s'appliquer à l'énergie de manière plus générale. L'approvisionnement énergétique pourrait ainsi être organisé de manière à faire entendre la voix du public, à répartir plus largement la propriété des ressources et à refléter cette organisation dans la gouvernance des institutions compétentes. Les coopératives d'énergie renouvelable, qui permettraient d'écologiser l'approvisionnement énergétique du continent et de donner plus de pouvoir aux consommateurs, ouvrent, quant à elles, une autre dimension.

En fin de compte, si le centre gauche souhaite regagner du terrain, des changements doivent s'opérer au niveau institutionnel dans plusieurs domaines. Son malaise repose sur un réel déséquilibre des pouvoirs et sur la perception de ce déséquilibre. Pour enrayer ce déclin, il convient d'adopter un programme axé sur l'appropriation.



> AUTEUR

Sean Kippin est chargé de cours en sciences politiques à l'Université de Stirling. Il prépare une thèse à l'Université de l'Écosse de l'Ouest et est associé de recherche au sein du LSE Public Policy Group.

UNE BASE DE DONNÉES POUR SAVOIR "A QUI APPARTIENT L'EUROPE"

par Judith Clifton

La question de savoir si un gouvernement ou une entreprise privée devrait directement posséder et contrôler une activité est au cœur de la politique – c'est pourquoi il est très important de se demander « qui possède l'Europe ». Mais en raison d'un manque de données cohérentes et à long terme sur les propriétés publiques et privées, il est pratiquement impossible pour les citoyens de savoir qui possède quoi. Les autorités européennes devraient promouvoir la création d'une base de données facile à utiliser et accessible à tous, reprenant des informations claires sur les personnes et les entités qui possèdent le continent.

La question « Qui possède l'Europe » peut être interprétée de nombreuses façons. Qui possède quoi en Europe ? À l'ère de la mondialisation, dans un monde de plus en plus financiarisé, on pourrait par exemple se demander qui possède les entités qui produisent et fournissent au quotidien les biens et services aux citoyens européens. Qui possède les hôpitaux, les écoles, les autoroutes, les réseaux de transport, les prisons, les supermarchés, les fournisseurs de denrées alimentaires, les banques et les médias culturels que nous consommons et dont nous dépendons ? D'aucuns affirment que cela n'a pas d'importance, étant donné que les réglementations en vigueur permettent de veiller à ce que les intérêts des citoyens soient bien protégés. Mais pourtant, la propriété a bel et bien son importance. Il est primordial de se demander qui contrôle une activité et qui en est responsable, en particulier lorsque les biens et services produits et fournis sont indispensables à la qualité de vie des citoyens.

Par le passé, il était assez facile de répondre à cette question : en Europe, les

“

*Savoir si un
gouvernement ou une
entreprise privée devrait
directement posséder et
contrôler une activité est
au cœur de la politique.*

”

gouvernements centraux et locaux possédaient et géraient les services publics et certaines industries, tandis que le secteur privé possédait et gérait les biens et services « viables sur le plan commercial ». Aujourd'hui, pour faire court, il est très difficile de savoir qui possède ces entités. Et il y a plusieurs raisons à cela.

Premièrement, il est de notoriété publique qu'une vague de « privatisations » a déferlé

sur le continent dès les années 1980, touchant d'abord le Royaume-Uni, puis le reste de l'Europe continentale, encouragée par des directives de la Commission européenne. De nombreux services considérés comme publics – télécommunications, énergie, services financiers – ont été vendus et transférés au secteur privé, sous la réglementation du gouvernement (Clifton, Comín et Díaz-Fuentes, 2006).

Deuxièmement, des privatisations se sont opérées sous des formes plus subtiles, non pas par un transfert global vers le secteur privé, mais bien par phases. Il s'agit par exemple des partenariats public-privé, de l'externalisation (ou de la sous-traitance), ou encore de la corporatisation (lorsqu'un gouvernement a recours à une entreprise pour fournir des services).

Troisièmement, la privatisation n'a pas toujours été définitive. On a pu observer une recrudescence des cas de « privatisations inversées », comme les ont appelées Hefez et Warner, se traduisant par une renationalisation totale ou des formes plus subtiles



| Des actifs européens (publics ou privés à l'origine) ont été vendus à des investisseurs étrangers (publics ou privés, des gouvernements). Les gouvernements chinois, russe ou suédois ont en effet acheté des actifs clés en Europe.

de récupération de contrats (internalisation d'activités précédemment externalisées).

Quatrièmement, en réaction à la crise financière de 2008, un certain nombre de gouvernements en Europe ont remis les bouchées doubles sur la privatisation, ce qui a donné lieu à une nouvelle vague de ventes.

La privatisation a été littéralement imposée par la « Troïka », en particulier dans la République hellénique. Des changements sont également survenus dans le secteur privé. La mondialisation et la financiarisation ont augmenté la mainmise étrangère sur les actifs européens. Cette mainmise n'était pas nécessairement privée. Des actifs européens (publics ou privés à l'origine) ont parfois été vendus à des investisseurs étrangers (publics ou privés, des gouvernements). Les gouvernements chinois, russe ou suédois ont en effet acheté des actifs clés en Europe.

Il convient donc de tenir compte de la complexité et de l'évolution de la situation dès lors que l'on se demande à qui appartient l'Europe. Le secteur public reste imposant, et l'équilibre public-privé est différent d'un pays et d'un secteur à l'autre. Des pistes ont bien entendu été explorées pour tenter de

répondre à cette question, mais aucune ne permet d'y répondre complètement. L'OCDE et Eurostat donnent des informations sur la propriété de certains secteurs, tandis qu'ORBIS fournit des données sur la propriété des secteurs privés et des actifs publics qui ont été privatisés. Il est toutefois très fastidieux de combiner toutes ces données pour obtenir une vue d'ensemble de la situation. C'est pourtant l'objectif d'une récente initiative de la Commission européenne, qui n'a malheureusement porté que sur les actifs publics, négligeant la question tout aussi importante de savoir qui possède les actifs privés.

Qui possède l'UE ? Propriété rime avec contrôle et responsabilité
@JudithClifton6



Au vu de la complexité et de l'importance de cette question, il faut travailler à la création d'une base de données facile à utiliser et accessible à tous, permettant aux citoyens de visualiser et de comprendre qui détient

les différents fournisseurs de biens et services desquels dépend tant leur qualité de vie. La Commission européenne a récemment commandé une étude sur le volet public de cette question, mais il faut également y inclure le secteur privé, afin que les citoyens puissent avoir une vision claire de qui détient l'Europe.



> AUTEUR

Judith Clifton est professeur et titulaire d'une chaire Jean Monnet à la faculté des sciences commerciales et économiques de l'Université de Cantabria. Elle est la rédactrice en chef de la revue *Journal of Economic Policy Reform* et a un doctorat en économie politique de l'Université d'Oxford.



UNE UNION EUROPÉENNE PROPRIÉTÉ DE CHACUN ET DE TOUS

par Pierre Bauby

Faire converger et rassembler les forces sociales et sociétales, une voie à suivre pour Pierre Bauby, directeur de l'Observatoire de l'action publique de la Fondation Jean-Jaurès, face à ceux qui veulent la réduire à un terrain de jeu, soit entre intérêts économiques et financiers, soit entre idéologies de fermeture et d'exclusion.

A qui appartient l'Europe ? La première question à se poser est : de quelle Europe parlons-nous ? A l'évidence, de l'Union européenne telle qu'elle a été construite progressivement depuis 70 ans.

On pourrait en déduire une réponse simple à la question initiale : l'Europe n'appartient à personne ou plutôt appartient à tous, c'est le patrimoine commun de tous les Européens...

Poursuivons cependant : l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui n'est ni un État-nation, comme le sont chacun de ses États membres, ni une simple organisation internationale, comme le sont les éléments du système des Nations Unies ou du Conseil de l'Europe. C'est un être hybride qui repose sur des logiques différentes, qui ont réussi à converger : des États qui signent des traités et des institutions intergouvernementales ; mais aussi des initiatives et institutions reposant sur une volonté « communautaire » d'agir en commun parce que dans certains domaines, pour lesquels les intérêts nationaux convergent, il est plus efficace d'agir ensemble que chacun séparément ; et en même temps, un principe

de subsidiarité exigeant, qui limite les ambitions de cette « Union européenne » à ne pas aller au-delà de cet intérêt communautaire, qui d'ailleurs évolue au fur et à mesure des mutations de la mondialisation et des aspirations des 500 millions d'Européens.

Dès lors l'Europe n'est « possédée » que par cet intérêt communautaire, qui est seul à en fonder la légitimité, par un rapport complexe et tensionnel entre unité (l'intérêt commun et ce que l'on fait ensemble) et diversité des histoires, des traditions, des institutions, des besoins, des aspirations, des cultures.

C'est dire sa fragilité. On le voit bien lors de chaque crise : des chocs pétroliers des années 1970 et de leurs multiples effets, aux crises financières, économiques et sociales des années 2008-2018, en passant par les bouleversements qu'ont été la fin des régimes autoritaires – en Grèce, Espagne et Portugal – ou totalitaires – dans l'ensemble de l'Europe centrale et orientale, sans oublier les crises environnementale, climatique et de la biodiversité. L'intérêt commun est sans cesse à redéfinir, préciser, compléter, tout en refusant qu'il soit approprié par tel ou tel.

“

L'Union européenne ne saurait être fondée que sur des logiques de marché et de concurrence, car elles conduisent inmanquablement à des polarisations économiques, financières, sociales, générationnelles et environnementales, porteuses d'implosions de nos sociétés.

”



| L'Union Européenne : c'est un être hybride qui repose sur des logiques différentes, qui ont réussi à converger : des États qui signent des traités et des institutions intergouvernementales.

Car l'Europe n'est pas une simple juxtaposition coopérative d'Etats membres et de citoyens. Il y existe aussi des acteurs économiques, des communautés, des « lobbys », qui portent leurs propres intérêts, leurs attentes et aspirations pour influencer sur l'intérêt commun.

Ce sont ces tendances hégémoniques, ces tentatives d'appropriation de l'Union européenne par des intérêts particuliers qu'il s'agit d'entraver pour promouvoir des exigences d'intérêt général, d'interactions multiples entre diversité et unité, entre logiques inter-étatiques et démocratiques, dont le Parlement européen, de par son élection au suffrage universel, est potentiellement porteur.

L'Union européenne ne saurait être fondée seulement sur des logiques de marché et de concurrence, car elles conduisent inévitablement à des polarisations économiques, financières, sociales, générationnelles et environnementales, porteuses d'implosions de nos sociétés. Il doit continuer à se développer, à côté et en interaction avec l'économie privée, une économie publique fondée sur des principes d'intérêt général portés par des institutions publiques, tout comme une économie sociale et coopérative reposant sur des initiatives de la société civile et sur la participation, des services publics ou d'intérêt général, car les uns comme les autres sont nécessaires pour faire vivre les

valeurs d'égalité, de solidarité, de cohésion, de non-discrimination, de coopération, d'ouverture aux autres et au monde, qui caractérisent la civilisation européenne et qui la distinguent d'autres histoires dans le monde.

Ne laissons pas l'Union européenne être confisquée ou appropriée par ceux qui veulent la réduire à un terrain de jeu, soit entre intérêts économiques et financiers, soit entre idéologies de fermeture et d'exclusion, mais continuons à faire converger et à rassembler toutes les forces sociales et sociétales qui portent nos valeurs communes.

Pour que l'Union européenne soit celle des citoyens, il n'est pas d'autre voie que d'organiser l'expression systématique de leurs besoins et aspirations, de façon à (re)définir, pour y apporter des réponses, ses missions et politiques, son organisation et son fonctionnement, son évaluation et son contrôle. C'est en multipliant les formes diversifiées de participation démocratique et par des politiques publiques efficaces que l'Union européenne sera la propriété de chacun et de tous.

Comment booster la #Démocratie ? Donner la voix aux citoyens - Pierre Bauby



> AUTEUR

Pierre Bauby est directeur de l'Observatoire de l'action publique de la Fondation Jean Jaurès. Spécialiste des services publics et de l'action publique en Europe et est l'auteur de plusieurs ouvrages. Il est également enseignant et chercheur en sciences politiques, docteur en Sciences politiques, président de RAP (Reconstruire l'action publique) et membre de la Commission scientifique Services publics - entreprises publiques du CIRIEC.



Florent Guhl

est directeur de l'Agence BIO (l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique).

Vers du 100 % Bio

Interview avec **Florent Guhl** par Karine Jehelmann

Une nouvelle réglementation a été adoptée le 30 mai 2018 après quatre ans de négociations. Son objectif : encourager le développement de l'agriculture biologique, en harmonisant les pratiques européennes. Florent Guhl de l'Agence BIO nous explique en quoi consiste cette réglementation.

Progressive Post : *En quoi cette nouvelle réglementation est-elle plus exigeante pour les États membres ?*

Florent Guhl : La nouvelle réglementation est plus restrictive sur plusieurs points dont les deux principaux sont pour moi : le lien au sol (arrêt des cultures en bac dérogatoires) et la fin des dérogations sur les ingrédients non bios, y compris au niveau des semences.

Aujourd'hui, par exemple, on a encore des dérogations sur le houblon. On fait de la bière bio dans laquelle le houblon n'est pas bio par manque de matière première bio. Maintenant, dès que possible, c'est à dire dans quelques mois, on va arrêter les dérogations. Et donc une bière qui s'appelle bio sera produite avec du houblon bio.

Il faut que tous les secteurs se développent de façon à ce que l'on continue à monter dans des produits qui sont le "plus bio possible".

PP : *Ne risque t-on pas des mesures à deux vitesses en fonction des États membres ?*

FG : Non, au contraire, plus on harmonise les règlements européens, moins ce risque là existe. C'est bien le grand intérêt de cette réglementation européenne. C'est même une exception dans le monde alimentaire et dans les modes de production en Europe. Avec cette réglementation, on a une harmonisation des méthodes d'agriculture. On a le même cahier des charges sur toute l'Europe.

Cela a d'ailleurs été un débat très long. La France a été très dure là-dessus, en tout cas les producteurs français. Pour eux, l'agriculture biologique se fait dans un sol, c'est cela la règle. Les pays du Nord, eux, cultivent notamment en hors-sol ou sous serre. Pour eux, c'est soit cela, soit ils deviennent importateurs de ce marché bio. Un marché qui se développe de façon considérable et cela ne leur convient pas. Donc il y a eu des débats très longs, très intéressants sur la diversité des conditions climatiques et des sols à travers l'Europe.

#OrganicFarming:
le #EU devient ambitieuse -
@FlorentGuhl de
@agriculturebio
explique comment





| Pâturage de vaches à Bourg-Madame dans les Pyrénées-Orientales, en France

PP : *Cela ne risque pas de démotiver l'installation des agriculteurs ?*

FG : C'est tout le débat. C'est pour cela que la négociation a duré quatre ans et demi. Sur le principe tout le monde était d'accord pour être plus exigeant. Le problème c'est quand on est dans le concret. Cela ne fonctionne plus. Pour exemple, un sujet sur le bien-être animal : le fait d'arrêter complètement l'attache des animaux en bio. Pour les éleveurs français en zone de montagne, en hiver, c'est moins bien de ne pas attacher les animaux. Si on fait cela, ils vont avoir des animaux qui risquent de disparaître. Et pourtant, il semblait qu'il s'agissait d'un niveau d'exigence qui correspondait à l'exigence citoyenne.

Il y a donc des pratiques prises dans des États membres qui ne sont pas adaptables dans toutes les zones. Il faut donc des mesures d'accompagnements notamment pour des exploitations agricoles qui fonctionnent sur tel ou tel modèle et qui maintenant doivent procéder autrement, sans dérogation.

PP : *Qu'en est-il du suivi de cette réglementation sur le terrain ?*

FG : Il y a eu tout le débat justement sur l'aspect contrôle, à la fois leur fréquence et le classement automatique en fonction

de seuils. Ce débat a été le plus long et le plus dur. Il a abouti à un compromis : rester sur un contrôle annuel systématique. On affiche comme principe de base des contrôles annuels et on fait une exception si après trois fois, une personne est contrôlée sans infraction. Alors on pourra espacer les contrôles de 24 mois.

PP : *Avant les premiers contrôles, un délai est-il laissé aux agriculteurs pour la mise aux normes ?*

FG : Cela dépend du type d'anomalies constatées. Il y a des gens qui se voient retirer tout de suite la qualification d'agriculteur Bio. Par exemple, un agriculteur passé en bio et qui continue à utiliser les produits phytosanitaires de son ancienne activité, son certificat bio lui est retiré tout de suite. S'il s'agit d'une erreur de connaissance et que cela n'a pas de conséquence importante, le contrôle aura plus un rôle pédagogique.

PP : *Quel(s) impact(s) espérez-vous sur l'environnement ?*

FG : L'impact sur l'environnement sera finalement surtout lié au développement des surfaces bio en France, en Europe et dans le monde.

Le nouveau règlement européen de l'agriculture biologique

Objectif:

développer l'agriculture biologique en Europe notamment parce que ce mode de production répond à des enjeux de protection de l'environnement. C'est un fort levier dans la transition agroécologique de l'Europe mais surtout il est nécessaire de répondre à la demande des consommateurs pour des produits de qualité européens en toute transparence.

Nouveautés:

- ¶ L'étiquetage des produits bio sera plus précis concernant l'origine du produit avec notamment la possibilité que la région de provenance soit indiquée.
- ¶ Les contrôles se feront toujours annuellement. S'y ajoutent dans le cas d'irrégularités répétées des analyses de risques permettant de fixer les modalités et la fréquence des contrôles.
- ¶ Le nouveau règlement permet également le renforcement de mesures de précaution pour éviter les contaminations environnementales de substances non utilisées en bio et la nécessité pour les produits importés de respecter la réglementation européenne.
- ¶ D'un point de vue technique, le nouveau règlement européen permettra aux agriculteurs bio de bénéficier d'un meilleur accès aux semences adaptées.



AGRICULTURE BIO : OFFRIR DES PRODUITS DE QUALITÉ

par Nicola Love, Dora Mészáros et Miguel de Porrás

Deux instituts de recherche ont découvert que si la moitié de l'activité agricole de l'UE passait au bio d'ici à 2030, les émissions de gaz à effet de serre diminueraient de 12 à 14 %.

Des preuves scientifiques solides attestent des effets positifs de l'agriculture biologique sur l'environnement, notamment au travers de l'accroissement de la biodiversité, de l'atténuation du changement climatique et de l'amélioration de la qualité de l'eau. Les Européens sont parmi les plus grands consommateurs de produits bio. L'Europe a par ailleurs élaboré de nombreuses réglementations et politiques pour le secteur, ce qui lui confère un rôle de chef de file en la matière sur la scène mondiale. Il est déjà reconnu que l'agriculture biologique constitue un ensemble de pratiques permettant de produire davantage de biens publics environnementaux.

L'agriculture biologique est un système qui repose sur des interactions positives avec le paysage, la diversification agricole, la polyculture, la rotation des cultures, les cycles nutritifs et de matières organiques clos, ainsi que les végétaux fixateurs d'azote. Contrairement à certaines idées reçues, de solides preuves scientifiques attestent des effets positifs de l'agriculture biologique sur l'environnement, notamment au travers de l'accroissement de la biodiversité, de l'atténuation du changement climatique et de l'amélioration de la qualité de l'eau. Le secteur est en plein essor dans l'UE : le bio y était cultivé sur 12,1 millions d'hectares et représentait un marché de 30,7 milliards d'euros en 2016, soit plus de 36 % du

marché biologique mondial. Les Européens sont parmi les plus grands consommateurs de produits bio et ils constituent un véritable moteur pour le développement du secteur.

L'Europe est à la pointe dans le domaine de l'élaboration de politiques et de réglementations en la matière. En 2018, l'Union européenne a publié un nouveau règlement sur la production biologique. Ce règlement, dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2021, aura des répercussions diverses sur les agriculteurs, les détaillants, les négociants et les organismes d'inspection du secteur. Même s'il reste beaucoup de questions sur sa mise en œuvre, l'aboutissement à un accord sur ce règlement complexe est

déjà un signe de l'importance que revêt l'agriculture biologique pour les gouvernements des pays européens.

Outre ce règlement, il existe de nombreuses autres réglementations, directives, décisions, recommandations et politiques qui ont un effet sur le développement du bio. La politique agricole commune (PAC), actuellement en renégociation, joue un rôle de premier plan à cet égard. Cette étape constitue une excellente occasion de concevoir, dans le cadre de plans stratégiques nationaux, des instruments et des mesures incitatives pour les agriculteurs qui produisent des biens publics environnementaux. Ces plans devraient inclure les « programmes écologiques » récemment

proposés, qui prévoient des paiements dans le cadre des deux piliers de la PAC – les aides directes et le développement rural – pour les agriculteurs qui adopteraient volontairement des pratiques aux effets positifs sur l’environnement.

L’agriculture biologique est déjà reconnue comme un ensemble de pratiques permettant de produire des biens publics environnementaux, tels que l’amélioration de la biodiversité, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la diminution de la pollution. Des études montrent que l’agriculture biologique permet d’accroître de 30 % la diversité des espèces, et que les insectes et les végétaux prolifèrent davantage dans les champs biologiques que dans les exploitations conventionnelles, avec des répercussions positives sur les populations d’oiseaux. Dans les sols, où les vers de terre et la diversité microbienne jouent un rôle important tant pour les récoltes que pour la stabilité structurale, l’agriculture biologique est bien plus bénéfique que les pratiques conventionnelles. Il est également prouvé que cette biodiversité souterraine peut avoir des répercussions significatives sur le taux d’infiltration d’eau dans les prairies permanentes au bout d’au moins dix ans

d’agriculture biologique, et que ce niveau d’infiltration plus élevé au niveau des bassins versants peut réduire de 30 % les pointes de crue dans les pays à risque.

Il existe par ailleurs de nombreuses études qui mettent en lumière la contribution potentielle de l’agriculture biologique à l’adaptation au changement climatique et à son atténuation. Une étude réalisée par l’Institut de recherche de l’agriculture biologique (FiBL) et l’International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM-EU) révèle que si 50 % de l’agriculture était biologique en 2030, les émissions de gaz à effet de serre pourraient être réduites de 12 à 14 % dans le secteur agricole de l’UE, grâce à une augmentation de la matière organique dans les sols et à une réduction de l’utilisation des engrais minéraux. Selon une autre étude, les champs biologiques capturent 450 kg de carbone atmosphérique de plus par hectare que les champs conventionnels, et les stratégies de gestion sociale et écologique utilisées sur les exploitations agricoles bio contribuent au développement d’une « capacité d’adaptation » face aux phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents.

Il existe en outre un large consensus dans la communauté scientifique sur le fait que l’agriculture biologique améliore la qualité de l’eau et fait baisser les niveaux de pollution. Étant donné qu’aucun engrais minéral n’est utilisé dans ce type d’agriculture, le risque de lixiviation (NDLR: techniques d’extraction de produits solubles par un solvant) est moindre que dans l’agriculture conventionnelle, où ce phénomène constitue un réel danger pour l’environnement.

Les recherches scientifiques sur l’agriculture biologique sont de plus en plus pertinentes et bon nombre des technologies mises au point par le secteur du bio sont désormais adoptées par les agriculteurs conventionnels. Par exemple, le FiBL et l’IFOAM-EU ont récemment publié un rapport sur l’utilisation de méthodes d’évaluation de la durabilité pour encourager tous les agriculteurs – bio ou non – à produire des biens publics dans le cadre de la PAC.

Il est clair que l’agriculture biologique peut jouer un rôle dans la production de biens publics environnementaux, dans l’intérêt des gouvernements nationaux et de leurs citoyens.



> AUTEUR

Miguel de Porras est codirecteur de la représentation de l’Institut de recherche de l’agriculture biologique (FiBL) suisse auprès de l’UE. Il représente les bureaux nationaux du FiBL à Bruxelles et axe ses travaux sur la politique agricole commune (PAC) et la réglementation relative à l’agriculture biologique.



> AUTEUR

Dora Mészáros est codirectrice de FiBL Europe. Elle représente les bureaux nationaux de FiBL au niveau européen, et elle se consacre en particulier à l’évaluation de la durabilité.



> AUTEUR

Nicola Love est assistante de recherche chez FiBL. Elle contribue à la mise en œuvre des projets réalisés au niveau européen.

LES FUTURS DÉFIS POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

par Isobel Tomlinson

L'agriculture biologique rencontre un franc succès en Europe. Elle apporte une vraie réponse à la régression catastrophique de la faune sauvage due aux pratiques agricoles industrielles intensives. Il reste toutefois des problèmes à résoudre et des innovations sont nécessaires. Le mouvement biologique européen doit, avec le soutien de l'UE, relever le défi et faire de l'agriculture biologique certifiée le système d'exploitation agroécologique du futur.

Les aliments et produits bio sont cultivés sans pesticides, sans engrais industriels et sans antibiotiques, dans le respect de normes élevées en matière de bien-être animal, et sans OGM.

En Europe, l'agriculture biologique rencontre un franc succès : la part des terres consacrées au bio a augmenté de 25 % entre 2012 et 2017, et le total des ventes de produits bio s'élève à 33,5 milliards d'euros. L'UE a récemment actualisé sa réglementation en la matière. Grâce à ce régime qui concerne tous les agriculteurs, transformateurs et producteurs souhaitant vendre des produits bio et bénéficier de prix de vente plus élevés, les consommateurs européens ont la garantie que leur nourriture est produite dans le respect de normes clairement définies.

Les avantages de l'agriculture biologique pour l'environnement et la biodiversité sont depuis longtemps vantés dans la littérature scientifique. Cette agriculture apporte une vraie réponse à la régression catastrophique de la faune sauvage dans les campagnes européennes due aux pratiques agricoles industrielles intensives, et en particulier à l'utilisation de pesticides.

Il est aujourd'hui prouvé que ces produits chimiques sont néfastes pour la santé humaine.

Le glyphosate est l'herbicide le plus utilisé au monde, et ce malgré qu'en 2015, l'Organisation mondiale de la santé ait déclaré qu'il était « probablement cancérigène pour l'être humain ». Dans une affaire qui a fait date aux États-Unis en 2018, un jury a estimé que c'était le célèbre herbicide de Monsanto, Round-Up, qui avait causé le cancer du jardinier Dewayne Johnson. Ce type de décision commence à générer du changement sur le plan politique. L'utilisation du glyphosate comme herbicide a été autorisée pour une nouvelle période de cinq ans dans l'UE, mais nombreux sont ceux qui pensent qu'une interdiction sera à terme inévitable. En France, le président Macron a pris la décision unilatérale de supprimer progressivement le glyphosate dans les années à venir.

La sensibilisation croissante du public aux dangers pour la santé et l'environnement de l'utilisation de pesticides dans l'agriculture non bio devrait constituer une opportunité pour l'agriculture biologique en Europe. Mais trois défis de taille persistent : les prix plus

élevés, le système de fonctionnement des supermarchés et le changement climatique.

L'alimentation biologique a depuis longtemps la réputation d'être réservée aux consommateurs plus aisés. Selon des données recueillies aux États-Unis, la différence de prix entre aliments bio et non bio peut aller de 7 % pour des épinards à 82 % pour des œufs. Ces prix reflètent des coûts de production plus élevés, mais, alors que les citoyens font de plus en plus entendre leur mécontentement en Europe par rapport au coût de la vie – comme l'illustre le mouvement des Gilets Jaunes en France – le mouvement européen de l'agriculture biologique doit s'attaquer aux aspects sociaux et économiques du système alimentaire dans son ensemble. Les mauvais régimes alimentaires et l'obésité sont bien souvent le résultat de la pauvreté. Mais une alimentation « bon marché » produite selon des normes environnementales et de sécurité inférieures ne constitue pas une réponse acceptable. Il faut trouver de nouveaux moyens de faciliter l'accès aux fruits et légumes frais ainsi qu'aux aliments non transformés pour les populations les plus pauvres en Europe.

Certains supermarchés « discount » ont pris la balle au bond et proposent désormais une gamme de produits bio moins chers. Mais il y a des limites à ce que l'on peut faire. Les petits producteurs bio peinent à proposer des produits répondant aux attentes des supermarchés, que ce soit en termes de quantité ou de spécifications à respecter. Les producteurs bio qui industrialisent leur production pour répondre aux exigences de ces grands magasins finissent par rencontrer bon nombre des problèmes propres aux



“

supermarchés, dont le gaspillage alimentaire et la pollution du plastique.

Les coûts liés au gaspillage alimentaire ont été estimés à 143 milliards d'euros en 2015 dans l'UE. Les supermarchés rejettent de larges quantités de fruits et légumes considérés comme « imparfaits », tandis que les offres du type « 1 + 1 gratuit » contribuent grandement au gaspillage dans les ménages. Les supermarchés arguent que les emballages plastiques sont essentiels pour conserver la fraîcheur et réduire le gaspillage alimentaire, mais la pollution causée par le plastique pré-occupe de plus en plus l'opinion publique ces dernières années. Les aliments bio de supermarché sont emballés dans du plastique, comme les produits non bio.

D'autres modèles économiques de production biologique commencent à voir le jour. Dans le cadre des systèmes d'agriculture à soutien collectif, les consommateurs locaux apportent un soutien économique à long terme au producteur en s'engageant à acheter une partie de ses récoltes ou en contribuant à la vie de l'exploitation. Les emballages plastiques perdent de leur utilité car les produits sont transportés sur des distances bien plus courtes. Ces systèmes sont de plus en plus populaires, mais leurs membres sont généralement des femmes blanches hautement instruites et aisées. Il faut en faire davantage pour veiller à ce que les ménages à faible revenu puissent eux aussi bénéficier de l'impact positif que ce type de systèmes peut avoir sur les régimes alimentaires.

En Europe, l'agriculture biologique rencontre un franc succès : la part des terres consacrées au bio a augmenté de 25 % entre 2012 et 2017, et le total des ventes de produits bio s'élève à 33,5 milliards d'euros.

”

Par ailleurs, l'agriculture industrielle et l'industrie agroalimentaire contribuent largement au changement climatique. Actuellement, dans l'UE, environ 17 % des émissions de gaz à effet de serre des ménages sont liées à la consommation alimentaire. Comment le mouvement bio devrait-il réagir ? Il est clair que l'agriculture biologique peut permettre aux agriculteurs d'accroître la matière organique dans les terres et jouer un rôle important dans le piégeage du carbone dans le sol. Nourrir le bétail avec des aliments certifiés bio permet d'éviter les émissions dues au changement d'affectation des sols, car il n'est pas permis d'abattre des forêts ou de labourer des pâturages pour produire des aliments bio pour animaux. Mais ils nécessitent des ressources considérables et sont source de pollution.

De plus, il faut modifier nos régimes alimentaires, et pas seulement pour les nombreux effets positifs que cela aurait sur notre santé. Selon une récente étude publiée dans The Lancet, la consommation de viande devrait diminuer de 77 % en Europe pour éviter un emballement du climat et d'autres problèmes environnementaux. En Europe du Nord, l'agriculture biologique repose principalement sur l'élevage d'animaux de pâturage dans le cadre d'un système mixte permettant d'utiliser le fumier comme engrais. Mais le mouvement biologique commence à admettre que des innovations sont nécessaires. L'agroécologie est aujourd'hui au cœur de nombreuses nouvelles approches, telles que l'agroforesterie, l'agriculture végane ou les jardins-forêts.



> AUTEUR

Isobel Tomlinson est chercheuse et conseillère politique à la "Soil Association" et l'auteur de publications sur l'agriculture biologique. Elle enseigne également à l'Université de Londres. Elle met actuellement en place un projet de petites exploitations en Normandie, intitulé "The Practical Ecologies Project".

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE ET PROGRESSISTE DANS UN ENVIRONNEMENT HOSTILE

par Rosa Balfour

Dans un monde fragile, dénué d'alliances internationales fortes et durables, le débat sur l'« autonomie stratégique » de l'Europe acquiert une nouvelle résonance, mais il ne devrait ni éclipser ni cimenter les atouts internationaux uniques de l'UE dans l'économie mondiale et l'ordre multilatéral. Il sera essentiel de travailler avec des réseaux mondiaux pour promouvoir des normes et les biens publics, afin de repousser les assauts du nationalisme, la montée de la géopolitique et le transactionnalisme.

Quelles politiques de #sécurité et de défense pour l'autonomie stratégique de l'UE ? Vers une politique étrangère européenne et progressiste @RosaBalfour



se mettre d'accord sur un tel niveau d'autonomie stratégique, il faudrait à l'Europe une génération pour peser sur la scène mondiale.

L'« autonomie stratégique » et la « complémentarité avec l'OTAN » sont généralement citées dans la même phrase lors des débats européens. Le dernier exemple doctrinal en date en est la stratégie globale de l'UE publiée en juin 2016. Cette association reflète la nécessité pour l'Europe de s'appuyer sur sa relation transatlantique pour sa sécurité et la défense de son territoire, ce qui lui donne aussi la possibilité de réaliser sa politique étrangère. L'élargissement de l'UE en Europe centrale après la guerre froide – sa plus grande réussite en matière de politique étrangère –, réalisé en parallèle avec l'expansion de l'OTAN, atteste de ce lien.

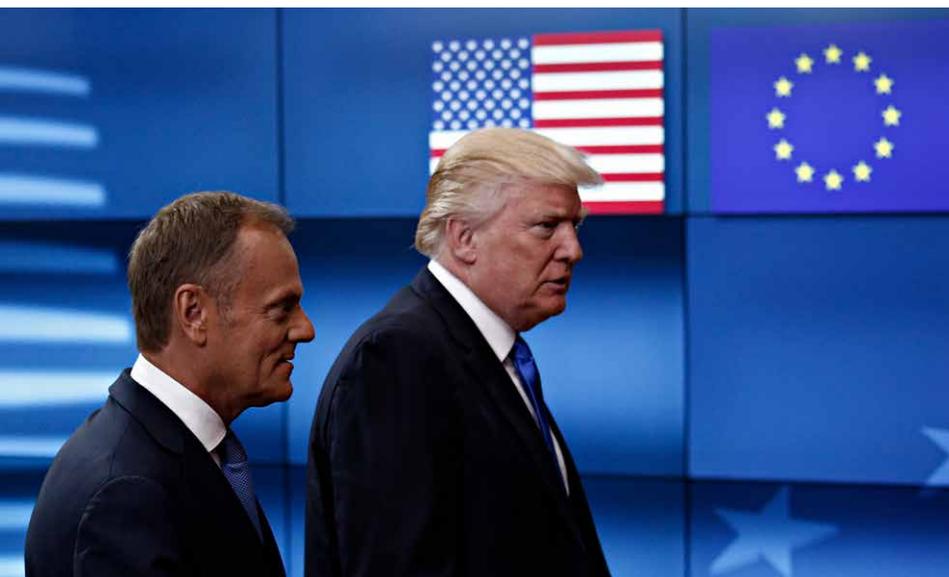
Depuis fin 2016, les chevaux de bataille du président américain en matière de politique extérieure portent directement ou indirectement préjudice à la sécurité de l'Europe.

Qu'il s'agisse de l'insistance sur un meilleur partage des charges, de l'action des États-Unis au Moyen-Orient, ou encore de leurs différends commerciaux avec la Chine, les politiques américaines actuelles menacent la sécurité de l'Europe, déjà mise à mal par l'action de la Russie en Europe orientale et au Moyen-Orient.

Les dirigeants européens commencent à se demander si la relation transatlantique devrait être préservée à tout prix, ou si l'Europe devrait commencer à s'en émanciper. Le débat sur l'« autonomie stratégique » sous-tend les récents efforts déployés dans le domaine de la sécurité et de la défense. Ce concept désigne la capacité à prendre et à mettre en œuvre des décisions en matière de défense, à conduire des opérations militaires de manière autonome, et à avoir les capacités industrielles de le faire. Même si l'on arrivait à

L'importance donnée aujourd'hui au concept d'autonomie stratégique répond à l'insécurité ressentie par certaines sociétés européennes. Sur la scène internationale, en revanche, l'UE a moins de problèmes de légitimité, car elle a de meilleures chances de développer une autonomie politique qui correspond à son histoire et à son identité internationale. Le débat récent sur la souveraineté économique aborde pour la première fois le degré auquel l'UE peut utiliser, sur le plan politique, certains de ses outils économiques et financiers – notamment l'euro, en tant que devise internationale. Après tout, l'UE et ses États membres constituent toujours le plus grand bloc commercial et les plus grands bailleurs de fonds au monde.

Au niveau multilatéral, l'UE évolue dans un environnement de plus en plus hostile, mais



elle reste le meilleur espoir pour l'application de principes universels tels que les droits de l'homme et l'état de droit, qui sous-tendent la résilience de ce système multilatéral. Nouer des partenariats avec d'autres pays et acteurs à travers le monde afin de repousser les attaques contre l'ordre international est devenu la priorité.

Si la voie à suivre semble claire, atteindre l'objectif ne sera pas une mince affaire. La logique d'une action collective pour l'UE semble évidente – la « politique d'échelle », ou être plus forts ensemble que séparément – mais historiquement, elle reste difficile à mettre en œuvre. Les multiples menaces et risques à la porte de l'UE n'ont que très peu réduit le fossé stratégique qui continue de miner le continent, et la montée de la droite radicale populiste commence à mettre en péril les politiques extérieures européennes existantes, sans parler du niveau d'ambition plus élevé souhaité.

Reste également à déterminer comment les amis et les partenaires de l'Europe à travers le monde réagiront à sa recherche d'une plus grande autonomie sur le plan politique, économique et stratégique. La vision qu'a l'UE du monde, selon laquelle elle joue le rôle de « force du bien », n'est pas acceptée par tous. Après tout, cette posture éthique a également été rendue possible par l'appartenance de l'UE à un Occident stable et hégémonique.

“

Si l'Europe souhaite interagir avec le reste du monde tout en renforçant son identité stratégique, elle va devoir mener une réflexion de fond

”

Si l'Europe souhaite interagir avec le reste du monde tout en renforçant son identité stratégique, elle va devoir mener une réflexion de fond. En ne cédant pas à la critique facile, selon laquelle le réalisme et la géopolitique rendent les principes du multilatéralisme caducs et sont garants de politiques sans compromis, l'Europe devrait utiliser ses atouts, lesquels sont irrémédiablement à chercher dans le multilatéralisme et la coopération. Le changement climatique, la prévention des conflits et la médiation, ainsi qu'un système commercial international libre et plus équitable font partie des avantages sur lesquels l'UE peut concrètement miser à l'échelle mondiale.

Pour ce faire, elle doit faire preuve de souplesse dans ses interactions avec les autres acteurs internationaux, et se concentrer davantage sur des réseaux à différents niveaux, notamment avec la société civile, plutôt que sur les partenariats traditionnels entre gouvernements, dont certains ont perdu de leur innocuité ou de leur utilité. L'UE devra faire preuve d'humilité pour se mettre à l'écoute des visions non européennes du monde, et de pragmatisme pour trouver les bonnes stratégies et les voies à emprunter.

Enfin, si l'Europe souhaite que son histoire de prospérité, de démocratie et de paix puisse encore parler au reste du monde, elle doit également réfléchir à la durabilité mondiale de la protection sociale, sortir les politiques progressistes des frontières nationales et s'engager dans un débat plus international et ouvert sur les biens publics.



> AUTEUR

Rosa Balfour est chargée de recherche sur les questions transatlantiques au German Marshall Fund of the United States et membre du Comité directeur de WIIS Brussels (Women in International Security). Ses domaines d'expertise sont les politiques, les institutions et la politique étrangère et de sécurité européennes, ainsi que les relations internationales. Elle a un doctorat en relations internationales de la London School of Economics and Political Science.



Ronja Kempin

est Senior research fellow au sein de la division UE/Europe de la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), l'Institut allemand d'affaires internationales et de sécurité.

Brexit, Trump : catalyseurs malgré eux d'une défense européenne commune ?

Interview avec **Ronja Kempin** par Alain Bloëdt

L'« autonomie stratégique », qui fait partie intégrante de la stratégie globale de l'UE et qui bénéficie d'une nouvelle impulsion avec le Brexit et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, est un concept qui refait surface dans plusieurs débats politiques en Europe. Qu'est-ce que ce regain d'intérêt signifie pour l'UE, et sur quelle voie ce concept pourrait-il placer l'Union dans les années à venir, eu égard notamment à son programme en matière de sécurité et de défense ?

The Progressive Post : *Le concept d'une « autonomie stratégique européenne » monte en puissance depuis quelque temps. Y a-t-il un lien de cause à effet avec l'élection du président Donald Trump, ou dans tous les cas ce concept aurait-il gagné du terrain quoi qu'il advienne ?*

Ronja Kempin : Ce sont plusieurs éléments qui ont rendu le concept de l'« autonomie stratégique européenne » si important. Tout d'abord, il figure dans la stratégie globale de l'UE (SGUE), publiée en juin 2016. Hasard du calendrier, la SGUE a été publiée tout juste deux jours après le référendum sur le Brexit. Pour de nombreux États membres, la politique de sécurité et de défense est devenue, au lendemain de ce référendum, un domaine dans lequel l'Union européenne pouvait montrer qu'elle avait un rôle à jouer et qu'elle était non seulement toujours capable de répondre aux besoins de sécurité et de protection de ses citoyens, mais aussi de poursuivre sur la voie de l'intégration.

PP : *En tant qu'experte dans ce domaine, croyez-vous vraiment en ce concept ?*

RK : Oui. Le Brexit a été le déclencheur d'un nouvel élan en faveur d'une intégration renforcée. La politique de sécurité et de défense a été un choix facile à faire pour les États membres à la recherche d'exemples d'une intégration réussie, dans la mesure où l'intégration était inexistante dans ce domaine auparavant.

PP : *Que signifie ce concept en termes de sécurité et de défense dans l'UE ?*

RK : C'est une question difficile, car chaque État membre a sa propre définition. Dans le domaine de la sécurité et de la défense, je dirais que l'autonomie stratégique s'articule autour de trois axes. Le premier est l'autonomie politique, ce qui signifie qu'un État membre peut, en toute autonomie, prendre des décisions en matière de politique de sécurité et de défense. Le deuxième est l'autonomie opérationnelle. En d'autres termes, il s'agit d'être capable, dans le cadre de l'Union européenne, de déployer rapidement et efficacement des capacités militaires et civiles. Et le troisième est l'autonomie industrielle, qui implique de ne pas systématiquement devoir « acheter Américain », et donc d'être moins dépendants de leur technologie, mais aussi de la volonté des

L'autonomie stratégique de l'UE ouvre-t-elle la voie à une armée européenne ? par @ronjakempin de la @SWP_Europa



“

Si l'UE souhaite être l'un des piliers autour desquels s'articulera l'avenir des relations internationales, l'autonomie stratégique doit recouvrir des enjeux bien plus larges que la seule politique de sécurité et de défense.

”

États-Unis de laisser les États membres utiliser leurs technologies militaires.

PP : *Y a-t-il une chance que le concept de l'autonomie stratégique soit utilisé pendant les prochaines campagnes électorales et, le cas échéant, serait-il utilisé par la droite, par la gauche, ou même par l'extrême droite ou l'extrême gauche ?*

RK : Généralement, la politique de sécurité et de défense n'est pas un thème privilégié dans les campagnes, car les électeurs nationaux ont tendance à baser

leur vote sur d'autres enjeux. Si l'autonomie stratégique était utilisée comme thème de campagne, elle pourrait l'être tant par la gauche que par la droite, mais pour des raisons très différentes. La droite en Europe centrale et orientale pourrait utiliser ce concept pour dire « Vous voyez, l'Union européenne est stupide, elle veut se débarrasser des États-Unis et de l'OTAN, mais nous ne la laisserons pas faire, car notre sécurité et notre survie sont assurées par les Américains ». La Gauche pourrait quant à elle plaider pour une plus grande autonomie stratégique au sein de l'UE, tout simplement car elle a toujours affirmé que l'UE était un autre type d'acteur international.

PP : *Pensez-vous que la question de l'autonomie pourrait relancer le débat sur une armée européenne ?*

RK : L'autonomie stratégique pourrait être définie de manière bien plus large. Une véritable autonomie doit également présenter des dimensions économiques et monétaires. Dans le monde multipolaire d'aujourd'hui, si l'UE souhaite être l'un des piliers autour desquels s'articulera l'avenir des relations internationales, l'autonomie stratégique doit recouvrir des enjeux bien plus larges que la seule politique de sécurité et de défense. Nous devons également devenir plus autonomes sur le plan économique et financier. Nous devons chercher à faire

de l'euro la principale devise internationale, puis utiliser notre force économique comme un atout dans les négociations avec les États-Unis.

PP : *L'idée d'une armée européenne constitue-t-elle une option viable pour une plus grande autonomie stratégique ?*

RK : J'ai souvent entendu dans les pays d'Europe de l'Est que ce n'était pas du tout une option viable et qu'ils ne voulaient pas d'une armée européenne, car cela reviendrait à s'éloigner des États-Unis. C'est une autre vision des choses qui ressort des débats publics menés après le Brexit en France et en Allemagne, les deux armées européennes les plus puissantes. Dans ces pays, on semble davantage privilégier le renforcement de la coopération, de la coordination et de l'intégration pour ce qui est de la politique de sécurité et de défense.

PP : *Les grandes avancées en matière d'intégration sont survenues à des moments de réelle volonté politique et de courage pour réaliser ce qui semblait impossible auparavant. Avec Donald Trump aux États-Unis et le Brexit en Europe, est-ce le moment de créer une armée européenne ?*

RK : Je ne pense pas que nous ayons déjà atteint le stade où un État membre serait disposé à abandonner son armée nationale, mais je pense qu'il n'est pas déraisonnable d'imaginer la création d'une force européenne qui coexisterait avec les armées nationales des 27 États membres, et qui se spécialiserait dans le domaine clé de la politique de sécurité et de défense de l'UE, à savoir la gestion de crise. Si nous progressions vers la mise en place d'une telle armée pour la gestion de crise – une force qui ne serait pas seulement civile et qui ne s'occuperait pas seulement de tâches militaires du bas du spectre – alors je pense que les États membres qui ne souhaitent pour l'instant pas que l'Union européenne gère la sécurité pourraient prendre confiance et progressivement souscrire à une plus grande intégration en matière de politique de sécurité et de défense.



© shutterstock

À VOIR

FOOD EVOLUTION

par Scott Hamilton Kennedy

Pour certains, il n'y a pas de compromis possible sur leur nocivité. Pour d'autres, ils génèrent une perte de confiance dans l'alimentation. Ce film remet en cause bon nombre d'idées reçues sur l'agriculture et pousse à s'interroger sur les discours alarmistes liés à la dangerosité des OGM.

Les OGM sont nos ennemis. Et si nous nous étions trompés ? Après 30 ans d'études, les effets sur la santé ne sont pas encore visibles. Au contraire, les OGM réduisent les famines et autorisent des récoltes plus saines.

Le consensus scientifique présenté dans ce film indique que les OGM

sont sans danger pour la consommation et l'environnement.

Le dernier film de Scott Hamilton Kennedy navigue à contre-courant des idées reçues. Raconté par l'astrophysicien Neil deGrasse Tyson, il démontre l'importance de l'utilisation d'une méthode scientifique pour débattre sur les OGM. Le réalisateur explore cette méfiance de notre société face aux OGM présents dans nos assiettes.

Que l'on adhère ou pas à ses conclusions, ce film permet de rester vigilant quant aux retombées positives ou non des OGM dans le temps et de s'informer sur leurs impacts dans nos vies.

SANTIAGO, ITALIA

par Nanni Moretti

Des réfugiés chiliens devant l'ambassade d'Italie à Santiago.

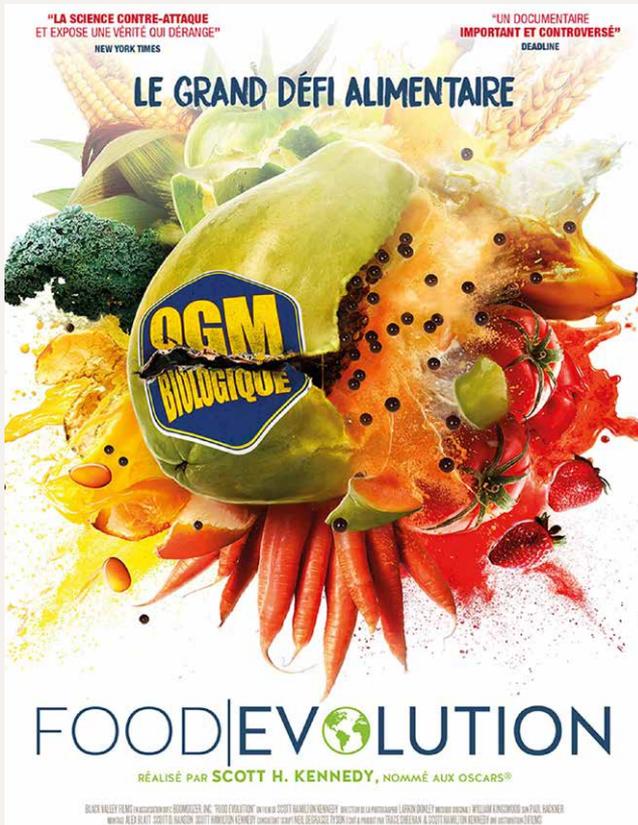
4 septembre 1970, Salvador Allende accède démocratiquement à la présidence du Chili et forme un gouvernement d'Union Populaire qui va des radicaux centristes à l'extrême-gauche révolutionnaire.

Pendant trois ans, il fait face à une droite grandissante et soutenue par l'armée. Le 11 septembre 1973, le Chili, pays démocratique bascule dans la dictature avec Augusto Pinochet.

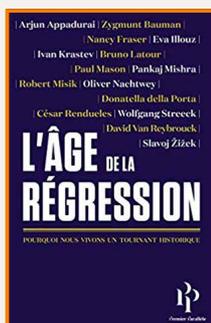
Les Chiliens fuient le pays. L'ambassade d'Italie à Santiago accueille les demandeurs d'asile. Les Chiliens deviennent des réfugiés dans leur pays.

A travers différents témoignages, le réalisateur italien Nanni Moretti nous raconte une période durant laquelle de nombreux réfugiés ont pu être sauvés grâce à quelques diplomates italiens.

Un film qui amène à se questionner sur notre propre actualité.



À LIRE



L'âge de la régression

Par Heinrich Geiselberger

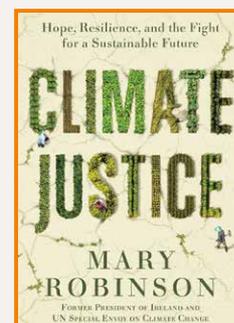
Sous la direction de Heinrich Geiselberger, quinze intellectuels de gauche nous donnent une vision réaliste de la situation politique actuelle, que ce soit en Europe ou ailleurs. Le constat est alarmant : la chute du communisme en 1989 a entraîné la victoire du néo-libéralisme d'où découle une hyper individualisation citoyenne et ce faisant, une montée apparemment irrépressible des populismes, de la xénophobie, des divers extrémismes religieux et nationalistes. La pensée développée ici nous démontre que seule une radicalité de gauche peut encore avoir une chance d'inverser ce processus de régression globale. La montée de ces divers populismes devrait pousser les penseurs de gauche à réinventer celle-ci de manière à rééquilibrer le rapport citoyenneté-état.



Le populisme aux États-Unis Un regard pour l'Europe

Par Jérôme Jamin

Politologue belge reconnu, Jérôme Jamin décortique à quel point le populisme est profondément ancré dans la vie politique américaine. Si l'essai est court, il est très riche en citations, à l'instar de Margaret Canovan dont l'ouvrage, daté de 1981, reste pour l'auteur une référence. Son essai explique que Trump s'inscrit dans la lignée de nombreux candidats aux primaires américaines, depuis oubliés, tels que Pat Buchanan et Ross Perot. Il rappelle également que si les démocrates et populistes se disputent le peuple, grâce à la valorisation d'une majorité travaillieuse et homogène, la rhétorique populiste déduit le principe de minorité illégitime pour l'élite, s'évertuant en permanence à la discréditer et lui vouer tous les maux de la société.



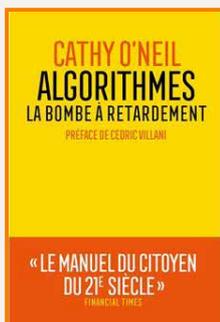
Climate Justice: Hope resilience and the fight for a sustainable future

Par Mary Robinson

Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande et haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, aborde les questions du réchauffement planétaire et de la justice climatique. En racontant l'histoire de citoyens vivant aux quatre coins du monde et qui se battent contre l'injustice climatique, elle met en avant ces populations qui souffrent le plus du changement climatique et qui sont bien souvent les moins responsables des émissions qui en sont à l'origine.

Elle décrit par exemple la situation d'agriculteurs frappés par la sécheresse en Ouganda, qui ont été confrontés à des phénomènes climatiques extrêmes ces dernières années (des moussons plus longues suivies d'intenses périodes de sécheresse). Ces phénomènes ont endommagé les cultures locales, entraîné une baisse de la production en raison de la moisissure et des ravageurs, et ont donc nui aux récoltes. Son livre donne toutefois de l'espoir et du courage en cette période difficile et montre comment les populations s'adaptent et se nourrissent de leurs expériences pour devenir plus fortes.

Mary Robinson critique par ailleurs vivement la décision du président Donald Trump de retirer les États-Unis de l'accord de Paris conclu en 2015. Son livre nous rappelle que le changement climatique n'est pas un sujet académique ou abstrait, qu'il est bien réel et qu'il a des conséquences.



Algorithmes, la bombe à retardement

Par Cathy O'Neil

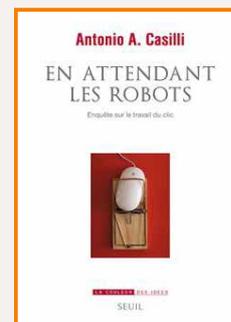
Des Armes de Destructions Mathématiques, des ADM, ce terme est utilisé par l'auteur pour désigner les modèles nocifs de statistique. Ancienne analyste, Cathy O'Neil pointe du doigt l'impact des ADM dans notre vie de tous les jours : entrer à l'université, emprunter de l'argent, noter un professeur, et surtout la nécessité de contrôler sans cesse la pertinence et la clarté de l'élaboration des algorithmes utilisés. Il s'agit des applications mathématiques qui alimentent l'économie des données. Ils sont responsables de gains spectaculaires mais aussi d'une oppression des plus défavorisés tout en rendant les riches plus riches. Le hic de ces applications c'est qu'elles reposent sur des choix alimentés par des personnes "faillibles", sur des paramètres qui ne prennent pas en compte les "exceptions", les imprévus, la fantaisie humaine. L'auteur mène une véritable croisade contre le mauvais usage de ces données.



Les enfants du vide

Par Raphaël Glucksmann

L'individualisme a triomphé, le collectif est affaibli. Comment ramener l'harmonie dans la société ? Face à cette interrogation, l'auteur lance un appel au réveil des citoyens en alliant vécu personnel et remise en question d'une vision de la société acquise par la Gauche ces dernières décennies. L'ouvrage est une critique d'un modèle de Social-démocratie à peine écloso en France. Pour lui, la Gauche a échoué face au raisonnement ultralibéral. Il dresse le portrait d'un monde plus riche mais d'une population plus isolée. Il pointe de sa plume, le fossé grandissant entre les élites financières, culturelles et politiques et le reste de la population. Un fossé qui ébranle le consensus démocratique. Un nouveau contrat social est nécessaire conclut l'auteur, en citant l'exemple de la ville de Kingsheim qui a recours à la démocratie participative. Il prône un véritable renforcement du contrôle des citoyens sur les institutions représentatives et les autorités publiques. Un livre résolument dans l'air du temps.



En attendant les robots Enquête sur le travail du clic

Par Antonio Casilli

Qui se cache derrière les "clic" ? Une Intelligence artificielle pourrait-on croire, à l'heure où la disparition du travail s'avère irrémédiable. Fausse route, selon l'auteur. À travers le monde, en Inde, à Madagascar ou encore dans des cybercafés du Kenya aux Philippines, les travailleurs du clic sont des millions. Leur "job" : créer du clic. Cliquer sur des images, créer des profils types, recenser, mâcher, digérer de l'information au profit de grandes entreprises pour accroître leur visibilité. Dans la révolution numérique, il n'y aura pas de grand remplacement des travailleurs mais une plus grande précarisation du travail. Cet ouvrage décortique et déconstruit une approche anxiogène omniprésente sur la disparition du travail. Les travailleurs du "digital Labor" dans les fermes à clics, éparpillés dans le monde, recrutés sur les réseaux et producteurs de flux d'information sont en dehors de toutes juridictions car invisibles. Une enquête passionnante au cœur des rouages et des couacs de l'automatisation du travail.

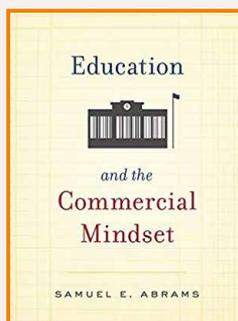
À LIRE



L'entreprise comme commun

Par Swann Bommier and Cécile Renouard

Faire de l'entreprise un bien commun, c'est l'idée exposée par les deux auteurs. La mise en place de la notion de responsabilité sociale des entreprises telle qu'appliquée ces dernières années a-t-elle été efficace ? L'échec de l'Accord multilatéral sur l'investissement de l'OCDE en 1998 ou la crise des subprimes, la montée en puissance des mouvements sociaux et celle des initiatives locales impliquent la remise en question de la responsabilisation des entreprises. En mettant également en lumière le poids de l'entreprise dans le processus démocratique, les auteurs suggèrent un changement de paradigme du rôle de l'entreprise dans la société, de son rôle politique, financier, social mais aussi environnemental. L'entreprise est en effet un bien commun qui doit améliorer les conditions de vies des citoyens.

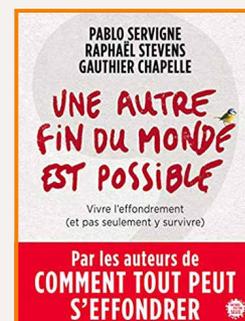


Education and the Commercial Mindset

Par Samuel E. Abrams

L'ouvrage de Sam Abrams est devenu indispensable à la compréhension des nouveaux enjeux de la politique américaine dont l'avenir du système éducatif fait désormais partie. La victoire du Parti démocrate à l'automne 2018 a en effet démontré que la capacité des progressistes à fédérer les électeurs reposait moins sur la critique du président des USA que sur la défense des services publics. Si la Sécurité sociale reste au coeur des débats, le thème de l'éducation s'est aussi invité dans la campagne de plusieurs candidats au Congrès. Depuis, l'année 2019 a été inaugurée par la grève des enseignants de Los Angeles.

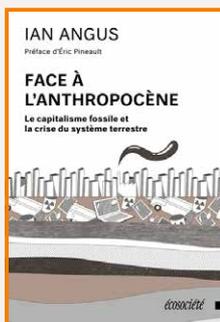
Sam Abrams offre non seulement un panorama historique de la crise du système éducatif américain, diagnostiquée sous l'administration Reagan, mais aussi un rappel de l'échec des tentatives de privatisation réalisées dans les années 1990. En outre, il introduit les lecteurs européens à l'expérience en cours des Charter schools, des établissements privés financés par les Etats et qui, dépourvus de but lucratif et gratuits pour les parents, présentent la double caractéristique d'être libérés de toute contrainte administrative et exposés à la fermeture en cas d'échec.



Une autre fin du monde est possible

Par Pablo Servigne,
Raphaël Stevens & Gauthier Chapelle

Peut-on survivre à la fin de notre monde ? Comment vivre la fin de notre monde ? Les trois auteurs expliquent la notion en vogue de collapsologie ou l'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder. En définissant son objectif (apprendre à vivre avec les mauvaises nouvelles et avec les changements brutaux et progressifs de l'environnement), ils proposent un changement d'attitude et de prise de conscience de la société des dernières années face à l'emballement des destructions de la faune et de la flore. Un emballement qui pourrait mener à la fin de notre humanité. L'ouvrage est un mode d'emploi qui se veut réaliste plus qu'alarmiste. Loin des clichés, il s'agit d'un encouragement à recréer du lien social. Pour survivre à la fin de notre civilisation, une unité des Hommes est-elle la clef ?

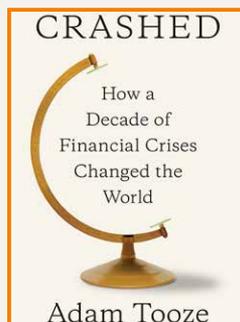


Face à l'anthropocène

Le capitalisme fossile

Par
Ian Angus

Selon l'auteur nous faisons face à une transformation radicale de notre environnement physique. Une transformation qui ne se limite pas à l'augmentation de la pollution ou au réchauffement des températures mais s'inscrit dans une crise du système terrestre causée par l'activité humaine. Pour la survie de l'humanité, un changement social radical et le remplacement du capitalisme fossile par une civilisation écologique, l'écocapitalisme, sont à envisager. Autrement dit, il appelle les socialistes du XXI^{ème} siècle à la nécessité de replacer la préservation de l'Anthropocène au cœur de leur programme. La crise de l'environnement est la crise majeure de notre époque. Une mobilisation planétaire est donc exigée pour préserver l'Ère de l'Homme.



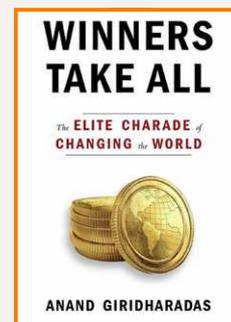
Crashed:

How a Decade of Financial Crises Changed the World

Par
Adam Tooze - Columbia University

Cette ouvrage écrit par un historien économique renommé est une analyse révélatrice de la crise financière et du ralentissement économique qui ont affecté l'économie mondiale au cours de la dernière décennie.

Adam Tooze offre une explication claire des mécanismes qui ont engendré la crise et un compte rendu des réponses provisoires apportées. Le livre montre à quel point les systèmes financiers européen et américain sont étroitement imbriqués. Il explique ainsi comment la trajectoire du développement économique et de la dette est irrégulière.



Winners Take All:

The Elite Charade of Changing the World

Par
Anand Giridharadas

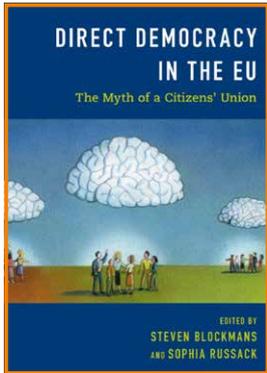
Une enquête d'un initié sur les efforts de l'élite mondiale pour «changer le monde» qui non seulement ne le fait pas, mais préserve le statu quo et occulte l'origine des problèmes qu'elle cherche ensuite à résoudre.

L'ancien chroniqueur du New York Times nous emmène dans un monde où riches et puissants luttent pour l'égalité et la justice de toutes les manières possibles, à l'exception des menaces qui pèsent sur l'ordre social et sur leur position.

L'auteur se demande pourquoi nos problèmes les plus graves devraient-ils être résolus par la haute bourgeoisie non élue au lieu des institutions publiques que ces mêmes personnes érodent en faisant pression et en évitant les impôts ?

Sa réponse: plutôt que de compter sur les restes des gagnants, nous devons entreprendre le travail démocratique exténuant consistant à mettre en place des institutions plus solides et plus égalitaires et à changer véritablement le monde.

A PENSER



Engagés tout en étant dépossédés : Les italiens face à la démocratie directe

Par Eleonora Poli

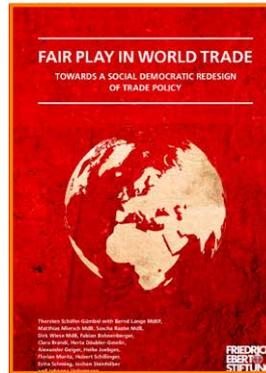
Les Italiens font partie des participants les plus actifs aux initiatives citoyennes européennes (ICE). Pourtant, en ce qui concerne les référendums nationaux ou les pétitions, le niveau de participation varie. En effet ces instruments sont souvent perçus comme étant inefficaces. Et pas sans raison. Les initiatives législatives des citoyens ont rarement été converties en lois nationales et, conformément à la Constitution italienne, les obligations incombant à l'Italie en vertu de traités internationaux et européens ne peuvent en aucun cas être modifiées par une consultation publique. Contrairement aux ICE, qui sont considérées comme un instrument efficace de démocratie directe, les faibles taux de succès des instruments nationaux de démocratie directe ont poussé ces derniers à être utilisés davantage pour protester contre le gouvernement et le statu quo que pour influencer le processus législatif.



Défis et opportunités de la gauche dominante en Europe

Par Sonja Lokar

En raison de la modification des équilibres géostratégiques et de l'affaiblissement de la classe ouvrière et des États-nations au sein des pays les plus développés d'Europe, la gauche dominante n'a d'autre choix que de s'ouvrir. L'égalité et le développement durable au niveau national, européen et mondial, sinon il sera marginalisé politiquement et éjecté du stade politique dominant.



Le "Fair Play" dans le commerce : Vers une refonte social-démocrate

Par Thorsten Schäfer-Gümbel, Bernd Lange MEP et al.

La politique commerciale a un impact sur la vie quotidienne de nombreuses personnes en Europe, en Allemagne et dans le monde. La politique commerciale n'est pas une fin en soi, mais doit servir des objectifs plus larges. L'approche social-démocrate diffère fondamentalement de celle des libéraux car elle est convaincue que le commerce doit être fondé sur la durabilité et sur des règles équitables définies par la politique. Par conséquent, une nouvelle politique commerciale est nécessaire pour renforcer la confiance, la démocratie et la justice.



L'Europe et les génocides : le cas français

Par David Nguyen, Iannis Roder

Quel est le niveau de connaissance du génocide des juifs au sein de la population âgée de 18 à 24 ans ? Comment expliquer le déficit de connaissance mesuré ? Quelles conséquences cette lacune a-t-elle sur la perception des juifs aujourd'hui ? L'enquête de la Fondation Jean-Jaurès, l'AJC Paris, la FEPS et la Dilcrah, réalisée par l'institut de sondage Ifop, apporte des éléments de réponse.



Découvrez nos éditions précédentes : progressivepost.eu



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

Fondation
Jean Jaurès

ISSN 2506-7664
3.00 €